



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2020



SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité	2
Faits marquants, activités et résultats	3
Transactions avec les parties liées	74
Principaux risques et incertitudes	74
2. Etats financiers consolidés résumés	87
3. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	135
4. Attestation de la personne responsable	139

1

Rapport semestriel d'activité

Faits marquants, activités et résultats

SOMMAIRE

PARTIE I. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RESULTATS	6
1. FAITS MARQUANTS.....	6
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	6
1.2 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	9
1.3 REALISATION DE L'OPERATION ENTRE LA CAISSE DES DEPOTS ET LA POSTE ET ENTRE LA BANQUE POSTALE ET CNP ASSURANCES	13
1.4 DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	13
1.4.1 Services-Courrier-Colis.....	13
1.4.2 GeoPost/DPDgroup.....	14
1.4.3 La Banque Postale.....	15
1.4.4 Le Réseau La Poste	19
1.4.5 La Poste Mobile.....	20
1.4.6 Le Numérique	20
1.4.7 L'immobilier	21
1.4.8 Le Groupe La Poste	21
1.5 EMISSIONS OBLIGATAIRES.....	21
1.5.1 Emission obligataire de La Poste.....	21
1.5.2 Emission obligataire Tier 2 de CNP Assurances	22
1.6 ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	22
1.6.1 Cohésion sociale et territoriale	22
1.6.2 Numérique éthique et responsable.....	23
1.6.3 Transition écologique.....	24
1.6.4 Un engagement au service des clients	26
1.6.5 Un engagement sociétal reconnu et récompensé.....	27
1.6.6 Les initiatives prises par le Groupe la Poste dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 : organisation de l'activité et actions de solidarité.....	27
1.7 LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE	30

1.7.1	Dialogue social	30
1.7.2	Formation et évolution professionnelle	30
1.7.3	Santé et qualité de vie au travail	31
1.7.4	Offre sociale et logement	31
2.	INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE	32
2.1	PROPOS INTRODUCTIF	32
2.2	DEFINITIONS DES IAP	32
2.2.1	EBITDA ajusté	32
2.2.2	Free cash-flow	32
2.2.3	Dette nette	32
2.2.4	Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)	33
2.2.5	Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint	33
2.2.6	Dette nette/Capitaux propres	33
2.2.7	Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1)	33
2.2.8	Liquidity Coverage Ratio (LCR)	33
2.2.9	Coefficient d'exploitation	33
3.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	34
3.1	IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE SUR L'ACTIVITE DU GROUPE	35
3.2	PRODUITS OPERATIONNELS	35
3.3	RESULTAT D'EXPLOITATION	37
3.4	RESULTAT FINANCIER	38
3.5	RESULTAT NET	38
3.6	VARIATION DE LA DETTE NETTE	38
4.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	39
4.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	39
4.2	SERVICES-COURRIER-COLIS	40
4.2.1	Activité Services et Courrier	40
4.2.2	Activité Colis	42
4.2.3	Résultat d'exploitation	42
4.3	GEOPOST	43
4.3.1	Activité GeoPost	43
4.3.2	Résultat d'exploitation	44
4.4	LA BANQUE POSTALE	45
4.4.1	Activités commerciales	45

4.4.2	Performance opérationnelle	47
4.4.3	Structure financière	50
4.5	LE RESEAU LA POSTE	51
4.5.1	Réseau La Poste	51
4.5.2	La Poste Mobile	53
4.6	NUMERIQUE	53
4.6.1	Chiffre d'affaires	54
4.6.2	Résultat d'exploitation	55
4.7	AUTRES SECTEURS	56
4.7.1	L'Immobilier	56
4.7.2	Supports et structures	56
4.7.3	Charges non affectées	57
5.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	58
5.1	RESULTAT FINANCIER	58
5.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	59
6.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	61
6.1.1	Free Cash-Flow	62
6.1.2	Variation de la dette nette	65
6.1.3	Variation de la trésorerie	67
6.1.4	Dette brute	69
6.1.5	Dette nette	70
6.1.6	Capitaux propres et structure financière	71
6.2	NOTATION FINANCIERE	72
7.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	73
7.1	PERSPECTIVES	73
7.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	73

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

PARTIE I. Examen de la situation financière et des résultats

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France et chez ses principaux voisins européens. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US, de la livre sterling, du rouble, du réal brésilien et du zloty en particulier, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost à l'international). Enfin, le Groupe est sensible, pour ses activités bancaires, à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

De la crise sanitaire à la crise économique

La signature d'accords décisifs début 2020 est venue éclaircir deux des principaux facteurs d'incertitude pesant sur l'économie internationale l'année précédente. Le premier, entre Washington et Pékin en date du 15 janvier 2020, a permis d'apaiser le risque de dégradation accrue du commerce international. Le second, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne en date du 31 janvier 2020, a quant à lui permis une sortie partielle de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations autour du *Brexit*. Cependant, l'apparition en début d'année de l'épidémie de Covid-19 à Wuhan, dans la province chinoise du Hubei, est venue mettre un terme à cet apaisement, entraînant l'Asie puis l'Europe et l'Amérique dans la crise sanitaire et économique la plus importante de ces dernières décennies.

Suite à l'apparition des premiers cas en Chine, un nombre croissant de patients ont été déclarés positifs au virus dans d'autres pays d'Asie, notamment en Thaïlande, au Japon et en Corée du Sud. Pour faire face à la propagation rapide du virus, les gouvernements ont mis en place un certain nombre de mesures sanitaires provoquant un arrêt partiel, plus ou moins prononcé, de leur économie. Le gouvernement chinois fut le premier à imposer des mesures strictes de confinement à sa population, assénant ainsi un coup d'arrêt à son économie déjà affaiblie fin 2019. Par conséquent, le PIB chinois s'est contracté de 9,8 % au premier trimestre 2020 (par rapport au trimestre précédent). Depuis la levée progressive des règles de distanciation sociale, l'activité économique a repris de manière plus marquée dans le secteur industriel que dans celui du commerce. En effet, la production manufacturière a retrouvé son niveau de fin 2019 en mai, alors que les ventes au détail restent en recul de 2,8 % par rapport à l'année précédente.

Le développement de foyers épidémiques importants en Europe puis sur le continent américain a incité les gouvernements respectifs à appliquer eux-aussi des mesures visant à contenir l'évolution de l'épidémie. Ainsi, les restrictions de déplacements, tant au niveau national qu'international, sont venues perturber le fonctionnement optimal des chaînes de production, provoquant un choc d'offre inattendu. Les Etats-Unis ont subi un recul de leur PIB de 1,3 % au premier trimestre ainsi qu'une dégradation du marché du travail sans précédent (plus de 40 millions de personnes se sont inscrites au chômage depuis le début de l'épidémie). L'activité a cependant commencé à montrer des signes de redressement courant mai avec un allègement des contraintes sanitaires (reprise des ventes au détail, signes d'amélioration sur le marché du travail).

Face à cette crise inédite, les banques centrales ont déployé un arsenal de mesures, et ce avec une très grande rapidité. En effet, les politiques monétaires se sont assouplies, notamment *via* des baisses de taux et en multipliant les achats d'actifs. La Réserve fédérale (FED) aux Etats-Unis et la Banque d'Angleterre ont réduit leur taux directeur à une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. En revanche, la BCE a fait le choix de ne pas abaisser ses taux directeurs, déjà situés à des niveaux nuls ou négatifs. Elle s'est résolue à adopter d'autres mesures de soutien pour la zone euro, notamment à travers la création d'un nouveau programme d'achat d'actifs (*Pandemic emergency purchase program, PEPP*). Ce programme a pour objectif de maintenir la stabilité financière de la zone euro, tout en permettant le financement des dépenses gouvernementales à taux réduits. En parallèle, la BCE a renouvelé l'accès aux liquidités dans des conditions favorables *via* ses opérations de crédit aux banques commerciales, afin de soutenir les petites et moyennes entreprises en manque de trésorerie. En outre, des lignes de liquidités internationales ont été mises en place afin de soutenir les pays émergents particulièrement exposés à la crise de par leur statut d'exportateurs de matières premières et faisant face à une fuite importante de capitaux.

Les politiques budgétaires sont elles aussi venues soutenir les agents économiques, d'une part en maintenant partiellement les revenus des ménages grâce au chômage partiel (notamment en Europe) mais aussi en assurant la liquidité des entreprises à travers des exonérations de charges et des prêts à taux réduits garantis par les Etats.

Courant mai, un nombre croissant de pays a entamé le processus de déconfinement. Malgré une levée des restrictions de déplacements nationaux pour la plupart d'entre eux, le maintien de certaines mesures de distanciation sociale va continuer de peser sur l'activité et plus particulièrement sur le secteur des services.

Zone euro : forte réactivité des politiques économiques

La zone euro se retrouve confrontée à une crise économique sans précédent en temps de paix. La zone a connu une contraction du PIB de 3,6% au premier trimestre et les dernières estimations indiquent que la baisse du deuxième trimestre devrait être plus marquée étant donné une période de confinement plus importante.

A côté des politiques monétaires, les politiques budgétaires ont elles aussi participé à l'effort de préservation de l'économie, en adoptant dans un premier temps des plans de sauvegarde, puis dans un second temps des plans de relance. Ainsi, la Commission européenne – soutenue par les pays cœurs de la zone euro – a proposé la mise en place d'un fonds de relance commun à hauteur de 750 milliards d'euros. Ce dernier comprendrait des prêts (250 milliards d'euros) ainsi que des transferts (500 milliards d'euros), afin de venir en aide aux pays les plus durement touchés par l'épidémie de Covid-19. Le projet, s'il venait à être accepté par les pays membres, constituerait un changement majeur sur la question de la mutualisation de la dette européenne, expliquant ainsi le resserrement de l'écart de taux entre le Bund allemand et son homologue italien (considéré comme un indicateur de risque de la dette européenne).

Au niveau national, les mesures adoptées telles que le chômage partiel, l'augmentation des dépenses de santé, le soutien des revenus des ménages ou encore les reports d'impôts, devraient permettre d'atténuer les conséquences du confinement sur le marché du travail et sur les faillites d'entreprises. Néanmoins, les récessions auxquelles seront confrontés les Etats membres resteront très marquées.

Au cours du premier semestre, l'inflation a fléchi pour s'établir à seulement 0,1 % sur un an en mai. Une des explications principales de cette modération tient à la baisse des prix de l'énergie observée au cours des premiers mois de l'année, le prix du pétrole ayant lourdement chuté entre janvier et avril. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) est quant à elle restée relativement stable

pendant le premier semestre, avoisinant 1 %. Cela étant, des interrogations grandissantes sur le caractère inflationniste des mesures de soutien mises en place sont apparues ces derniers mois.

La France rouvre prudemment mais nettement

Pour faire face à la rapidité de propagation et la violence du virus, le gouvernement français a mis en place des mesures sanitaires parmi les plus rigoureuses du monde. La limitation des déplacements au strict nécessaire ainsi que la fermeture des commerces non-essentiels sont venues mettre un coup d'arrêt à une économie déjà impactée par les grèves de fin 2019. Alors que la phase de déconfinement a débuté le 11 mai, les dernières estimations de l'INSEE indiquent que la perte d'activité liée à la crise sanitaire se limiterait à 12 % mi-juin, contre 22 % en mai et 30 % lors du confinement. Par conséquent, après une contraction de 5,3 % au premier trimestre, l'économie française – marquée par une période de confinement trois fois plus longue entre avril et juin que lors des trois premiers mois de l'année – chuterait encore plus nettement au deuxième trimestre. Selon l'Insee, la consommation des ménages n'aurait été que de 5 % inférieure à la normale mi-juin, soit 27 points de pourcentage au-dessus de son niveau d'avril (-32 %). Malgré les mesures prises pour faciliter l'accès au chômage partiel, le marché du travail s'est fortement dégradé au premier trimestre, suite notamment à l'effondrement du recours à l'intérim pendant le confinement. Cependant, ces mesures ont permis d'éviter une trop forte contraction du revenu des ménages. Ces derniers ont ainsi vu leur épargne augmenter lors du confinement, ce qui a alimenté les placements d'épargne liquide (comptes courants, livret A).

Rééquilibrage nécessaire sur le marché du pétrole

L'arrêt marqué de l'économie mondiale et par conséquent du commerce international a créé un déséquilibre important entre l'offre et la demande sur le marché de l'or noir. En effet, le ralentissement de l'activité en Chine (le plus gros importateur de pétrole au monde) puis en Europe, a réduit significativement la quantité de pétrole consommée à travers le monde. Les difficultés pour l'OPEP et ses alliés à trouver rapidement une entente sur la limitation de la production ont provoqué une offre massivement excédentaire ainsi qu'un risque de saturation des capacités de stockage. Cela a entraîné une chute vertigineuse du cours du baril de Brent de près de 70 % entre son point haut de janvier (69 dollars US) et son point bas d'avril (19 dollars US). Depuis, les pays exportateurs de pétrole se sont mis d'accord sur une limitation de la production, allant jusqu'à réduire de 10 % l'offre totale. Cette décision, associée à la réouverture progressive de l'économie, a permis un rééquilibrage partiel du marché et donc une augmentation du prix du baril à 40 dollars US au cours du mois de mai.

Des marchés boursiers volatiles

Etant donné le caractère inattendu et brutal de la crise sanitaire, l'aversion au risque des investisseurs et la recherche de liquidité se sont traduites par une sortie massive des marchés boursiers ainsi qu'une demande prononcée pour les valeurs refuges. Par conséquent, les cours de Bourse américains et européens ont chuté de 20 à 30 % par rapport à leur niveau de début janvier pour atteindre un point bas mi-mars (les valeurs cycliques étant particulièrement impactées par cette vision pessimiste des perspectives économiques). Néanmoins, faisant suite aux annonces massives de soutien budgétaire et monétaire à travers le monde ainsi qu'à une reprise progressive de l'activité, les investisseurs ont retrouvé un appétit pour le risque permettant aux différents indices d'effacer une partie importante de leurs pertes pendant les mois d'avril et mai. Le rebond marqué des cours de bourse continue cependant de faire preuve d'une volatilité significative. Par conséquent, l'évolution future des marchés boursiers semble dictée par le développement de la crise sanitaire.

Des taux d'intérêt qui reflètent le pessimisme économique

En réponse aux politiques monétaires très accommodantes et à une demande accrue pour les valeurs refuges, le taux à 10 ans des emprunts d'Etat de référence (*T-Notes*) aux Etats-Unis a perdu plus de 110

points de base à 0,7 % en juin contre 1,9 % en décembre 2019. En Angleterre, le Gilt a perdu 70 points de base sur le début de l'année pour s'établir à 0,2 %. En zone euro, les taux à 10 ans des emprunts d'Etats ont fait preuve de beaucoup de volatilité sur la première moitié de l'année, notamment au cours du mois de mars, avant de retrouver leur niveau d'avant crise à 0 % pour l'OAT 10 ans français et -0,4 % pour le Bund allemand. De son côté, le taux à 10 ans italien s'est fortement apprécié en mars, allant jusqu'à atteindre 2,4 %, avant de retomber à 1,4 % courant juin.

De leur côté, les taux interbancaires de la zone euro ne se sont pas trop tendus malgré le choc économique. L'Eonia, ancré sur le taux de la facilité de dépôt, est resté globalement inchangé à -0,45 % mi-juin. L'Euribor 3 mois (le taux auquel les grandes banques se prêtent pour une durée de trois mois) a fait preuve de volatilité en mars et avril avant de retrouver son niveau d'avant crise à -0,40 % en juin, reflétant ainsi le contexte d'incertitude présent sur les marchés obligataires.

Un dollar fort et des devises émergentes en difficulté

La croissance de l'aversion pour le risque et la recherche de valeurs refuges provoquées par la crise sanitaire ont poussé le dollar à la hausse contre un panier de devises en début d'année 2020. De plus, le rôle du dollar américain comme monnaie de réserve et la quantité toujours grandissante de dette souveraine et d'entreprise libellée en dollar ont participé à une demande importante pour la monnaie américaine. Dans un contexte particulièrement incertain et anxiogène, les réticences des banques à s'engager dans des transactions internationales, ainsi qu'une demande accrue de liquidités ont forcé la Fed à créer des lignes de liquidité (*swap lines*) avec plusieurs autres banques centrales. Ces lignes ont permis de rétablir une certaine stabilité sur les marchés financiers, notamment dans les pays émergents pour qui le montant des dettes souveraines libellées en dollar ne fait qu'augmenter.

Après avoir perdu du terrain face au dollar courant mars (à 1,07 dollar pour un euro), l'euro s'est raffermi suite aux plans de soutien de la commission européenne et de la BCE. Mi-juin, la parité euro/dollar s'établit à 1,13 dollar pour un euro.

Suite à la sortie d'impasse des négociations autour du *Brexit*, la livre sterling s'est appréciée face à l'euro en début d'année (à 0,83 livre sterling pour un euro). Cependant la brutalité de la crise sanitaire au Royaume-Uni, la politique monétaire très accommodante de la Banque d'Angleterre et l'absence d'avancement significatif sur le dossier du *Brexit* début juin, ont pesé sur la livre sterling qui atteint 0,90 livre sterling pour un euro.

Le real brésilien a perdu près de 45 % de sa valeur face au dollar entre janvier et mai, du fait notamment de l'impact de la crise sanitaire sur une économie déjà convalescente, mais aussi des tensions politiques présentes dans le pays (procédure de destitution à l'égard de Jair Bolsonaro, démission de plusieurs ministres en désaccord avec la politique du président). Le real se raffermi légèrement en juin pour atteindre 4,9 réaux pour un dollar. Enfin, le rouble a perdu un tiers de sa valeur face au dollar dans les trois premiers mois de l'année avant de se reprendre à 70 roubles par dollar début juin.

1.2 Environnement réglementaire

Evolution de l'environnement bancaire

La Commission Européenne, Le Parlement et le Conseil Européen ont voté en urgence plusieurs amendements au CRR afin de permettre aux banques de continuer à financer l'économie réelle et d'atténuer les impacts de l'épidémie de Covid-19.

Dans ce cadre, les amendements apportés au règlement CRR mettent en œuvre certaines modifications ciblées visant non seulement à absorber les pertes mais également à accroître la

capacité des établissements à octroyer des crédits aux salariés, aux PME et pour des projets d'infrastructures.

Les amendements portent sur :

- Les modalités d'application des dispositions transitoires IFRS9
- Le ratio de levier
- Le nouveau traitement des logiciels
- Le traitement plus favorable des prêts bénéficiant de garanties publiques dans le cadre du backstop prudentiel
- La neutralisation dans les fonds propres prudentiels CET1, des gains ou pertes latents sur actifs et passifs des expositions souveraines comptabilisés à la juste valeur par autres élément du résultat global
- La baisse du taux de risque de marché
- L'assouplissement des exigences de fonds propres sur mes expositions sur les gouvernements centraux et banques centrales
- Le calcul des grands risques sur les titres souverains.

Dès le début de la crise sanitaire, la BCE a également demandé aux établissements d'activer leurs coussins de fonds propres constitués pour faire face à une situation de crise majeure, afin de libérer de la charge en capital et de la réallouer au financement de l'économie réelle. Les établissements peuvent ainsi temporairement exercer leur activité en deçà des coussins suivants :

- Coussin de conservation de fonds propres
- Pilier 2 Guidance (P2G)
- Pilier 2 requirement (P2R) : possibilité d'utiliser les instruments de fonds propres Tier 1 et Tier 2 pour répondre aux exigences P2R.
 - Le coussin contra-cyclique, à la main des autorités nationales, a également fait l'objet en France d'un relâchement intégral jusqu'à nouvel ordre par le Haut Comité de la Stabilité Financière (HCSF). L'annonce du 18 mars du HCSF est ainsi effective en France depuis le 2 avril 2020, date de l'approbation de la décision par la BCE.

Evolution des tarifs du courrier et du colis

Des évolutions tarifaires métropole, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu le 1^{er} janvier 2020 suite à l'avis n°2019-0955 rendu par l'ARCEP le 11 juillet 2019. L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire de la période 2019-2022 fixé par la décision n° 2017-1252 du 26 octobre 2017.

Au 1^{er} janvier 2020, La Poste a augmenté les tarifs courrier de 4,7 % en moyenne¹. Le tarif de la première tranche de poids de la Lettre prioritaire est passé de 1,05 euro à 1,16 euro tandis que celui de la première tranche de poids de la Lettre verte est passé de 0,88 euro à 0,97 euro. Pour tenir compte des usages de ses clients, La Poste a décidé de renforcer l'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte qui a été porté à 19 centimes par rapport à la Lettre prioritaire, contre 17 centimes auparavant. En 2019, la Lettre verte, distribuée en 48h, plus économique et plus écologique, a été majoritairement choisie par les clients avec 112 millions de lettres acheminées chaque mois à comparer aux 85 millions de Lettres prioritaires.

La Lettre verte se situe juste au-dessus du niveau de la moyenne européenne des produits économiques (0,92 euro en PPA² France) tout en proposant un délai de distribution plus rapide : 2 jours contre 3 ou 4 jours dans la plupart des autres pays.

La remise par rapport au prix du timbre classique pour tout achat de timbres à imprimer chez soi (service MonTimbrenLigne, accessible via laposte.fr) reste à 3 centimes.

Sur le périmètre du service universel, les tarifs de la gamme de courrier de gestion ont augmenté de 3,4 %, et ceux du courrier publicitaire de seulement 1,6 % afin de soutenir la compétitivité du média courrier.

Les tarifs des colis pour les envois domestiques des particuliers ont augmenté de 2,0 % en moyenne mais la première tranche de poids 0-250 g du Colissimo France Grand Public reste stable à 4,95 euros pour la troisième année consécutive. Au 1^{er} janvier 2020 les envois de moins de 2 kg représentaient plus des trois quarts des volumes de colis envoyés par le grand public.

Compte tenu de la hausse des tarifs et de la baisse de la consommation de courrier et de colis, le budget des ménages en produits postaux représente environ 40 euros par an en moyenne en 2020, soit 0,1 % de leur budget annuel.

Evolution tarifaire de la presse

Le 15 novembre 2019, l'Arcep a émis un avis favorable, n°2019-1724, sur les évolutions tarifaires 2020 des prestations de transport et de distribution de la presse assurées dans le cadre de la mission de service public de La Poste. Le 9 décembre 2019, ces évolutions de l'offre de service public de presse ont été homologuées par le ministre de l'économie et des finances.

Ainsi les tarifs évoluent en moyenne de + 3,5 % avec une hausse moyenne de 4,05 % pour la généralité des publications titulaires d'un certificat d'inscription à la Commission paritaire des publications et agences de presse, et des augmentations singulièrement plus faibles pour les publications d'information politique et générale (2,03 %) et les quotidiens à faibles ressources publicitaires (1,02 %).

Signature du contrat de présence postale territoriale 2020-2022

La mission d'aménagement du territoire fait l'objet d'un contrat pluriannuel de présence postale territoriale conclu entre l'État, La Poste, et l'Association des maires de France et des Présidents

¹ 5 % sur l'ensemble des produits du service universel courrier/colis et 4,8 % en moyenne sur la base du chiffre d'affaires courrier donnant lieu à trafic

² Parité pouvoir d'achat

d'intercommunalité. Fort d'un bilan très positif des quatre premiers contrats, le cinquième contrat de présence postale territoriale a été signé le 05 février 2020 pour la période 2020-2022.

Dans la continuité des précédents contrats, et dans une logique de meilleure prise en compte des spécificités locales, les instances de gouvernance départementales disposeront d'une plus grande autonomie pour définir leurs priorités d'action au plus près du besoin avec notamment la consolidation de leur droit à l'innovation.

Parmi les priorités issues de la démarche participative menée en 2019, le Contrat porte une ambition forte d'amélioration et d'adaptation du service postal de proximité qui permettra de répondre, dans tous les territoires, aux attentes diversifiées et nouvelles des concitoyens, tout en accompagnant la poursuite de l'adaptation du réseau postal à travers de nouvelles formes de présence postale mutualisée, via notamment la consolidation et le développement progressif du dispositif France Services dans les lieux physiques et à travers l'itinérance.

Epidémie de Covid-19, état d'urgence sanitaire et conditions d'exercice des missions de service public

Dans le contexte imprévisible et exceptionnel créé par la pandémie de Covid-19 et compte tenu de l'état de crise sanitaire qui a été instauré, La Poste a modifié les modalités d'exercice des missions de service public.

Ces aménagements se sont traduits par la réduction du nombre de tournées hebdomadaires, du nombre de points de contact postaux ouverts ou l'adaptation des conditions de distribution des envois postaux. La Poste a également priorisé certaines activités, notamment à destination des plus fragiles.

En application de l'article R. 1-1-12 du Code des postes et des communications électroniques, La Poste a informé régulièrement le ministre chargé des postes et l'Arcep des mesures prises et des délais nécessaires pour rétablir le service. A la demande du Gouvernement, l'Arcep a rendu un avis le 30 avril sur ces adaptations d'organisation³. L'Arcep a reconnu l'engagement de La Poste et de ses agents pour mener à bien ses missions de service public, jugé impératif que l'information des utilisateurs et que la qualité de cette information soient significativement renforcées et estimé que La Poste devait renforcer le dialogue avec les élus locaux, l'information clients et ses dispositifs d'alerte et de détection des dysfonctionnements.

³ Avis n° 2020- 0425 de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 30 avril 2020 sur les adaptations d'organisation de La Poste impactant le service universel postal dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

1.3 Réalisation de l'opération entre la Caisse des Dépôts et La Poste et entre La Banque Postale et CNP Assurances

Dans le cadre du rapprochement entre La Poste et la Caisse des Dépôts, autour du projet de création d'un grand pôle financier public, un protocole d'accord engageant entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale a été signé le 31 juillet 2019.

La création de ce pôle financier public vise à renforcer la cohésion des territoires et à lutter contre la fracture territoriale en métropole et dans les outremer à travers La Poste et la Caisse des Dépôts, opérateurs de proximité au service des citoyens.

La mise en œuvre de ce projet a été finalisée lors de l'assemblée générale de La Poste tenue le 4 mars 2020 par voie d'apport par l'Etat et la Caisse des Dépôts à La Poste, puis par celle-ci à La Banque Postale, de leurs participations respectives de 1,1 % et 40,9 % au sein de CNP Assurances. Le groupe CNP Assurances est un acteur de référence de l'assurance de personnes en France, en Europe et au Brésil.

A compter du 4 mars 2020, Le Groupe La Poste, dont La Banque Postale, est consolidé par intégration globale par la Caisse des Dépôts, et le groupe CNP Assurances, auparavant mis en équivalence, intégré globalement par La Banque Postale. A l'issue de cette opération, Le Groupe La Poste détenait 62,13 % du capital de CNP Assurances.

1.4 Développements, partenariats et acquisitions

1.4.1 Services-Courrier-Colis

1.4.1.1 *La Poste poursuit son développement dans la santé à domicile*

En mai 2020, Asten a acquis 100 % de Respi'Santé, basée à Auxerre, spécialisée dans la location et la vente de matériel médical et respiratoire et Second Souffle, basée en région parisienne, spécialisée dans la location et la vente de matériel médical et respiratoire deux acteurs de prestation de santé à domicile de la (PSAD).

En juin 2020, Asten a acquis 100 % de GXEL Médical, Astriad et MD Handicap et Ethique Perfusion, quatre sociétés spécialisées dans la perfusion, la nutrition artificielle entérale, les pansements complexes et le maintien à domicile.

La Poste entre au capital de Newcard, à hauteur de 27 % et soutient ainsi la croissance d'un acteur majeur, pionnier du marché de la télésurveillance de pathologies chroniques. Avec son service de télésurveillance de l'insuffisance cardiaque « 1 Minute pour mon Coeur », Newcard a pleinement montré durant la pandémie l'intérêt de ce suivi pour maintenir un suivi de qualité de ces patients à risque de formes sévères, dans un contexte de moindre recours aux soins.

En juillet 2020, La Poste est devenue actionnaire majoritaire de Nouveal (77 %), leader sur le marché du télésuivi du parcours du patient, Nouveal apporte aux établissements de santé, et laboratoires pharmaceutiques, tout son savoir-faire dans la digitalisation du parcours de soin.

Nouveal a également joué un rôle clé dans le cadre de la crise sanitaire en co-développant avec l'AP-HP, Covidom, une application de télésuivi à domicile des patients atteints ou suspectés de Covid-19. La Poste a apporté son expertise opérationnelle pour épauler les collaborateurs de la startup face à cette montée en charge exponentielle dans le contexte de crise sanitaire.

Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de diversification de La Poste dans les services de prestation de santé à domicile (PSAD). La crise sanitaire de la Covid-19 a montré la nécessité d'accélérer le développement de nouveaux services pour permettre aux professionnels de santé de mieux accompagner les patients en intégrant le suivi à domicile dans leur parcours de santé.

1.4.1.2 **Partenariat entre leboncoin et La Poste**

Depuis le 5 mai, leboncoin propose à ses utilisateurs le service de livraison à domicile par Colissimo qui simplifie l'utilisation de la plateforme et favorise ainsi le recours à la vente d'objets d'occasion et à l'économie circulaire. Ce partenariat incarne l'ambition de La Poste de proposer au grand public des services qui répondent aux nouveaux modes de consommation digitaux, aux enjeux d'accessibilité et de consommation responsable.

1.4.1.3 **La Poste se mobilise pour la distribution des masques au service de l'Etat et des collectivités territoriales**

Afin d'accompagner le déconfinement progressif et de favoriser la reprise de l'activité économique, une plateforme de commande de masques dédiée aux besoins des TPE et des petites PME a été mise en place, le 2 mai, à la demande du ministère de l'Économie et des Finances. Des solutions de logistique et de livraison ont été proposées aux collectivités et aux industriels sur tout le territoire. L'expertise numérique d'une part, la puissance logistique et le maillage de distribution ont permis à La Poste d'assurer cette mission au service des acteurs économiques et de la population.

1.4.2 **GeoPost/DPDgroup**

1.4.2.1 **Prise de contrôle du groupe BRT, leader du marché du colis en Italie**

La prise de contrôle du groupe italien BRT, entreprise familiale italienne, a été réalisée en janvier 2020. GeoPost détient désormais 85 % de son capital. BRT a opéré plus de 184 millions de colis en 2019, grâce à 180 agences réparties sur le territoire italien et a réalisé un chiffre d'affaires proche de 1,5 milliard d'euros en 2019.

1.4.2.2 **Prise de participation majoritaire dans Lenton**

GeoPost a pris en janvier 2020 une participation majoritaire à plus de 64 % dans Lenton, confirmant ainsi une coopération déjà étroite entre les deux entreprises. Dès décembre 2009, GeoPost avait acquis 25 % du capital de Lenton. L'entreprise basée à Hong Kong, qui a aussi Japan Post pour actionnaire, opère dans les services transfrontaliers, les lignes de courrier aérien économique ou prioritaire, les moyens logistiques à valeur ajoutée et les solutions de passerelle logistique, grâce à ses trois filiales : Linehaul Express, RPX et Wako. Le groupe présent dans 39 pays est connu pour ses partenariats stratégiques noués, notamment avec DPD. Lenton a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de 159 millions d'euros.

1.4.2.3 **GeoPost a acquis les filiales colis de Geis en République tchèque et en Slovaquie**

En janvier 2020, GeoPost a acquis auprès de Geis ses filiales colis (Geis Parcel) en République tchèque et en Slovaquie, permettant à DPD de se renforcer sur son marché de la livraison du dernier kilomètre dans ces deux pays. Le chiffre d'affaires de Geis Parcel est de l'ordre de 65 millions pour l'année 2019.

1.4.2.4 **Renforcement du partenariat stratégique avec PostNord**

DPDgroup, premier réseau international de livraison de colis en Europe et PostNord Group premier prestataire de solutions de communication et logistique depuis, vers et au sein de la Scandinavie, ont annoncé en avril 2020 la signature d'un nouvel accord de coopération pour les cinq prochaines années, visant à renforcer leur partenariat stratégique sur le segment de la livraison de colis.

Le renouvellement de ce partenariat vise à poursuivre l'harmonisation des services proposés entre les pays nordiques et le reste de l'Europe en vue de mieux répondre aux attentes des expéditeurs et destinataires. Et ce, grâce à une gamme complète de solutions de livraison aux entreprises et aux particuliers, à domicile et hors domicile.

Les deux partenaires offrent le réseau de relais le plus dense, avec plus de 46 000 points en Europe et dans le monde, afin de proposer aux clients des solutions uniques de livraison et retour hors domicile dans 27 pays.

1.4.2.5 ***BUDNI Hambourg & Berlin devient un partenaire stratégique du réseau de relais commerçants de DPD Allemagne***

Des relais commerçants Pickup sont désormais disponibles dans près de 100 filiales BUDNI dans l'aire métropolitaine de Hambourg et à Berlin. BUDNI et DPD Allemagne ambitionnent d'établir un partenariat à long terme et d'étendre leur coopération à d'autres filiales dans toute l'Allemagne. Auparavant, une phase de test d'un an avait été menée dans 20 filiales BUDNI à Hambourg.

1.4.2.6 ***SEUR Logistique ouvre un nouveau centre***

SEUR Logistique, la filiale de SEUR ayant pour objectif d'offrir une solution complète de logistique et de transport, a ouvert à Illescas, en juin, son nouveau centre qui lui permettra d'augmenter ses capacités de stockage de 40 % et de booster l'efficacité de ses opérations à Madrid. Ce nouveau centre de 37 000 m², pour lequel SEUR a fait appel au promoteur Goodman, est situé à Illescas, spécifiquement dans le premier parc éco-industriel, La Veredilla II.

1.4.3 La Banque Postale

1.4.3.1 ***Réalisation de la transaction entre La Banque Postale et le Groupe Groupama concernant La Banque Postale Assurances IARD***

Après avoir obtenu les autorisations requises auprès des autorités réglementaires compétentes, La Banque Postale et le Groupe Groupama annoncent en avril 2020 la réalisation de la transaction portant sur l'acquisition, par La Banque Postale, de la participation de 35 % détenue par Groupama dans La Banque Postale Assurances IARD ainsi que la prolongation de leur coopération dans les domaines de la protection juridique et de l'assistance.

Créée conjointement fin 2009 par La Banque Postale et le Groupe Groupama, La Banque Postale Assurances IARD commercialise une offre de produits et services d'assurance-dommages à destination des clients particuliers de La Banque Postale. Avec plus de 500 collaborateurs au service d'un portefeuille de 1,8 million de contrats, La Banque Postale Assurances IARD est devenue une compagnie d'assurance autonome de plein exercice.

Avec l'acquisition de la participation de 35 % détenue par le Groupe Groupama dans La Banque Postale Assurances IARD, La Banque Postale en devient l'actionnaire unique. La Banque Postale entend poursuivre activement le développement de la gamme de Produits et Services de La Banque Postale Assurances IARD dans la perspective du renforcement et de la consolidation de son modèle de bancassurance intégrée.

Le Groupe Groupama restera un partenaire de long terme de La Banque Postale Assurances IARD : l'accord conclu entre les deux groupes intègre des conventions de prestation de service et des traités de réassurance avec Groupama PJ (pour la protection juridique) et Mutuaide (pour l'assistance).

1.4.3.2 **Signature d'un accord de rapprochement entre Natixis et La Banque Postale pour la création d'un acteur de premier plan de la gestion d'actifs en Europe**

Natixis et La Banque Postale ont signé le 28 juin 2020 l'accord de rapprochement de leurs filiales de gestion d'actifs, Ostrum Asset Management et La Banque Postale Asset Management, annoncé en décembre 2019. Ce projet de rapprochement vise à créer, sous réserve de l'obtention des autorisations requises auprès des autorités réglementaires compétentes, une société de gestion, leader européen de la gestion de taux et assurantielle, avec plus de 415 milliards d'euros d'encours sous gestion pour le compte de grands clients institutionnels à fin mai 2020. L'entité commune sera détenue à 55 % par Natixis (à travers sa filiale Natixis Investment Managers) et à 45 % par La Banque Postale (à travers sa filiale LBP Asset Management). Ce rapprochement s'inscrit dans le cadre plus vaste des accords qui ont accompagné la constitution du nouveau pôle financier public, unissant La Banque Postale à l'assureur CNP Assurances, qui a vu officiellement le jour en mars de cette année.

1.4.3.3 **Signature d'un accord engageant pour l'acquisition de SFIL par la Caisse des Dépôts**

L'Etat, la Caisse des Dépôts et La Banque Postale annoncent avoir signé en mars 2020 un accord engageant en vue du rachat par la Caisse des Dépôts de la totalité de la participation détenue par La Banque Postale au capital de SFIL (soit 5 %) et de la totalité de la participation détenue par l'Etat (soit 75 %), à l'exception d'une action ordinaire que l'Etat conservera. A l'issue de cette opération dont les modalités ont été annoncées les 9 octobre 2019, la Caisse des Dépôts deviendra l'actionnaire de référence de SFIL, 7^{ème} banque française par la taille de bilan et premier émetteur d'obligations sécurisées du secteur public en Europe.

1.4.3.4 **Face à la crise sanitaire, forte mobilisation de La Banque Postale pour soutenir les clients et la société**

Dans ce contexte de crise sanitaire, La Banque Postale a mis en place différentes mesures pour soutenir les acteurs économiques et la société civile.

Un soutien pour accompagner et aider les clients...

- La Banque Postale s'est engagée aux côtés des pouvoirs publics pour soutenir les entreprises, les professionnels, les collectivités et les établissements de santé qui en auraient besoin. Ces mesures ont été réalisées à travers les remboursements qui pouvaient bénéficier de report jusqu'à 6 mois et les crédits pouvaient être réaménagés sans pénalité. Les besoins de financement à court terme feront l'objet d'une étude accélérée notamment au travers de solutions d'affacturage dédiées. Les collectivités territoriales ont pu bénéficier de financements court terme à taux zéro pour un règlement accéléré des fournisseurs. Les hôpitaux, dont La Banque Postale est le 1^{er} prêteur bancaire, ont pu bénéficier de financements à court terme à taux zéro pour leur permettre de mobiliser tous les moyens nécessaires à la gestion de la crise.
- CNP aux côtés des entreprises et salariés : dans ce contexte de crise sanitaire, CNP Assurances a décidé de renforcer son soutien à ses clients - entreprises et associations - en prévoyance collective, en assurance et en réassurance, en mobilisant une enveloppe de 50 millions d'euros pour étendre sa prise en charge au-delà des dispositions contractuelles.
- CNP Assurances contribuera en particulier à la prise en charge des indemnités journalières liées aux arrêts de travail pour garde d'enfants ou pour les personnes fragiles, à l'issue du délai de franchise contractuel applicable en cas de maladie. Ce geste de

solidarité s'étend du jour de fermeture nationale des écoles jusqu'au 30 avril 2020, date à laquelle les salariés seront indemnisés au titre du chômage partiel.

... Mais aussi un soutien actif dans le domaine de la santé...

- Pour soutenir les soignants et les personnels des établissements hospitaliers dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, le programme « un bon repas pour bien soigner » initié par la Fondation des Hôpitaux de Paris Hôpitaux de France prévoit la livraison quotidienne de repas de qualité, à prix coûtant, confectionnés par des partenaires engagés. 5 000 repas sont livrés chaque jour aux personnels hospitaliers dans les zones géographiques les plus impactées par la Covid-19 : Grand Est, Ile de France et DOM. Le dispositif se déploie progressivement et en fonction de l'évolution de la crise sanitaire. CNP Assurances apporte son soutien à ce programme par un don de 100 K€.
- Dans le cadre de l'organisation de la prise en charge ambulatoire des patients en plein contexte Covid-19, La Croix-Rouge, en partenariat avec CNP Assurances, a installé le 20 mars dernier une Consult Station® H4D, dans son centre de santé à Villeneuve-la-Garenne, un territoire souffrant de l'absence de médecins généralistes, et identifié comme désert médical. La Consult Station® permet de réaliser des prises de mesures en autonomie par le patient, guidées par un tutoriel vidéo. Le patient reçoit à la fin de la session un rapport imprimé de ses constantes. La solution permet également de réaliser des téléconsultations avec un médecin en visioconférence. Le médecin peut, grâce à la diversité des instruments de mesure présents dans la cabine, réaliser un examen clinique, établir un diagnostic à distance et, si besoin, délivrer une ordonnance.

... Accompagné d'une démarche de dons...

- Pour faire face aux conséquences sanitaires et économiques, La Banque Postale et ses filiales ont multiplié les actions solidaires, via notamment les dons à la recherche médicale (notamment en faveur de l'Institut Pasteur jusqu'à 1 million d'euros). Sa filiale CNP Assurances, s'est engagée aux côtés des personnes fragilisées (don de 100 000 euros pour soutenir les actions Covid-19 de la Fédération des Associations Générales Etudiantes – FAGE – auprès des étudiants en difficultés ; don de 50 000 euros au Secours populaire français pour soutenir ses actions à destination des personnes en grande précarité dont des personnes âgées isolées), du personnel médical et de la recherche notamment au travers de différents dons (d'un montant total de plus de 300 000 euros).
- Par ailleurs, les filiales de financement participatif KissKissBankBank et Goodeed ont soutenu plusieurs démarches solidaires et citoyennes, dont 1,5 million d'euros collectés via la campagne « Stronger Together ».

... Et d'initiatives innovantes et solidaires.

- CNP lance le 15 avril 2020 un service d'accompagnement « confinement » sur Lyfe, la plateforme digitale de services et de contenus de santé et prévoyance de CNP Assurances, avec la mise à disposition d'un service d'écoute et de conseil gratuit pour accompagner ses bénéficiaires stressés ou angoissés par le confinement et aider leurs familles dans cette période de crise.
- Mobilisée dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, CNP Assurances est partenaire du « Baromètre Covid-19 ». Cette enquête hebdomadaire a pour objectif de mettre librement à disposition de l'ensemble des acteurs des données stratégiques permettant de

renseigner les comportements des Français et leurs impacts sur la dynamique de l'épidémie pour mieux lutter contre le virus et préparer le déconfinement.

1.4.3.5 **Actions en faveur de la finance responsable**

Consciente des enjeux climatiques et environnementaux, La Banque Postale est engagée en faveur d'une finance citoyenne et responsable. Ainsi :

La Banque Postale donne un nouvel élan à ses activités de gestion d'actifs : outre sa participation de 45 % dans la nouvelle structure commune avec le groupe BPCE et Natixis sur la gestion de taux et assurantielle, LBP Asset Management, pionnier de l'ISR, devient un gestionnaire de conviction multi-spécialiste ISR au service de la finance durable en accompagnant leurs clients dans la diversification de leurs actifs au service d'une performance durable.

Avec 50 milliards d'euros d'actifs en gestion de conviction (sur la base des encours au 31 décembre 2019) et un projet de développement ambitieux basé sur une croissance organique et externe, LBP AM, avec sa filiale Tocqueville Finance, offre quatre centres d'expertise intégrant l'analyse extra-financière à l'ensemble de la gestion. Un pôle d'actions discrétionnaires thématiques via Tocqueville Finance, un pôle actifs réels et privés, un pôle multi-actifs - élargi aux convertibles et à l'absolute return taux - et enfin un pôle solutions quantitatives avec des stratégies systématiques. Cette offre répond aux nouveaux besoins d'investissement à long terme des épargnants particuliers sur la retraite et apporte des solutions sur-mesure de gestion du risque destinées aux investisseurs institutionnels. Au-delà de ses partenaires, CNP Assurances et Malakoff Humanis, elle ciblera également les distributeurs externes à la recherche de produits d'investissement à valeur ajoutée et performants.

Par ailleurs, trois fonds LPBAM actions Europe (LBPAM ISR Actions Euro, LBPAM Responsable Actions Europe, LBPAM ISR Actions Environnement), sur les cinq les mieux notés, ont été récompensés par Climetrics pour leur performance climatique dans le cadre du Top 5 « European equity funds for climate performance. Soutenu par les organisations internationales à but non lucratif CDP et l'ISS ESG, Climetrics permet à tous les investisseurs de sélectionner des fonds qui permettent aux entreprises de mieux gérer les questions liées au changement climatique, à la sécurité de l'eau et à la déforestation.

Le contrat d'assurance vie en ligne EasyVie : Face aux enjeux environnementaux, sociaux actuels et à venir et ceux relatifs à la gouvernance d'entreprise, EasyBourse renforce son engagement en matière de RSE en dotant son contrat d'assurance vie EasyVie, lancé en 2018 en partenariat avec CNP Assurances, d'un mandat d'arbitrage citoyen 100 % ISR avec « Easy Actions Citoyen ». Cette orientation de gestion 100 % ISR permet de donner du sens à l'épargne investie dans des OPC à impact positif. Les clients recevront chaque semestre un rapport de gestion extra financier sur les critères ESG (Environnement – Social- Gouvernance) dans lequel des indicateurs seront communiqués pour démontrer l'impact positif du placement au regard du marché. Y seront publiés notamment : les émissions de CO2, la consommation d'eau, le nombre d'heures de formation des salariés et l'évolution des effectifs.

La Social cup, créée par KissKissBankBank et La Banque Postale, est la coupe de France des jeunes entrepreneurs sociaux. La sixième édition de la Social cup s'est déroulée le 6 février 2020 où les 12 finalistes se sont affrontés au cours de la Battle finale, remportée par Ilya. Les 12 finalistes ont reçu des prix allant de 500 € à 4000 €. Le grand vainqueur remporte 3000 € de La Banque Postale. Il a développé des solutions pour réduire l'impact environnemental des gestes du quotidien, notamment une douche cyclique pour réduire sa consommation en eau et en énergie. Cette douche qui recycle

l'eau permet d'économiser 90 % d'eau et 80 % d'énergie à chaque douche, elle passe alors d'une consommation de 80 litres à seulement 5 litres d'eau.

1.4.3.6 **CNP investit dans Paylead, spécialiste de la fidélisation clients**

Open CNP, le fonds de Corporate Venture de CNP Assurances, a annoncé le 5 mars 2020 son entrée au capital de Paylead, la fintech spécialisée dans la création de programmes fidélité basés sur l'analyse avancée des données bancaires. Open CNP participe ainsi, aux côtés d'Hugues le Bret et de Side Capital, à la levée de fonds de 6 M€ en série A qui va permettre à la fintech Paylead de poursuivre sa croissance. Paylead est le 10e investissement d'Open CNP, le fonds de Corporate Venture de CNP Assurances, doté d'un budget de 100 M€ sur 5 ans. Depuis sa création, Open CNP a déjà investi dans October, H4D, Alan, Stratumn, MyNotary, Lydia, YesWeHack, Intercloud et CybelAngel.

1.4.4 **Le Réseau La Poste**

1.4.4.1 **Signature du contrat tripartite de présence territoriale**

Le Groupe La Poste, l'Etat et l'Association des Maires de France ont signé le 5 février le cinquième contrat de présence postale territoriale pour la période 2020-2022. Il prévoit la poursuite de l'adaptation du réseau postal à travers de nouvelles formes de présence postale mutualisée (avec le développement du dispositif France Services) ainsi que l'augmentation de l'offre et l'accès facilité aux services pour les populations des territoires marqués par une forte fragilité économique et sociale.

1.4.4.2 **Sécurisation de l'accueil des clients en bureau de poste durant la crise sanitaire**

Parmi les défis relevés par l'entreprise pour faire face à la crise sanitaire, La Poste a fait preuve de réactivité pour organiser l'accueil du public lors du paiement des prestations sociales dès les premiers jours d'avril. Alors que 1 850 bureaux étaient ouverts, l'attente au guichet a été contenue suite à la mise en place de plusieurs dispositifs ponctuels :

- La décision de la Cnaf (Caisse nationale des allocations familiales) d'avancer le versement des prestations,
- L'adaptation des procédures bancaires (augmentation du plafond des cartes notamment celle du livret A),
- La mobilisation des agences fiduciaires et de transport de fonds pour l'alimentation en cash des bureaux de poste et des distributeurs de billets,
- L'entraide entre postiers pour la gestion des files d'attente.

Cette organisation, relayée dans les médias, a permis aux bénéficiaires d'effectuer des retraits d'espèces dans les distributeurs automatiques de billets dès le 4 avril et ainsi limiter l'affluence à compter du 6 avril.

1.4.4.3 **Plan d'action Réseau de sortie de crise**

L'opération RESTART-ZM, du 1er juin au 30 août, vise à créer une nouvelle dynamique pour les zones de marché par le soutien à nos clients en sortie de crise. Il s'agit de relancer les ventes sur les canaux physiques mais également capitaliser sur les nouvelles pratiques d'achat avec la mise en avant des offres digitales. De nombreuses promotions sur les envois de Colissimo ou Chronopost ou souscriptions ligne téléphonique pro, des remises tarifaires sur la collecte et remise ainsi que des réductions sur les campagnes de distribution IP accompagnent cette opération.

Pour la période estivale, les 7 700 bureaux de poste resteront ouverts et 200 points de services saisonniers supplémentaires seront mis en place afin de participer à l'attractivité des zones touristiques et d'accompagner, aux côtés des professionnels, artisans, commerçants et professions

libérales la reprise économique locale. La Poste organise, à partir de la deuxième quinzaine de juin, le recrutement de plus de 2 000 emplois saisonniers.

Par ailleurs, La Poste prévoit de renforcer l'accès au cash. Ainsi, la quasi-totalité des distributeurs de billets sera opérationnelle tout au long de l'été, notamment dans les zones touristiques et dans les communes où seul un distributeur de La Banque Postale est présent. En outre, le retrait d'espèces sur un compte courant postal ou sur un compte épargne postal est porté désormais à 500 euros par période de 7 jours et par compte, contre 350 euros auparavant.

1.4.4 **Création du site « Au cœur des DAST »**

Les Directions d'Appui et de Soutien Territoriales (DAST) proposent désormais un site pour faciliter le partage, les échanges et le partenariat avec les opérationnels. Tous les services proposés par les différents domaines d'activité peuvent être consultés via le référentiel de services commun. Par l'intermédiaire de ce site, les opérationnels auront accès au guichet unique et pourront prendre connaissance des dernières démarches et solutions proposées pour améliorer les services.

1.4.5 **La Poste Mobile**

1.4.5.1 **Commercialisation téléphonie fixe**

La Poste Mobile fait évoluer son modèle de distribution de la téléphonie fixe : elle a mis fin à la commercialisation de son offre box sous la marque LPM le 15 mars et commercialise à nouveau la box SFR depuis le 19 mai.

1.4.6 **Le Numérique**

1.4.6.1 **L'Identité Numérique La Poste**

En janvier 2020, l'Anssi (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information) octroie au service « L'Identité Numérique » de La Poste la première identité électronique française attestée conforme au niveau de sécurité substantiel du règlement européen eIDAS, qui instaure un cadre européen en matière d'identification électronique et de services de confiance, afin de faciliter l'émergence du marché unique numérique. Depuis mai dernier, La Poste propose un parcours 100 % digital pour la création d'une identité numérique.

1.4.6.2 **Acquisition d'AR 24**

En juin 2020, Docaposte a acquis 62 % de la startup AR 24, créatrice de la première solution de lettre recommandée électronique qualifiée eIADS en France. Spécialiste dans la transformation digitale des organisations, Docaposte, complète ainsi sa gamme de service numérique de confiance (identité, signature, vote et archivage numériques). Ce rapprochement permettra à la startup de poursuivre son développement en bénéficiant de synergies commerciales et industrielles avec le Groupe La Poste. Depuis mai dernier, la solution de lettre recommandée électronique d'AR 24 est intégrée au parcours 100 % digital de l'Identité Numérique.

1.4.6.3 **Laposte.fr**

Avec des pics mensuels de plus de 35,5 millions de visiteurs uniques (y compris visites mobiles) durant le confinement, le site laposte.fr affiche une forte croissance de ses ventes de +33 % par rapport à 2019 et continue d'améliorer la qualité de ses parcours clients et d'enrichir son offre. En pleine crise sanitaire, la continuité des services a été assurée dans un contexte de connexions jusqu'à six fois supérieures au trafic normal.

1.4.7 L'immobilier

1.4.7.1 *Poste Immo va convertir 11 bâtiments postaux en Résidences Services Seniors*

Dotée d'un patrimoine important dans les villes moyennes, Poste Immo réfléchit à de nouveaux usages pour ses bâtiments. Après avoir validé un premier site à Strasbourg en 2019, le groupe a lancé un appel à manifestation d'intérêt au premier trimestre 2020 sur un portefeuille de 11 sites. En partenariat avec l'opérateur retenu, Les Jardins d'Arcadie, l'ambition est de retrouver des usages pour des immeubles souvent situés en cœur de ville permet de réduire la vacance de ses bâtiments, de valoriser un patrimoine remarquable, et de contribuer au développement de la silver économie, en cohérence avec la stratégie de diversification de La Poste. Des services estampillés La Poste (Ardoiz, Axeo Services, Asten, Diadom, etc.) seront d'ailleurs intégrés chaque fois que c'est possible dans les prestations.

1.4.8 Le Groupe La Poste

1.4.8.1 *La Poste et Nexity ensemble pour préparer l'avenir*

La Poste et Nexity ont conclu le 23 juin un partenariat d'une durée de 3 ans. Cet accord est issu d'une réflexion commune autour du bien-vivre ensemble et des services à développer pour les particuliers, les entreprises et les collectivités locales. Il concrétise donc une ambition partagée : contribuer à dynamiser les villes et à y améliorer la qualité de vie par le développement de services d'hyper proximité. La Poste et la plateforme de services immobiliers veulent collaborer autour de trois grands axes. Premier point : il s'agit de déployer des solutions et services de proximité à destination des jeunes, des seniors et des clients du réseau d'agences Nexity. Objectif : améliorer la qualité de vie, faciliter le quotidien et créer du lien social. Deuxième axe : via des offres et des services de logistique urbaine, les partenaires veulent accompagner la mutation des entrées de ville et la revitalisation des cœurs de ville. Et ce, dans une optique de réduction des impacts environnementaux des transports. Dernier point : les partenaires souhaitent développer des services numériques à destination des collectivités territoriales, afin de faciliter leur gouvernance et les interactions avec les usagers.

1.4.8.2 *Le Groupe La Poste et la Caisse des Dépôts s'engagent ensemble dans la logistique urbaine en accélérant le développement d'Urby*

Le Groupe La Poste et la Caisse des Dépôts, ont annoncé un engagement commun dans le développement de solutions de logistique urbaine. Conjointement, les deux entités ont ainsi augmenté le capital de la société Urby, filiale de La Poste et GeoPost dédiée à la logistique urbaine, avec un investissement de 34 millions d'euros. Cette opération fait d'Urby une entité détenue à 60 % par La Poste et à 40 % par la CDC via la Banque des Territoires (contre 100 % par La Poste précédemment). Déjà présente dans 16 villes en France, Urby a ouvert récemment quatre nouvelles plateformes à Strasbourg, Lille, Rennes et au Blanc-Mesnil (93), et vise une implantation dans les 22 métropoles françaises.

1.5 Emissions obligataires

1.5.1 Emission obligataire de La Poste

La Poste a procédé avec succès en avril 2020 à une émission d'1,8 milliard d'euros sous la forme d'obligations senior non sécurisées à taux fixe. Deux tranches, de maturités 6,5 ans (2026) au taux de

0,625 % et 12 ans (2032) au taux de 1,375 %, et d'un montant respectif de 650 millions d'euros et 1,15 milliard d'euros, ont été placées auprès d'investisseurs institutionnels.

Le produit de cette opération est dédié aux besoins généraux de l'entreprise et permet également à La Poste de poursuivre sa stratégie active de croissance externe.

1.5.2 Emission obligataire Tier 2 de CNP Assurances

CNP Assurances a émis avec succès en juin 2020 une obligation Tier 2 de 750 millions d'euros à échéance au 30 juin 2051, portant un intérêt fixe de 2,5 % jusqu'au 30 juin 2031. L'obligation a été placée auprès de plus de 100 investisseurs. Cette opération permet à CNP Assurances d'optimiser sa structure bilancielle.

1.6 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

La Poste figure toujours ce semestre parmi le trio des marques les plus utiles en dehors du secteur alimentaire dont la nature utile a été renforcée par la crise sanitaire⁴.

Cet épisode a montré la pertinence des 3 enjeux clefs de la politique d'engagement sociétal portée par Le Groupe La Poste, qui visent :

- Le maintien de la cohésion sociale et territoriale,
- L'avènement d'un numérique éthique et responsable,
- L'accélération des transitions écologiques.

Pour chacune de ces transitions, il s'agit pour Le Groupe La Poste non seulement de limiter les impacts de l'entreprise ou même de les neutraliser dès cette année, mais d'aller plus loin encore pour produire un impact positif pour la société toute entière.

1.6.1 Cohésion sociale et territoriale

Présent sur tous les territoires, Le Groupe La Poste est un partenaire privilégié des territoires et a su face au défi de la crise sanitaire, mettre en place une organisation évolutive pour rendre les services essentiels. Afin de contribuer à l'attractivité des territoires et d'être en mesure d'accompagner les acteurs locaux dans leurs propres transitions, le premier semestre a été marqué par de nouveaux dispositifs de sensibilisation aux enjeux de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et de montée en compétence collective ainsi que par le financement de projets bas carbone dans les territoires :

- Pendant la crise sanitaire, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) et La Poste ont travaillé ensemble avec l'objectif commun d'une amélioration continue de l'accès aux services postaux sur l'ensemble du territoire. Il s'agit pour La Poste d'assurer une présence postale renforcée sur tout le territoire, avec notamment l'accès aux espèces assuré avec augmentation du plafond de retrait, la quasi-totalité des DAB opérationnelle, le versement des prestations sociales assuré, l'ouverture estivale des points de contact, la mise en place de points de contact temporaires dans

⁴ Etude CSA

certaines communes touristiques, l'inclusion numérique pour les citoyens les plus vulnérables...

- L'élargissement du portefeuille de projets de compensation carbone en France a également marqué ce début d'année. 3 nouveaux projets de compensation carbone permettent de couvrir de nouveaux départements dont 2 éligibles au Label Bas Carbone (Somme et Meurthe et Moselle). Au total à la fin du premier semestre, 10 projets La Poste ont d'ores et déjà été labellisés, faisant de La Poste le principal contributeur au Label.
- Le déploiement en mai / juin du dispositif « Responsable Ensemble Transport » a été réalisé auprès des collaboratrices et collaborateurs de la Branche Services Courrier Colis sur les grands sujets RSE. Cette mobilisation s'adresse en priorité aux filières Transport, Courrier et Colis, au niveau national comme au niveau régional et au niveau établissement (PIC et PFC notamment) pour améliorer les pratiques au quotidien, à tous les niveaux. La BSCC déploie depuis mai 2020 son 3ème kit de mobilisation thématique « Transport », après avoir adressé les thématiques Energie (en 2018) et Déchets (en 2019).
- Un spot « Agissons ensemble en faveur du climat » a en complément été diffusé dans les 1 600 bureaux sur les écrans TV, afin de souligner les engagements du groupe en matière environnementale.
- En mai, le lancement du dispositif de mécénat de compétence en format court au Réseau va permettre des séances de coachings via «Les Tremplins d'Unis-Cité», pour aider les jeunes pendant ou après leur service civique à capitaliser sur leur expérience et à se présenter lors d'entretiens d'embauche.

1.6.2 Numérique éthique et responsable

Malgré le contexte difficile, Le Groupe La Poste a poursuivi sa démarche en faveur d'un numérique utile, responsable, choisi et accessible au service de tous. Cette mobilisation se traduit à la fois par le développement d'outils de gestion de nouvelles relations citoyennes (nouvelles plateformes) et par le développement des analyses du Cycle de Vie (ACV) sur les services numériques au sein de la Branche Services Courrier et Colis :

- Les équipes de Docaposte ont su se mobiliser et montrer plus que jamais leur engagement et leur savoir-faire. En des temps records, trois projets significatifs (entres autres) ont vu le jour. Le site MaladieCoronavirus.fr a ainsi compté 8 millions de visiteurs uniques et 5,4 millions de questionnaires de santé ont été complétés. Le site Devoirs à la maison, dispositif de continuité pédagogique mis en place le 10 avril, a été ouvert à l'ensemble des académies, plus de 21 000 établissements utilisent la plateforme au profit de quelques 150 000 élèves. La plateforme Masques-pme.laposte.fr, lancée le 2 mai, dédiée à la commercialisation et la distribution de 10 millions de masques à toutes les TPE et PME de moins de 250 salariés, aux professionnels agricoles, aux associations employant des salariés, aux micro-entrepreneurs et aux professions libérales, a été développée à la demande du ministère de l'Économie et des Finances. 40 000 entreprises ont commandé plus d'1,5 million de masques.
- Afin d'évaluer le niveau de performance RSE des services numériques Colis et Courrier et d'identifier les points de progrès et acculturer les équipes à la démarche d'écoconception, un audit éco-conception SI a été réalisé en avril 2020 sur le suivi de l'acheminement d'un colis sur la Colissimo Box, avec l'aide d'un expert externe. L'analyse du niveau de

performance atteint a ouvert à la fois l'opportunité d'apporter de nouvelles améliorations dans ce service mais aussi de déployer cette démarche à d'autres unités.

1.6.3 Transition écologique

De nouveaux signaux forts de l'engagement du Groupe La Poste face aux enjeux posés par le changement climatique ont rythmé le début de l'année 2020, confirmant sa démarche exemplaire de réduction des consommations, de neutralité carbone, de déploiement des logistiques inversées :

- Le Groupe La Poste est le 1er opérateur postal neutre en carbone au monde. La neutralité carbone du Groupe repose sur trois piliers : mesurer pour pouvoir agir, réduire au maximum les émissions et, enfin, compenser les émissions qui ne peuvent être évitées afin de développer des projets utiles au climat. En 2019, 100 % des émissions émises par le Groupe sont compensées.
- L'obtention de la certification ISO 50001 le 12 mars 2020 consacre l'engagement fort du Groupe La Poste en faveur de la réduction des consommations d'énergie et récompense une démarche engagée depuis janvier 2016, au lancement de son Système de Management de l'Énergie (SOBRE Energie). Sobre a ainsi réalisé des audits et une cartographie des situations de référence et des postes de consommation pour les usages énergétiques significatifs. A travers sa plateforme Data M.A.R.C., Sobre suit et analyse les consommations énergétiques de deux types : les données de facturation de l'ensemble des fluides, et les données sur site en temps réel grâce à l'installation de capteurs connectés. L'ambition est d'atteindre 10 % d'économies d'énergie en 2021 par rapport à l'année 2018 et concerne les bâtiments les plus énergivores du Groupe, identifiés par Poste Immo, la foncière immobilière du Groupe, soient 196 bâtiments et près de 900 000 m² au total. Dès 2021, un élargissement du périmètre de certification ISO 50001 est d'ores et déjà prévu pour en renforcer l'impact.
- Réalisation par Sobre Energie de 46 audits énergétiques, pour le compte de Poste Immo, dans le cadre de la loi DDADUE. Cet audit a porté sur plus de 334 000 m² représentant une dépense énergétique de plus de 5 millions d'euros. Cet audit a permis de réaliser un état des lieux de l'existant et d'identifier des pistes d'amélioration de la performance énergétique via des actions comportementales, d'optimisation des équipements techniques et d'amélioration du bâti.
- Sobre Energie a gagné un nouveau contrat : Conseil Départemental du Nord pendant le confinement, 3 autres conseils départementaux sont extrêmement bien engagés ainsi qu'une région.
- Au printemps 2020, Poste Immo pour le compte de l'ensemble des entités du groupe, a pris position sur le marché du gaz pour optimiser les achats de gaz pour les bâtiments. Il s'agit de générer ainsi, pour l'année 2021, un gain de 1,67 million d'euros par rapport à 2020 pour une consommation totale de 420 MWh en volume.
- Plusieurs nouvelles constructions ont obtenu des certifications environnementales : PPDC MF de Grenoble (audit HQE réalisation en janvier 2020), PFC 9 Ile de France Nord (obtention certification NF HQE), PFC 16 Var (obtention certification BREEAM Good).
- Pour les nouvelles Plateformes Colis (PFC), il a été décidé que les 2 critères RSE majeurs seraient désormais - après plus d'un an d'existence – rendus obligatoires dans la revue de

jalons (réalisation de l'étude d'impacts RSE du projet ; établissement du niveau de conformité réglementaire environnementale des installations).

- Concernant la flotte de véhicules, dans le cadre de l'Appel d'Offre, un nouveau véhicule électrique est désormais disponible au catalogue BSCC depuis avril 2020 : le Citroën E-Jumpy. Sa capacité d'emport de 5 m³ vient enrichir la gamme de véhicule électrique de La Poste, proposant jusqu'ici des capacités de 0,5 m³ (Staby) à 3 m³ (Kangoo ZE). Cela permettra notamment d'améliorer l'électrification des tournées mixtes et Colis, face à l'essor continu du e-commerce qui implique un besoin grandissant de véhicules plus capacitaires.
- Le déploiement des caisses mobiles routières est un des axes clé du schéma directeur Colis pour faire face à l'explosion du trafic colis actuel et à venir, fortement lié à l'essor du e-commerce. C'est aussi un levier qui contribuera à l'atteinte de notre trajectoire de réduction de CO₂, en permettant d'augmenter les capacités d'emport de colis par liaison, et ainsi absorber voire diminuer les besoins de transport nationaux et régionaux. La BSCC a déployé 314 caisses mobiles routières à fin 2019, en accord avec ses prévisions. Plus de 2000 sont attendues d'ici 2025. Les caisses mobiles, utilisées en train routier sur les liaisons à fort trafic (tracteur + attelage de 2 caisses mobiles), couplées au nouveau mode de rangement optimisé le « mode rangé », permettent d'augmenter de 30 %, voire plus, le nombre de colis transportés à iso-liaison.
- DPD Suisse s'engage en faveur de l'environnement et mise sur l'électrique pour le transport des colis. Aujourd'hui déjà, chaque colis livré par DPD Suisse est neutre en carbone, et ce sans frais supplémentaires pour les clients. À partir du mois de décembre, DPD ira encore plus loin avec l'utilisation d'un camion entièrement électrique. Celui-ci est équipé de la plus grande batterie disponible en Europe et a une autonomie pouvant atteindre 760 km par recharge de batterie.
- DPD UK a réceptionné 300 camionnettes Nissan e-NV200 en mai pour constituer la flotte de véhicules de livraison électriques la plus importante du Royaume-Uni. Cette commande porte la flotte électrique de DPD à 450 véhicules au total, et l'entreprise a d'ores et déjà prévu de dépasser son objectif initial de 500 véhicules électriques d'ici la fin de l'année.
- Coté mobilité des personnes, Véligo s'impose comme un acteur clé de la mobilité urbaine et durable, le seuil des 10 000 Véligo loués a ainsi été dépassé en mai.
- Le réseau Urby a livré les produits de ses clients durant toute la période de confinement. Le mix produit a fortement évolué et de nouvelles opportunités ont été mises à jour (santé, alimentaires, équipements sportifs, etc.). La reprise progressive a permis le retour à des volumes comparables au mois de février 2020, en attendant la réouverture du secteur des CHR (Café, Hôtel, Restaurant) qui ont des besoins fréquents de livraison avec de fortes contraintes horaires. Mais au-delà de la crise, la mise en œuvre, prochaine, de zones à faible émission dans les centres-villes aura une incidence forte, sur deux enjeux majeurs : la sortie du diesel et la mutualisation des flux de marchandises. 70 % de ces flux sont encore transportés par une majorité de petits véhicules chargés en moyenne à ~25 % en zones urbaines denses. Urby a encore de belles perspectives de développement pour offrir

des services logistiques de proximité pour accompagner la reprise économique liée au déconfinement et l'adoption de méthodes de livraison plus vertueuses.

- Le projet de mesure de la qualité de l'air lancé par DPDgroup en partenariat avec Pollutrack en 2019 a été mis en place dans trois villes européennes : Lisbonne, Paris et Madrid. Le premier trimestre 2020 a permis de débiter le déploiement du projet dans d'autres villes européennes telles que Rotterdam, Londres et Dublin. L'objectif demeure de 20 villes couvertes par le dispositif d'ici 2021.
- Chronopost a renouvelé son engagement pour réduire son impact environnemental en signant pour la 4^{ème} fois la charte Objectif CO₂ le 13 février. Chronopost réaffirme ainsi son implication dans la réduction des émissions de CO₂ et de polluants atmosphériques et sa volonté de s'engager de manière durable pour l'environnement.

1.6.4 Un engagement au service des clients

Afin de répondre à l'évolution des attentes en termes de simplicité et des modes de consommation de plus en plus responsables, Le Groupe La Poste s'attache à déployer des offres innovantes, traduisant sa vision sur la durabilité de l'entreprise et sa responsabilité vis-à-vis de ses clients et de l'ensemble de ses parties prenantes :

- Un travail important a été réalisé pour améliorer l'expérience des clients en intégrant à leur « parcours » des informations relatives à nos engagements et réalisations RSE. Notamment, DPDgroup a lancé la « green notification » permettant au destinataire final d'être informé que son colis sera livré en véhicule low-emission ou que la livraison est entièrement neutre en carbone.
- Afin de répondre de façon plus précise et personnalisée aux attentes clients concernant le reporting CO₂ relatif à leur flux Colis (Colissimo Box) et leur fournir des éléments de preuve vérifiables et opposables, la mise à jour des bases de données back office servant au calcul CO₂ (kgCO₂/Colis) a été effectuée et un applicatif permettant d'automatiser l'édition de certificats CO₂ annuels pour chaque compte clients également.
- Choisir La Poste, c'est créer de la valeur dans son territoire d'ancrage. Afin de donner corps à cette approche territorialisée, des affiches 360° standard ont été réalisées avec des indicateurs clés de performance, en co-construction avec les équipes commerciales, RH et les risk managers opérationnels. L'objectif est d'anticiper et répondre de façon plus adaptée aux appels d'offre et demandes clients, en lien avec leur territoire d'ancrage et/ou l'objet réel du marché.
- En ce qui concerne l'investissement responsable, La Banque Postale Asset Management, soucieuse d'apporter à ses clients des solutions pragmatiques et engagées, poursuit sa transition afin de devenir le 1^{er} gérant généraliste à l'objectif 100 % Investissement Responsable d'ici fin 2020. Une nouvelle vague de labellisation de 28 fonds (labels publics ISR et Greenfin) lui permet de compter 74 fonds labellisés ISR à date. LBPAM a également rejoint de nouvelles initiatives pour soutenir la transition énergétique et les droits humains, adhésion en mars, à l'initiative Climate Action 100+ dont la mission est d'inciter les grands émetteurs de gaz à effet de serre de l'économie mondiale à définir un plan d'actions en faveur du climat et signature en avril, de l'initiative lancée par Domini Impact et l'Interfaith Center for Corporate Responsibility (ICCR). En cette période de crise

sanitaire et économique, l'initiative consiste à assurer les meilleures conditions de travail aux employés.

1.6.5 Un engagement sociétal reconnu et récompensé

La qualité de l'engagement sociétal du Groupe La Poste continue à être reconnue et récompensée. L'année 2020 a été marquée par de nouveaux jalons importants dans la valorisation de la performance sociétale et environnementale du groupe :

- L'agence Vigeo Eiris évalue les performances RSE des entreprises au niveau international selon une approche globale, couvrant l'environnement, le social et la gouvernance (ESG). En mars 2020, elle a attribué au Groupe La Poste la note de 75 sur 100, évaluation la plus haute jamais attribuée par cette agence, tous secteurs d'activité et tous pays confondus dans l'univers de notation de Vigeo Eiris. Ce score inédit récompense l'engagement et les efforts continus du Groupe La Poste et la transformation profonde de son modèle économique au cours de ces dernières années.
- Ecovadis a attribué en janvier 2020 à La Poste la nouvelle médaille « Platinum » (78/100), nouvelle distinction qui valorise les entreprises les plus engagées et les plus performantes en matière RSE parmi les + 60 000 entreprises évaluées par Ecovadis dans le monde et renouvelé les niveaux Gold à plusieurs filiales du Groupe dont GeoPost (67/100) et Chronopost (68/100).
- En termes de performance environnementale, Le Groupe La Poste et La Banque Postale ont reçu en janvier 2020 la notation A- selon CDP, témoignant du degré élevé de la gestion environnementale du Groupe sur les secteurs du transport et de la banque assurance.

1.6.6 Les initiatives prises par le Groupe la Poste dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 : organisation de l'activité et actions de solidarité

1.6.6.1 *Une crise qui confirme l'utilité et révèle un besoin de poste*

Déjà reconnue comme l'entreprise la plus utile par les français, La Poste a confirmé son utilité pendant la crise: La Poste figure en effet toujours parmi le trio des marques les plus utiles en dehors du secteur alimentaire.

Près de 8 Français sur 10 ont une bonne opinion des postiers et estiment qu'ils jouent un rôle important pour le pays. C'est son cœur de métier historique, l'acheminement du courrier et des colis, qui est jugé le plus utile en ce moment pour le pays avec tous les services à destination des personnes âgées et/ou fragiles.

Depuis le début de la crise, l'image de La Poste reste positive et stable.

Une étude Ipsos / La Poste sur la perception du rôle de La Poste durant la crise du coronavirus a été menée du 29 avril au 4 mai 2020 sur un échantillon de 5 000 Français. Cette étude montre que l'image des postières et des postiers est préservée : leur utilité, leur courage et leur implication au service des français sont reconnus. Dans le cadre de cette crise, les postiers se sont montrés utiles à la société (pour 89 % des français). La Poste se révèle utile pour chacun (79 %) et pour la société tout entière (86 %), considérée par 81 % comme un maillon essentiel pour maintenir le lien et l'activité entre les différents acteurs de la société (citoyens, entreprises, collectivités locales). L'étude confirme le renforcement du besoin de poste sur notre cœur de métier logistique et de réseau de services de

proximité, mais révèle aussi de fortes attentes sur son cœur de métier, sur l'accompagnement des personnes touchées par la crise. Les attentes confortent notre modèle de diversification : plus de 8 français sur 10 estiment que La Poste doit développer les visites aux personnes âgées ou la livraison de médicaments, plus de 7 sur 10 souhaitent qu'elle poursuive ses actions pour faciliter l'accès au numérique.

1.6.6.2 **Face au défi de la crise sanitaire, une organisation évolutive pour rendre les services essentiels**

Dès le début de la crise, suivant les recommandations gouvernementales, La Poste a adapté son activité (1 600 bureaux ouverts, tournées du facteur 3 jours par/semaine) et mis en place les gestes barrières.

Engagée dans un plan continu d'amélioration de ses services, La Poste a annoncé dès le 21 avril un jour supplémentaire de distribution de la presse, du courrier et des colis, soit 4 jours consécutifs par semaine partout en France.

A noter que, pour la distribution des colis, La Poste a absorbé le report de trafic induit par le développement des achats en ligne et la fermeture de l'ensemble des réseaux de points relais concurrents. La nouvelle solution de La Poste permettant la prise en charge des envois directement dans les boîtes aux lettres des clients (leur évitant de se déplacer) a pris tout son sens et démontré son efficacité (ces expéditions depuis les boîtes aux lettres personnelles ont été multipliées par 3,4 au mois d'avril).

La Poste, Colissimo et Chronopost ont réalisé la performance unique en France de distribuer 58 millions de colis aux Français durant les 6 premières semaines du confinement.

La Poste a également développé ses capacités d'accueil et de service en ouvrant + 10 000 points de contacts postaux à fin avril.

En date du 6 mai, afin que le versement des prestations sociales aux allocataires se déroule dans les meilleures conditions possibles, plus de 25 000 postiers étaient mobilisés ; 11 400 points de contact accueillent du public, et 97 % du parc de distributeurs de billets était opérationnel sur tout le territoire.

En date du 18 mai, La Poste est en capacité d'accueillir ses clients dans les 14 500 points de contact ouverts, dont 6 300 bureaux de poste, et de leur distribuer lettres et colis six jours par semaine.

Entre le 17 mars et le 6 mai, 830 collaborateurs ont apporté leur aide aux entités postales sur le terrain et plus de 2 700 missions ont été réalisées pour améliorer le service à ses clients.

Enfin, pour poursuivre ses activités malgré le confinement, La Poste a mis en place le télétravail de façon rapide et massive pour 40 000 de ses 250 000 collaborateurs (contre 5 000 en temps normal) et 250 000 réunions Teams sont organisées quotidiennement.

1.6.6.3 **La Poste engagée aux côtés de la population dans de nombreuses actions de solidarité**

Parmi les nombreuses initiatives au sein de chacune des branches, on distingue des appuis (digitaux, matériels, etc) au secteur médical (soignants, et soignés), aux PME, aux personnes fragiles, aux étudiants, sur l'ensemble du territoire. A ce titre, sans exhaustivité :

- Les équipes de Docaposte ont su se mobiliser et montrer plus que jamais leur engagement et leur savoir-faire. En des temps records, trois projets significatifs (entres autres), ont vu le jour. Le site [MaladieCoronavirus.fr](https://www.maladiecoronavirus.fr) a ainsi compté 8 millions de visiteurs

uniques et 5,4 millions de questionnaires de santé ont été complétés. Le site Devoirs à la maison, dispositif de continuité pédagogique mis en place le 10 avril, a été ouvert à l'ensemble des académies, plus de 21 000 établissements utilisent la plateforme au profit de quelques 150 000 élèves. La plateforme Masques-pme.laposte.fr, lancée le 2 mai, dédiée à la commercialisation et la distribution de 10 millions de masques à toutes les TPE et PME de moins de 250 salariés, aux professionnels agricoles, aux associations employant des salariés, aux micro-entrepreneurs et aux professions libérales, a été développée à la demande du ministère de l'Économie et des Finances. 40 000 entreprises ont commandé plus d'1,5 million de masques.

- Une offre La Poste Mobile pour tous ses clients membres du personnel médical ou soignant : 20 Go de data offert sur les Forfaits SIM et les Prépayés, ou doublement de l'enveloppe data sur les forfaits avec engagement (dans la limite de 60 Go).
- Avec l'application COVIDOM, opérationnelle depuis le 9 mars, Nouveal e-santé, filiale de La Poste et spécialiste de la digitalisation du parcours patient, s'est associé aux professionnels de santé. Covidom permet à ces patients sans signe de gravité de bénéficier d'un télésuivi à domicile via des questionnaires médicaux proposés une ou plusieurs fois par jour, en complément de mesures de confinement.
- Véligo location, le service de location de vélos électriques dont La Poste est partenaire, a soutenu le personnel soignant de l'APHP d'Ile de France en leur prêtant des vélos pendant la durée du confinement et en les livrant chez eux.
- Les hôpitaux de l'Est ont bénéficié de la mise à disposition de matériels, essentiellement de nutrition et de respiration, par Asten Santé, filiale du Groupe La Poste. Depuis le début de la crise sanitaire, Asten Santé Est a pris en charge 500 patients à domicile pour de l'oxygène et 300 en Ehpad, et a remis 550 équipements en établissements lien.
- Viapost a réalisé des opérations d'acheminement routier pour collecter des stocks de masques, gels hydro alcooliques et médicaments auprès d'entreprises donatrices et de pharmacies et leur livraison en multiples points, parfois en collaboration avec Urby, contribuant à la distribution de 26 millions de masques.
- DPDgroup a soutenu les professionnels de santé, en France comme à l'étranger, comme en Espagne, avec l'approvisionnement de matériel médical aux hôpitaux et maisons de repos (mais aussi forces de sécurité et autres groupes professionnels exposés) par le réseau SEUR, soit 240 000 masques, des milliers de kilos de matériel sanitaire et d'hygiène et plus de 33 tonnes de nourriture.
- Chronopost a participé aux opérations de distributions solidaires en soutien d'associations (exemple : distribution gratuite de 500 expéditions pour le compte de l'association Solidarité soignants), à travers l'acheminement gratuit de matériels « solidaires » (masques, visières).
- Goodeed, filiale de KissKissBankBank permettant les collectes de dons gratuits en ligne pour des ONG, a accompagné le lancement de 7 campagnes solidaires ayant pour objectif la lutte contre la Covid-19. Toutes ces campagnes ont mobilisé plus de 500 000 donateurs et permis de reverser plus de 135 500 euros pour tous les projets liés à l'épidémie Covid-19.

En appui aux personnes âgées, isolées et fragiles, le service « Veiller sur Mes Parents » a été rendu gratuit le 26 mars pendant la durée du confinement. Si le client préfère ne pas recevoir la visite du

facteur à domicile, la discussion se déroule par téléphone. En cas de non réponse à l'appel téléphonique, le facteur se rend au domicile du client par principe de précaution pour vérifier que tout va bien.

En appui aux élèves exclus du numérique La Poste a par ailleurs assuré la distribution sécurisée de tablettes et d'ordinateurs portables présents dans les établissements scolaires auprès des familles non équipées. Colissimo a soutenu l'opération « 10 000 ordinateurs pour nos jeunes les plus vulnérables » en distribuant gratuitement les ordinateurs collectés par les associations à destination des élèves des quartiers défavorisés.

1.7 La Poste, un employeur responsable

1.7.1 Dialogue social

Après la signature de 11 accords et avenants en 2019, deux accords ont été conclus au niveau national, au premier semestre 2020, en vue de prévoir les modalités d'indemnisation complémentaire des salariés de La Poste en activité partielle liée à l'épidémie Covid-19 :

- un accord national unanime, conclu le 5 mai 2020, pour la période entre le 1er mai et le 30 juin 2020,
- un accord national, conclu le 30 juin 2020 (avec la CGT, la CFTD, FO, la liste commune CFE-CGC/CFTC et l'UNSA), pour la période entre le 1er juillet et le 31 août 2020.

Par ailleurs, un accord national unanime sur la politique sociale du logement à La Poste a été conclu le 17 juillet 2020, pour la période 2020-2022.

A compter de mars 2020, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le dialogue social avec les organisations syndicales a été permanent en vue de trouver des solutions permettant d'assurer la continuité des activités de La Poste (en lien notamment avec ses missions de service public) tout en protégeant la santé des postiers.

Ce dialogue social s'est poursuivi dans le cadre du déconfinement progressif des postiers dont les modalités ont été formalisées dans le cadre de la « Plateforme d'engagement social de La Poste » du 5 mai 2020.

Enfin, la négociation d'un avenant à l'accord sur le télétravail du 27 juillet 2018 a commencé le 10 juillet avec une plénière consacrée à ce sujet.

1.7.2 Formation et évolution professionnelle

Le déploiement des cinq grands programmes de formation (formations cœur de métier, individuelles, numériques, parcours qualifiants et développement managérial) s'est poursuivi au cours du semestre. A noter :

- A fin juin 2020, le taux de postiers formés s'est établi à 40,86 % à fin juin 2020 (un chiffre en baisse comparé à 54,69 % en 2019 à la même date en raison des impacts de la crise sanitaire) ; des actions de communication ont été mises en place depuis mars pour poursuivre la continuité formative grâce aux offres en ligne. Cette offre en libre-service (OLS), 100 % digitale et à disposition de tous les collaborateurs, a très bien fonctionné pendant la période de la crise (avec + 80 % de formations suivies par rapport à fin juin 2019, soit environ 8 800 parcours suivis par les postiers). En particulier, 35 000 postiers environ ont suivi la formation digitale aux gestes barrières ;

- A fin juin 2020, le nombre de parcours qualifiants ayant été engagés depuis 2015 a atteint 45 010 (après 43 600 fin 2019), en ligne avec le calendrier qui prévoit 50 000 parcours d'ici fin 2020 ;
- A fin juin 2020, l'Institut du management (IM) et l'Institut du développement (ID) avaient dispensé sur les six premiers mois, une formation à 10 167 managers pour l'IM et à 8 075 postiers pour l>ID (après 6 680 managers pour l'IM et 19 812 postiers pour l>ID au premier semestre 2019). A fin juin 2020, 60 % des formations de l'IM et de l>ID sont dispensées en mode 100 % digital contre 25 % en début d'année.

Cette politique de formation vise à permettre à chacun de maintenir les compétences nécessaires et de développer de nouveaux savoir-faire en lien avec les nouveaux enjeux du Groupe.

En matière d'évolution professionnelle, la mobilité interne a baissé de manière significative de 29,7 % au premier semestre 2020 en raison de l'impact de la crise sanitaire. En revanche, la mobilité externe n'a que peu diminué au premier semestre (-5,9 %) dans le contexte d'un développement des mobilités vers la fonction publique (+47 %) sous l'effet de recrutements lancés au dernier trimestre 2019 par la fonction publique d'Etat.

1.7.3 Santé et qualité de vie au travail

Le programme *Bien dans son Travail* (2017-2020) destiné à améliorer la santé et la qualité de vie au travail, continue de faire l'objet d'une attention particulière : prévention de l'accidentologie et de l'inaptitude dans tous les métiers, y compris tertiaires avec le lancement du projet *Bien dans son travail sur écran*, démarche d'accompagnement et de reprise du travail pour les postiers en absence longue (APALA), déploiement des espaces de discussion sur le travail (projet *ParlonZen*) qui donne de l'autonomie aux équipes pour identifier et résoudre des difficultés qu'elles rencontrent dans le travail (formation de 2 000 managers et de 200 accompagnateurs), démarrage d'une démarche de QVT dans toutes les entités par la prévention des risques psycho-sociaux.

Après une légère remontée du taux de fréquence des accidents du travail en 2019 de 0,9 % après deux années de baisse, ce taux a diminué au premier semestre 2020.

Le taux de gravité des accidents du travail qui était également en hausse par rapport à 2018, est stable au premier semestre 2020 (-0,2 % entre fin mai 2019 et fin mai 2020).

Fin juin 2020, La Poste comptait 5 090 télétravailleurs (hors télétravail lié à la Covid-19) ; ce chiffre a connu une hausse de 59 % depuis juin 2019. Pendant la crise sanitaire, près de 40 000 collaborateurs de La Poste maison-mère ont rempli leurs fonctions en télétravail.

Par ailleurs, le nouvel index sur l'égalité professionnelle femmes/hommes de La Poste maison-mère publié en février 2020 est de 94 sur 100, comme en 2019. Ce score confirme le bon positionnement de La Poste en matière d'égalité. La Poste compte désormais 50,6 % de femmes dans l'encadrement.

1.7.4 Offre sociale et logement

En 2020, le budget des activités sociales et culturelles de La Poste est de 200 millions d'euros.

En outre, cette année, La Poste va consacrer plus de 40 millions d'euros à sa politique sociale du logement.

Au premier semestre 2020, 6 460 postiers ont pu bénéficier d'une des prestations proposées dans le cadre de la politique logement (8 097 postiers au premier semestre 2019), dont 4 806 aides financières aux débutants (5 536 au premier semestre 2019), 537 accès à un logement social (798 au premier semestre 2019) et 96 accompagnements de postiers en difficultés. La crise sanitaire a réduit les possibilités d'accès au logement social au premier semestre 2020.

La Poste est associée au projet de plateforme locative digitale lancée par Action Logement le 16 juin 2020. Cette application devrait faciliter l'accès au logement des postiers au second semestre 2020.

2. Indicateurs alternatifs de performance

2.1 Propos introductif

Le Groupe utilise certains indicateurs alternatifs de performance (IAP), c'est à dire ne relevant pas du référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards). Ces IAP sont utilisés par le management du Groupe La Poste qui les considère comme pertinents pour mesurer et analyser la performance du Groupe. Toutefois ces IAP doivent être considérés comme des compléments n'ayant pas davantage de prééminence que les agrégats GAAP issus des états financiers consolidés et non comme des substituts à ceux-ci. Conformément à la position AMF DOC-2015-12, chaque IAP est défini ci-dessous.

2.2 Définitions des IAP

2.2.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est composé de l'ensemble des produits opérationnels du périmètre hors La Banque Postale, duquel sont retranchées les charges de fonctionnement et charges de personnel, hors dotations aux dispositifs de fin de carrière, de ce même périmètre hors La Banque Postale. Cet ensemble est complété par les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et dividendes reçus de La Banque Postale au cours de la période au titre des résultats de l'année précédente.

2.2.2 Free cash-flow

Le free cash-flow est constitué des éléments suivants EBITDA ajusté + variation du besoin en fonds de roulement + flux de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels nets des cessions d'actifs correspondantes + flux de trésorerie liés aux impôts (intégrant les flux sur CICE imputé et généré)+ intérêts financiers nets versés + remboursement des passifs de location et charges d'intérêt sur passifs de location.

Chacun des agrégats du free cash-flow est additionné pour sa valeur en termes de flux de trésorerie (positif pour les entrées de cash et négatif pour les sorties de cash).

2.2.3 Dette nette

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe. Il comprend également la dette financière née de l'application de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location, les placements financiers court-terme sans risque de changement de valeur significatif mais dont l'échéance à la date de souscription est supérieure à trois mois à l'origine et la créance financière nette envers La Banque Postale

La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

2.2.4 Evolution à périmètre et change constants (évolution organique)

L'évolution à périmètre et changes constants résulte de la différence entre le résultat obtenu au cours de la période et celui d'une période comparative, après avoir retraité l'incidence des acquisitions et cessions survenues entre-temps sur chacune des périodes. Les périodes comparées sont ainsi retraitées à périmètres de consolidation identiques. Les transactions en devises de la période comparative ont été valorisées au taux moyen de la période de référence.

2.2.5 Résultat d'exploitation y compris quote-part des sociétés sous contrôle conjoint

Le résultat d'exploitation est égal au résultat net de l'ensemble consolidé, retraité des éléments retraité de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, de la charge d'impôt et du résultat financier.

2.2.6 Dette nette/Capitaux propres

Le ratio Dette nette/capitaux propres est obtenu en rapportant la dette nette aux capitaux propres part du Groupe.

2.2.7 Ratio Common Equity Tier 1 (CET 1)

Ce ratio est le fruit du calcul des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET 1) rapportés au montant total d'exposition au risque (i.e. au total des actifs pondérés par les risques – RWA – au titre du risque de crédit et de contrepartie, risque de marché et risque opérationnel).

Le ratio CET1 est la référence permettant au superviseur d'apprécier la solvabilité d'un établissement bancaire.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.8 Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Le LCR est un ratio mensuel de liquidité à court terme qui mesure la capacité de la banque à résister pendant 30 jours à une dégradation sévère de sa situation dans un contexte de choc systémique. En cible il doit être supérieur à 100 %.

Ce ratio est calculé en divisant la somme des actifs liquides de qualité et libres de tout engagement par le besoin de liquidités sous stress à horizon de 30 jours.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

2.2.9 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation se calcule en divisant les frais de gestion par le produit net bancaire corrigé des intérêts douteux. Les frais de gestion représentent la somme des charges générales d'exploitation et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Ce ratio n'est calculé que pour La Banque Postale.

3. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2020 du Groupe La Poste.

	Semestre clos le 30 juin						
	2020.06	2019.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants		
			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors apport titres CNP)	vs n-1	vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)	
Performance opérationnelle du Groupe							
Produits opérationnels	14 495	12 795		+1 699	+13,3	-139	-1,1
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	2 588	572	3 007	-991	n.s.	-1 661	n.s.
Marge opérationnelle	2,9 %	4,5 %		-		-	
Résultat net part du groupe	2 315	474	3 600	-1 759	n.s.	-1 896	n.s.
Marge nette	16,0 %	3,7 %		-	12,3 pts	-	-15,0 pts
Free cash-flow (a)	-659	132		-791	n.s.		
EBITDA ajusté	120	883		-763	-86,4		
Chiffres clés - La Banque Postale							
Produit Net Bancaire	3 793	2 850		+943	+33,1	-21	-0,7
Coefficient d'exploitation	71,9 %	83,2 %		-	-11,3 pts		

^(a) Se reporter au chapitre 6.1.1

	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.12	Variation	
			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors apport titres)
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes (a)	8 493	6 462	+2 031	+31,4
Capitaux Propres Part du Groupe	17 620	12 624	7 034	-2 038
Dettes nettes / CP	48,2 %	51,2 %	-32,0 pts	-
Résultat net(b)/CP	15,1 %	6,5 %	24,0 pts	-
Common Equity Tier 1 (C)	17,3 %	12,2 %		5,1 pts
Ratio crédits sur dépôts	83 %	90 %		-7,3 pts
Ratio LCR	157 %	153 %		4,0 pts

^(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

^(b) Résultat net calculé sur 12 mois glissants

^(c) Ratio CET1 full-loaded

3.1 Impacts de la crise sanitaire sur l'activité du Groupe

La crise sanitaire s'est traduite par un arrêt brutal de l'activité en mars pour l'ensemble des activités industrielles et commerciales impactant fortement le chiffre d'affaires et l'organisation opérationnelle du Groupe. Depuis avril, il a été constaté une reprise progressive sur les activités traditionnelles sans rattrapage pour autant, ainsi qu'un vif rebond des activités tirées par le e-commerce avec la croissance des volumes BtoC dans l'ensemble des pays où le Groupe est présent. La Banque Postale qui a enregistré un retard de son activité commerciale connaît une amélioration depuis le mois de juin.

La crise sanitaire se traduit donc avant tout par une baisse du chiffre d'affaires du Groupe (de l'ordre de 800 millions d'euros). L'absence de perspective de rattrapage s'est traduite par la dépréciation des actifs du Courrier maison mère et des impôts différés, impactant le résultat net pour un montant proche de 2 200 millions d'euros).

Les plans d'actions engagés sur les charges font plus que compenser les coûts directs de l'épidémie de Covid-19 (virucides, masques, nettoyage) estimés à 100 millions d'euros au 30 juin.

3.2 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 14 495 millions d'euros à fin juin 2020, et progressent de 1 699 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 soit +13,3 %. Dans un contexte opérationnel difficile de Covid-19 impactant fortement les produits opérationnels et accentuant la chute du courrier traditionnel, cette hausse est portée par GeoPost (intégration de BRT, Lenton et Geis et croissance organique de ses activités express), par l'intégration de CNP Assurances par La Banque Postale (stable par ailleurs), par les acquisitions du Numérique, par la croissance de l'activité Colis et de la filiale du Courrier Asendia.

	Semestre clos le 30 juin					
	2020.06	2019.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 510	6 122	-612	-10,0	-649	-10,6
GeoPost	5 057	3 730	+1 327	+35,6	+550	+14,9
La Banque Postale	3 793	2 850	+943	+33,1	-21	-0,7
Numérique	369	339	+30	+8,9	-37	-11,0
Autres secteurs et intercos	-235	-245	+11	-4,4	+17	-7,1
PRODUITS OPERATIONNELS	14 495	12 795	+1 699	+13,3	-139	-1,1

Après retraitement des effets périmètre, soit +1 862 millions d'euros portés essentiellement par GeoPost (+804 millions d'euros), par La Banque Postale (+964 millions d'euros), par le Numérique (+67 millions d'euros), et par la branche Services-Courrier-Colis (+33 millions d'euros) et d'un effet change défavorable de -24 millions d'euros, dont -13 millions d'euros sur le réal brésilien, -6 millions d'euros sur le zloty polonais, -5 millions d'euros sur le rand sud-africain, la décroissance organique du Groupe à fin juin 2020 atteint - 139 millions d'euros, soit - 1,1 %.

Les produits opérationnels du premier semestre 2020 sont marqués par les éléments suivants :

- Diminution du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 5 510 millions d'euros, soit -612 millions d'euros représentant une baisse de 10,0 % incluant +37 millions d'euros d'effets périmètre et change essentiellement induits par l'intégration d'EDE en 2020 et par la cession de VLC fin 2019. La branche Services-Courrier-Colis affiche une décroissance organique de -649 millions d'euros, soit -10,6 % ce qui constitue un recul abrupt lié à la crise sanitaire, malgré une performance marquée du colis et d'Asendia. Le chiffre d'affaires du Courrier baisse en organique de 855 millions d'euros par rapport à fin juin 2019, soit -19,9 % sous l'effet d'une baisse des volumes du courrier adressé (-26,0 % à jours ouvrés équivalents), d'une baisse de l'international (-56 millions d'euros), baisses induites par la crise sanitaire (particulièrement marquées pendant le confinement), compensées partiellement par l'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2020 (+174 millions d'euros). Au sein de la branche, l'activité Colis enregistre une forte progression organique de son chiffre d'affaires de 92 millions d'euros soit +10,4 %, avec un effet trafic à jours ouvrés équivalents favorable de 123 millions d'euros (+17,6 %), porté par une activité du e-commerce très soutenue depuis avril du fait de la crise sanitaire. Les filiales des services Courrier enregistrent une croissance organique de 114 millions d'euros (12,5 %) portée notamment par la croissance du e-commerce (dont Asendia) qui compense la baisse de l'imprimé publicitaire (à l'arrêt du 16 mars au 24 mai) ;
- Progression du chiffre d'affaires de GeoPost de 1 327 millions d'euros qui s'établit à 5 057 millions d'euros, dont 804 millions d'euros d'effet périmètre provenant de l'acquisition de BRT, Lenton et Geis et -28 millions d'euros d'effet change. Retraitée des effets périmètre et change, la progression organique s'établit à 550 millions d'euros, soit +14,9 %, portée par une vive croissance organique des volumes traités de +16,6 % tirée par le BtoC et le e-commerce ;
- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 3 793 millions d'euros. Après retraitement de la variation de provision Epargne Logement, le PNB de La Banque Postale augmente de +993 millions d'euros dont 964 millions d'euros d'effet périmètre soit une croissance organique de +29 millions d'euros (+1,0 %) hors provision Epargne Logement. Hors effet périmètre, le pôle Banque de Détail augmente de 56 millions d'euros retraité de la provision Epargne Logement. Les effets de la crise sanitaire et le contexte de taux bas qui perdurent sont pour l'essentiel compensés par la gestion active du bilan et l'obtention d'une compensation additionnelle de l'Etat de 50 millions d'euros dont 25 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Le pôle Assurances est en baisse de -27 millions d'euros par rapport à juin 2019 qui avait bénéficié d'une liquidation de provisions favorable sur exercices antérieurs. Le pôle Gestion d'Actifs est stable, les commissions de mouvement compensant l'effet marché ;
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 369 millions d'euros progresse de 30 millions d'euros soit +8,9 %, porté par la croissance externe. Hors incidence d'un effet périmètre de 67 millions d'euros essentiellement lié aux acquisitions de Softeam et d'Arkhineo, la décroissance est de -37 millions d'euros (-11,0 %). Les activités du pôle Docaposte, fortement pénalisées par la crise sanitaire (fermeture de sites...), baissent en organique de -32,3 millions d'euros. Les activités du pôle Mediapost diminuent de -1,6 million d'euros et le pôle Transformation et Innovation baisse de -5 millions d'euros (baisse des charges refacturées).

3.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2020 à 2 588 millions d'euros, incluant 3 007 millions d'euros de l'incidence de l'apport des titres CNP Assurances ainsi que 671 millions d'euros d'effets périmètre et change, soit une croissance organique en baisse de 1 661 millions d'euros.

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2020.06	2019.06		Evolution à périmètre et change constants			
		proforma sectoriel	Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors apport titres CNP) (en M€)	vs n-1 (en %)	vs n-1 (en M€)	vs n-1 (en %)
Services – Courrier – Colis	-1 177	289	+0	-1 466	n.s.	-1 484	n.s.
GeoPost	351	193	+0	+158	+81,7	+114	+59,5
La Banque Postale	3 913	492	+3 007	+414	+84,2	-196	-39,8
Réseau La Poste	-49	-36	+0	-13	+35,7	-13	+35,7
Numérique	-35	-5	+0	-30	n.s.	-29	n.s.
Immobilier	22	34	+0	-12	-35,4	-12	-35,4
Supports et Structures	-93	-73	+0	-21	+28,7	-21	+28,7
Non affecté et éliminations	-344	-323	+0	-21	+6,6	-21	+6,6
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	2 588	572	+3 007	-991	n.s.	-1 661	n.s.

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à -1 177 millions à fin juin 2020, en baisse de 1 466 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 (et de -1 484 millions d'euros à périmètre et change constants). Elle s'explique essentiellement par l'impact de la crise sanitaire qui a induit un fort ralentissement de l'activité Courrier et imprimés publicitaires ainsi qu'une dépréciation d'actifs au Courrier Maison Mère de -863 millions d'euros ;
- GeoPost affiche un résultat d'exploitation de 351 millions d'euros en hausse 158 millions d'euros par rapport à fin juin 2019, soit 81,7 %. Après retraitement des effets périmètre et change, et dans un contexte de crise sanitaire qui met en exergue la capacité d'adaptation de GeoPost, le résultat progresse par rapport au premier semestre 2019 de 114 millions d'euros, soit 59,5 %, sous l'effet de la croissance exceptionnelle des volumes ;
- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de 906 millions d'euros hors incidence de l'apport des titres CNP assurances, soit une augmentation de 414 millions d'euros par rapport à juin 2019 y compris provision Epargne Logement, dont un effet périmètre lié à l'intégration de CNP de 610 millions d'euros. Hors cet effet périmètre, le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale est en baisse de 196 millions d'euros dont un impact Covid-19 de 141 millions d'euros sur le coût du risque ;

- Le Réseau affiche un résultat d'exploitation de -49 millions d'euros à fin juin 2020, en diminution de 13 millions d'euros par rapport à juin 2019, en raison de la baisse du volume des prestations facturées (moindre activité liée à l'épidémie de Covid-19) ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'établit à -35 millions d'euros, en baisse de 29 millions d'euros après retraitement des effets périmètre et change, sous l'effet du recul des activités dans le contexte de crise sanitaire partiellement compensé par la baisse des charges ;
- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de +22 millions d'euros, en baisse de 12 millions d'euros, en lien avec les reprises de provisions opérées en 2019 ;
 - ✓ Le secteur Supports et structures, dont le résultat d'exploitation est négatif de 93 millions d'euros, augmente de 21 millions dans un contexte de poursuite d'efforts d'optimisation des charges ;
 - ✓ Les charges du secteur 'Non affecté' augmentent de 12 millions d'euros en raison essentiellement d'un accroissement de charges liées aux dispositifs de fin de carrière transverses au Groupe.

3.4 Résultat financier

Le résultat financier qui représente au global une charge de 112 millions d'euros s'améliore de 12 millions d'euros. Son évolution se caractérise par une baisse du coût de l'endettement financier net de 8 millions d'euros et par une baisse de la charge correspondant aux autres éléments du résultat financier de 4 millions d'euros.

3.5 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 2 315 millions d'euros, progresse globalement de 1 841 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Hors incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances (3 600 millions d'euros) et après retraitement des effets périmètre et change, le résultat net part du Groupe diminue de 1 896 millions d'euros. Cette évolution se caractérise par une décroissance organique du résultat d'exploitation de 1 661 millions d'euros, fortement marqué par les incidences de la crise sanitaire, et d'une hausse organique de la charge d'impôt de 244 millions consécutive à une dépréciation d'impôts différés constatés au 31 décembre 2019 (269 millions d'euros).

3.6 Variation de la dette nette

La dette nette du groupe à fin juin 2020 est de 8 493 millions d'euros. Elle a augmenté de 2 031 millions d'euros au cours du premier semestre 2020.

La variation de dette du Groupe est fortement corrélée au solde net des flux liés à la croissance externe et aux actifs financiers (667 millions d'euros), à la variation des dettes de location financement en hausse de 629 millions d'euros en lien avec les opérations de croissance externe, et au Free cash-flow généré (-659 millions d'euros).

4. Résultats opérationnels par secteur d'activité

4.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

Publié 2020.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	5 367	5 016	3 785	289	27	10	1	0		14 495
CA & PNB Intersecteurs	144	41	8	80	1 771	404	543	0	-2 990	
Produits opérationnels	5 510	5 057	3 793	369	1 798	414	544	0	-2 990	14 495
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	-1 177	354	881	-35	-39	22	-93	-335	-9	-431
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-3	25	0	-10	-0	-0	0	0	13
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1 177	351	906	-35	-49	22	-93	-335	-9	-418
Incidence de l'opération CNP	0	0	3 007	0	0	0	0	0	0	3 007
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint yc incidence opération CNP	-1 177	351	3 913	-35	-49	22	-93	-335	-9	2 588
Marge opérationnelle (%)	-21,4	6,9		-9,5		5,4				-2,9

Proforma sectoriel 2019.06	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
<i>(en millions d'euros)</i>										
CA & PNB Externes	5 979	3 689	2 837	255	23	12	1	0		12 795
CA & PNB Intersecteurs	143	41	13	84	1 838	402	555	0	-3 077	
Produits opérationnels	6 122	3 730	2 850	339	1 862	414	556	0	-3 077	12 795
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	289	193	492	-5	-23	34	-72	-323	-0	583
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	0	0	-13	1	-0	0	0	-11
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	289	193	492	-5	-36	34	-73	-323	-0	572
Marge opérationnelle (%)	4,7	5,2		-1,6		8,3				4,5

Les données de juin 2019 sont présentées en proforma. Ce proforma inclut des modifications sectorielles versus les données publiées : prise en compte du nouveau traitement des flux de facturation du programme « Servir le développement » entre le Réseau et les supports. A partir de 2020, les prestations réalisées par les DAST sont facturées en moindres charges. En conséquence le chiffre d'affaires du Réseau ainsi que les éliminations sont impactés.

4.2 Services–Courrier–Colis

La branche Services–Courrier–Colis comprend :

- L'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicités et de presses) ;
- L'activité colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France et à l'export ;
- L'activité des petits paquets, import/export et du courrier transfrontière (Asendia) ;
- Les nouveaux services de proximité (code de la route, éco mobilité) et de transition énergétique (EDE, Fluow ...) ;
- Les services de marketing direct (Mediapost, Sogec ...) et de data-marketing (ISOSKELE) ;
- Les solutions logistiques et e-logistiques (STP et Neolog pour l'essentiel) ;
- Les activités de Silver Economie et de prestation de santé à domicile (principalement Asten Santé et Diadom).

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 510	6 122	-612	-10,0
<i>dont CA hors groupe</i>	5 367	5 979	-612	-10,2
Charges opérationnelles	-6 687	-5 833	-854	+15
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1 177	289	-1 466	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	+0	+24
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-1 177	289	-1 466	n.s.
<i>Marge opérationnelle</i>	-21,4%	4,7%	-26,1 pts	

4.2.1 Activité Services et Courrier

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et le confinement généralisé à partir du 17 mars en France et dans la majorité des pays dans le monde, ont eu des conséquences significatives sur l'activité économique.

Le Courrier a pris l'ensemble des mesures nécessaires à la continuité de l'activité, tout en privilégiant la santé de ses collaborateurs et des clients dans le respect des mesures gouvernementales. Une

organisation transitoire a été mise en place durant l'état d'urgence sanitaire permettant de revenir à une distribution sur 5 jours à partir de mai, avec une réduction du nombre de tournées le samedi.

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2020 à 4 529 millions d'euros, en baisse de 709 millions d'euros (-13,5 %) par rapport au 30 juin 2019. Cette baisse comprend un effet périmètre et change de +32 millions d'euros lié essentiellement à l'intégration de EDE (2020), à la cession de VLC (novembre 2019) et dans une moindre mesure à la Silver (IM Santé) qui poursuit sa politique de croissance externe sur le territoire.

Dans ce contexte de crise sanitaire, le Courrier a enregistré une baisse de trafic de -26,0 %⁵ (soit -950 millions d'euros d'effet volume/mix produits). L'international a été également impacté avec un repli de -56 millions d'euros soit -15,2 %.

Les activités des filiales du courrier publicitaire diminuent de -96 millions d'euros du fait de l'arrêt complet de l'activité durant la période du 16 mars au 24 mai. Cette baisse comprend un effet périmètre de +1 million d'euros lié à Ofertia.

Les activités logistiques ont subi une décroissance de -33 millions d'euros sur les offres de logistique et de e-logistique dont un effet périmètre de -36 millions d'euros lié à VLC.

Ces baisses d'activité sont partiellement compensées par :

- L'augmentation tarifaire au 1er janvier 2020 de 4,8 %⁶ en moyenne, soit un effet estimé à +174 millions d'euros sur le chiffre d'affaires donnant lieu à trafic ;
- Un très fort rebond de l'activité e-commerce à partir du mois d'avril. Asendia génère un chiffre d'affaires de 742 millions d'euros en progression organique de 198 millions d'euros. Sa filiale e-ShopWorld spécialisée dans la vente de marchandises en e-commerce dans le secteur du retail réalise d'excellentes performances, +146 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 ;
- Les nouveaux services des filiales progressent de 69 millions d'euros, principalement dans le domaine de la transition énergétique, dont 9 millions d'euros liés à l'Eco mobilité Fluow et un effet périmètre de 60 millions d'euros sur EDE ;
- Les filiales de La Poste Silver résistent face à la crise sanitaire, en générant un chiffre d'affaires de 88 millions d'euros en progression de 5 millions d'euros dont un effet périmètre de 2 millions d'euros lié essentiellement à Alliance Perf et IM Santé, sociétés acquises en 2019.

⁵ Sur la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

⁶ Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

4.2.2 Activité Colis

Une activité du premier semestre 2020 marquée par la crise sanitaire avec un ralentissement brutal au début du confinement et un rebond d'activité inégalé depuis le mois d'avril, porté par la croissance du e-commerce.

Afin d'assurer la continuité de l'activité dans le respect des gestes barrières, le colis a adapté durant la crise, son offre et ses engagements de la manière suivante :

- Suspension de l'offre « Avec signature », de l'option « Ad-valorem », des colis volumineux et adaptation de l'offre « International » compte tenu de l'arrêt d'un grand nombre de liaisons aériennes ;
- Suspension des engagements de qualité de service.

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2020 est de 981 millions d'euros, en croissance organique de 92 millions d'euros (soit +10,4 %).

Le volume des colis distribués s'établit à 199 millions d'objets, en progression de +17,6 % à jours ouvrés équivalents avec un impact sur le chiffre d'affaires de 123 millions d'euros. Les volumes distribués se composent de la manière suivante :

- Une forte progression sur le BtoC (+19,3 % à jours ouvrés équivalents) avec 175 millions d'objets, tirée par la croissance du e-commerce, et notamment une croissance du National Entreprise de 30 millions d'objets (+21,5 % à jours ouvrés équivalents) par rapport à fin juin 2019. La remise à domicile enregistre une hausse de 35,2 millions d'objets (+30,9 % à jours ouvrés équivalents) soit 83,2 % du trafic BtoC ;
- 18 millions d'objets sur le CtoC, soit +6,0 % à jours ouvrés équivalents par rapport à fin juin 2019 ;
- 6 millions d'objets sur les produits import, soit +7,7 % à jours ouvrés équivalents.

4.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à -1 177 millions d'euros à fin juin 2020, en baisse de -1 466 millions d'euros par rapport à fin juin 2019. Cette baisse s'explique principalement par la décroissance accélérée des volumes du Courrier sous l'effet du ralentissement de l'activité lié à la crise sanitaire, qui a conduit à constater une dépréciation des actifs Courrier de -863 millions d'euros à fin juin 2020.

Le résultat des filiales est en baisse de 24 millions d'euros (dont + 18 millions d'euros d'effets périmètre et change liés à EDE et à la cession de VLC en 2019), fortement impacté par l'arrêt de l'imprimé publicitaire durant la période de confinement de -48 millions d'euros, atténué par Asendia et EDE.

Le résultat d'exploitation du Colis progresse de +1 million d'euros, (hors éléments exceptionnels liés au schéma directeur industriel en 2019, la croissance est de +11 millions d'euros), dans un contexte de renforcement du réseau industriel pour faire face à la croissance des volumes.

4.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPDgroup dans les pays européens et à l'international, Chronopost en France, BRT en Italie, SEUR en Espagne, Jadlog au Brésil et Tigers pour le freight forwarding. Les filiales de ce pôle interviennent historiquement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) et de façon croissante sur les segments d'entreprise à particulier (BtoC) qui représentent désormais 53,9 % des volumes outbound à fin juin 2020. Outre cette activité d'expressiste, GeoPost développe de nouveaux services urbains autour de la logistique urbaine, de Stuart et de la logistique personnalisée des destinataires.

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 057	3 730	+1 327	+35,6
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 016	3 689	+1 327	+36,0
Charges opérationnelles	-4 703	-3 537	-1 166	+33,0
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	354	193	+161	+84
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-3	1	-3	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	351	193	+158	+81,7
<i>Marge opérationnelle</i>	6,9%	5,2%	+1,8 pt	

4.3.1 Activité GeoPost

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2020 s'établit à 5 057 millions d'euros. Il est en croissance de 1 327 millions d'euros, soit +35,6 % par rapport à fin juin 2019. Après retraitement des effets périmètre de +804 millions d'euros (augmentation des parts au capital de BRT et Lenton et acquisition de Geis Parcel en janvier 2020) et de change de -28 millions d'euros (dont -12,9 millions d'euros sur le réal brésilien, -6,3 millions d'euros sur le zloty polonais, -5,1 millions d'euros sur le rand sud-africain, -3,4 millions d'euros sur le rouble, -0,6 million d'euros sur la livre Sterling et 1,3 million d'euros sur le dollar américain), la croissance organique est de 550 millions d'euros, soit +14,9 %.

A fin juin, GeoPost a livré 850 millions de colis, soit une évolution organique de +16,6 % par rapport à fin juin 2019, portée par l'essor inattendu sur le segment BtoC qui s'est manifesté à partir du mois d'avril dans les pays touchés par la crise sanitaire de la Covid-19. Cette hausse des volumes explique principalement la croissance organique du chiffre d'affaires avec une progression de 521 millions d'euros (+14,1 %) intégrant un impact favorable des jours ouvrés (15 millions d'euros), et compense la baisse tarifaire de 29 millions d'euros induite par la déformation du mix.

- Le chiffre d'affaires du Royaume-Uni s'établit à 876 millions d'euros, soit une progression organique de +23,2 %, portée par une croissance des volumes de +23,7 % tirée par le segment BtoC.
- En France, l'évolution du chiffre d'affaires organique, de +1,1 % sur DPD France et de +6,2 % sur Chronopost par rapport à fin juin 2019, est portée par les hausses tarifaires chez DPD France (+2,1 %) et par la croissance organique des volumes chez Chronopost (+7,8 %)
- Avec un chiffre d'affaires de 975 millions d'euros, l'Allemagne enregistre une progression organique de +7,8 % sous l'effet des volumes en hausse de (+5,7 %). Amazon reste dynamique avec +15 % de croissance sur les ventes.
- L'Espagne réalise un chiffre d'affaires de 256 millions d'euros en augmentation organique de +10,8 % grâce notamment aux flux Amazon.
- Le chiffre d'affaires du Benelux de 305 millions d'euros, connaît une forte progression organique de +35,8 % tirée par la croissance des volumes de +38,4 % portée par la dynamique de grands comptes internationaux.
- Le chiffre d'affaires de la Russie à 108 millions d'euros est en augmentation organique de +26,0 %, soutenue par la hausse des volumes de +36,1 %, reflétant la dynamique du marché constatée partout ailleurs.
- En Pologne, le chiffre d'affaires de 282 millions d'euros enregistre une progression organique de +27,1 %, qui s'explique par une croissance des volumes de +26,2 % portée par le BtoC et le e-commerce.
- L'activité de Tigers dans un marché très compétitif sur le fret maritime, enregistre un chiffre d'affaires de 128 millions d'euros en baisse organique de -1,2 %, en raison du ralentissement économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19.
- Le chiffre d'affaires des Nouveaux Services Urbains est en progression organique de +2 millions d'euros, grâce en particulier à l'activité de Stuart.

4.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de GeoPost est de 351 millions d'euros à fin juin 2020. Après retraitement des effets périmètre et change de 44 millions d'euros, le résultat d'exploitation est en progression organique de 114 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 (+59,5 %).

Ce résultat s'inscrit dans un contexte de hausse du e-commerce suite au confinement mis en place à cause de la crise sanitaire de la Covid-19 dans plusieurs pays et de la poursuite des tensions sur les coûts de sous-traitance et de transport.

4.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

Depuis le 4 mars 2020, dans le cadre de la constitution d'un grand pôle financier public prévu par le protocole d'accord engageant conclu le 31 juillet 2019 entre l'Etat, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale, La Banque Postale devient actionnaire majoritaire de CNP Assurances.

4.4.1 Activités commerciales

Dans un contexte de confinement et de crise de confiance liée à la crise, les encours d'épargne sont en hausse de 13,1 milliards d'euros par rapport à fin juin 2019 (4,1 %) et s'établissent à 335,5 milliards d'euros.

	2020.06	2019.06	Variation	
<i>(encours d'épargne en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
Dépôts à vue	80,3	69,5	+10,8	+15,6
Epargne ordinaire	86,7	83,6	+3,0	+3,6
Livret A	64,6	62,0	+2,6	+4,1
LEP	6,3	6,9	-0,5	-7,9
LDD	8,5	8,0	+0,5	+6,5
Autres livrets	7,2	6,8	+0,5	+7,1
Epargne logement	31,7	31,6	+0,1	+0,2
OPCVM ^(a)	10,9	10,3	+0,6	+5,6
Assurance-Vie ^(a)	124,8	126,5	-1,7	-1,4
Autres ^(b)	1,2	0,9	+0,3	+30,9
EPARGNE CLIENTELE	335,5	322,5	+13,1	+4,1

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et de ses filiales.

(b) Comptes à terme et PEP.

La crise sanitaire et la période de confinement, avec la fermeture des commerces non alimentaires, a limité la consommation des ménages ce qui s'est traduit par une hausse de leur épargne venue gonfler les comptes courants.

Si les dépôts à vue conservent une collecte soutenue, avec des encours en croissance de 10,8 milliards d'euros sur un an (+15,6 %), l'épargne ordinaire participe également de cette progression. Les encours affichent en effet une très forte hausse au premier semestre 2020 de +3,0 milliards d'euros (+3,6 %) malgré la faiblesse des rendements offerts. Le taux de rémunération du livret A, dont le taux est fixé à 0,50 % depuis le 1^{er} février 2020, joua son rôle d'épargne de précaution dans ce contexte de crise.

Les encours de La Banque Postale en matière d'Assurance Vie s'établissent à 124,8 milliards d'euros, en léger repli de 1,7 milliards d'euros (-1,4 %) par rapport à fin juin 2019. L'activité est impactée par la crise sanitaire et économique, avec une collecte brute de 3 milliards d'euros en recul de 26,6 %.

Au sein des encours d'épargne de La Banque Postale, les encours d'épargne gérés par la banque privée BPE progressent de 9,9 % pour atteindre 10,1 milliards d'euros, en s'appuyant sur des expertises personnalisées en gestion patrimoniale et un réseau de proximité avec 30 agences et 49 espaces dédiés en bureaux de poste. Les encours de crédits totaux BPE progressent également pour atteindre 3,7 milliards d'euros (+14,7 %). Cette évolution témoigne du développement de La Banque Postale sur le marché de la clientèle patrimoniale.

BPE a en outre renforcé son expertise en immobilier avec l'acquisition au 1^{er} semestre de La Banque Postale Immobilier Conseil (LBPIC) développant ainsi son offre de produits et services intégrés.

Malgré un environnement très défavorable et un ralentissement des activités de crédits lié au confinement, les encours de crédits à la clientèle progressent de +8,8 % sur un an à 105,7 milliards d'euros.

	2020.06	2019.06	Variation	
<i>(encours de crédits en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
Crédits immobiliers ^(a)	64,0	61,8	+2,2	+3,6
Crédits à la consommation	5,0	5,0	-0,0	-0,5
Autres crédits ^(b)	0,5	0,4	+0,1	+16,9
Crédits aux personnes morales ^(c)	36,2	29,9	+6,3	+21,1
CREDITS CLIENTELE	105,7	97,1	+8,6	+8,8

(a) hors rachats de portefeuilles de crédits néerlandais.

(b) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires; données 30.06.2019 proforma suite exclusion des titres en pension livrée non considérés comme des opérations avec la clientèle.

(c) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Au cours du premier semestre 2020, 4,9 milliards d'euros de crédits à l'habitat ont été mis en force par La Banque Postale et ses filiales (BPE et Sofiap), en baisse de 12,8 % par rapport à fin juin 2019, dans un contexte de taux d'intérêt bas et de crise sanitaire. L'entrée en confinement au mois de mars a significativement impacté l'activité sur les crédits immobiliers.

Le développement des crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Financement a été pénalisé par la forte baisse de la consommation pendant la période de confinement qui a pesé sur la production (-26,6 %), portant les encours à 5,0 milliards d'euros (-0,5 % par rapport à fin juin 2019). Les ventes par internet ou via la plateforme à distance demeurent à un niveau élevé et représentent à fin juin 2020, 41 % de la production de prêts personnels.

Engagée au service du développement des territoires et de l'économie réelle, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une croissance forte, qui se confirme encore sur le premier semestre 2020, avec des encours en progression de 21,1 % sur un an pour atteindre 36,2 milliards d'euros, confortant ainsi la position de La

Banque Postale en tant que premier prêteur des collectivités territoriales. Ces encours comprennent 4,3 milliards d'euros d'encours d'affacturage, La Banque Postale développant activement son offre de crédits spécialisés à destination des entreprises. Enfin, il est à noter que l'évolution des encours est minorée par la cession de 5,0 milliards d'euros sur la période à la Caisse Française de Financement Local, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local.

4.4.2 Performance opérationnelle

Un Produit Net Bancaire (PNB) résilient dans un contexte difficile

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 3 793 millions d'euros à fin juin 2020, en hausse de 29 millions d'euros hors provision Epargne Logement et hors effets périmètre et change (intégration de CNP Assurances) par rapport à fin juin 2019, soit +1,0 % dans un contexte de taux bas qui perdure et avec les effets de la crise de la Covid-19.

	2020.06	2019.06	Variation	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Banque de détail	2 602	2 596	+6	+0,2
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 459	1 467	-8	-0,6
<i>Commissions</i>	1 167	1 148	+19	+1,6
<i>Autres produits et charges</i>	-24	-19	-5	+25,4
Assurance	1 117	180	+938	n.s.
<i>Assurance non vie hors CNP</i>	153	180	- 27	-14,9
<i>Produit net bancaire CNP</i>	1 105	0	+1 105	+0,0
<i>Produit net bancaire PPA CNP (a)</i>	-140	0	-140	+0,0
Gestion d'actifs	74	74	-0	-0,1
PRODUIT NET BANCAIRE	3 793	2 850	+943	+33,1

(a) PPA (Purchase Price Agreement)

Pôle Banque de détail :

Le PNB du pôle Banque de Détail, retraité de la provision Epargne Logement, est en progression de 2,2 % par rapport à fin juin 2019 (56 millions d'euros).

La marge nette d'intérêts (MNI) ainsi retraitée progresse de 3 % pour atteindre 1 481 millions d'euros, l'obtention d'une compensation additionnelle de l'Etat de 50 millions d'euros pour 2020 (avec un impact de 25 millions d'euros sur le premier semestre 2020) et la gestion active du bilan ayant permis d'absorber les effets de la baisse des taux et de la crise Covid-19.

Les commissions affichent une hausse de 19 millions d'euros (+1,6 %), malgré un impact de la Covid-19 estimé à 71 millions d'euros.

Pôle Assurance :

Le PNB du pôle Assurance, intégrant CNP Assurances, s'élève à 1 117 millions d'euros.

Hors impact de l'intégration de CNP Assurances, le PNB du pôle Assurance s'établit à 153 millions d'euros affichant une baisse de -14,9 % par rapport à fin juin 2019 qui avait bénéficié d'une liquidation de provisions favorable sur exercices antérieurs.

Assurances Vie et emprunteur

Le chiffre d'affaires épargne/retraite s'établit à 4,6 milliards répartis de façon égale entre les contrats en euros et les contrats en unités de compte.

En France, le chiffre d'affaires à 2,9 milliards d'euros est impacté pour moitié par les conséquences de la crise financière et sanitaire (-2,3 milliards d'euros) et pour moitié par les conséquences de la politique commerciale de CNP Patrimoine visant à réduire son exposition aux contrats euros (-1 milliard d'euros) dans le contexte de taux bas. La part des contrats en unités de compte dans le chiffre d'affaire est en progression malgré le contexte difficile.

La collecte nette épargne/retraite est à -3,7 milliards d'euros à fin juin 2020 dont une décollecte de 4,3 milliards d'euros pour les contrats en euros et une collecte positive de +0,6 milliard d'euros pour les contrats en UC.

En Amérique Latine, le chiffre d'affaires de 0,8 milliard d'euros est en repli du fait de l'arrêt pendant trois mois des ventes de produits d'assurance aux guichets de la banque Caixa Economica Federal dont l'activité est exclusivement consacrée au paiement de l'aide d'urgence pour les populations à faible revenu.

En Europe hors France, le chiffre d'affaires à 1 milliard d'euros subit les effets de la crise sanitaire et d'une politique commerciale de restriction d'accès aux contrats en euros.

En Italie, l'activité est stable avec un maintien de la collecte au niveau de juin 2019.

Assurances IARD, Prévoyance, Santé:

Le chiffre d'affaires s'élève à 483 millions d'euros sur la période. Le portefeuille de contrats atteint désormais 4,633 millions de contrats, en légère croissance de 0,1 %.

En Prévoyance, le chiffre d'affaires s'établit à 258 millions d'euros, en baisse de 2,2 %. Le portefeuille de contrats à 2,633 millions de contrats, baisse de 1,4 %.

Sur l'IARD, le chiffre d'affaires à 181 millions d'euros progresse de 2,5 %, en lien avec l'impact des mesures d'accompagnement des assurés pendant la période de confinement.(application du tarif « Petit rouleur » sur le portefeuille assurance auto). Le portefeuille de contrats à 1,806 millions de contrats, croit de 2,6 % (39 % du portefeuille).

Le chiffre d'affaires **assurance emprunteur** s'élève à 1,3 milliard d'euros dont 0,9 milliard d'euros en France.

Pôle Gestion d'Actifs :

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs, à 74 millions d'euros, est stable (-0 million d'euros, soit -0,1 %) par rapport à fin juin 2019, et ce malgré la baisse des encours sous gestion.

Les encours sous gestion, qui se composent de ceux de La Banque Postale Asset Management et de Tocqueville Finance, et les encours distribués (Fonds Kames et Dutch Mortgages) du pôle s'établissent à 227,1 milliards d'euros à fin juin 2020, en baisse de 2,0 % sur la période. Cette baisse des encours est principalement liée à un effet marché négatif, reflet de la volatilité des marchés financiers sur la période (pour 2,5 milliards d'euros) et par une décollecte sur certains grands mandats institutionnels dans le contexte de rapprochement des activités de gestion d'Ostrum et de La Banque Postale Asset Management, décollecte plus que compensée par une hausse des commissions de gestion sur OPC.

Un résultat d'exploitation en hausse tenant compte de l'intégration de CNP Assurance et de l'impact de la crise sanitaire

Hors incidence de l'apport des titres de CNP Assurances, le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève 906 millions d'euros en hausse de 84,2 % par rapport à fin juin 2019.

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	3 793	2 850	+943	+33,1
Frais de gestion (a)	-2 682	-2 316	-367	+15,8
Résultat brut d'exploitation	1 110	534	+576	n.s.
Coût du risque	-228	-41	-186	n.s.
Gains et pertes sur autres actifs	-1	0	-1	n.s.
Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	3 007	0	+3 007	+0,0
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3 888	492	+3 396	n.s.
Coefficient d'exploitation LBP	71,9 %	83,2 %		-11,3 pt
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	25	0	+25	+0,0
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	3 913	492	+3 421	n.s.

(a) Le montant des Frais de gestion intègre un effet positif du Groupement de moyens pour 27,7 millions d'euros au 30.06.2020 et pour 37,2 millions d'euros au 30.06.2019

Les frais de gestion de la branche Banque Postale augmentent de 15,8 % par rapport à fin juin 2019, à -2 682 millions d'euros dont un effet périmètre de -363 millions d'euros lié à l'intégration de CNP. Hors cet effet périmètre, les frais de gestion sont en hausse de 3 millions d'euros reflétant les efforts constants de maîtrise des charges tout en poursuivant son programme de transformation (intégration de CNP et développement de ses filiales).

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 1 110 millions d'euros, est en progression de 108,0 %. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 71,9 %.

Le coût du risque, à 228 millions d'euros, est supérieur de 186 millions d'euros au niveau de fin juin 2019 intégrant une provision globale spécifique IFRS9 liée à la crise Covid-19 de 141 millions d'euros. Rapporté aux encours de crédit, il se situe à un niveau haut à 32 points de base⁷.

4.4.3 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1 estimé à 17,3 % au 30 juin 2020 (+5,1 points par rapport à décembre 2019 publié), niveau très supérieur à l'exigence globale de fonds propres CET1 (« OCR ») de 8,38 %⁸ fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable depuis le 2 avril 2020. Cette évolution intègre les effets de l'augmentation du capital social et l'impact exceptionnel lié à l'intégration de CNP Assurances.

Le ratio global de solvabilité s'établit à 20,8 %, en hausse de 4,6 points par rapport à fin juin 2019.

Le ratio de levier à fin juin 2020, hors encours d'épargne centralisée à la Caisse des dépôts⁹, s'établit à 6,1 %. Le ratio de levier, en application de la décision de mai 2019 de la Banque centrale européenne (excluant 50 % de l'épargne centralisée), est de 5,4 %.

La position de liquidité du bilan demeure supérieure aux exigences réglementaires et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 82,7 %, en baisse de 7,3 points, et un ratio LCR estimé à 157 % (ratio de liquidité court terme) contre 153 % au 31 décembre 2019.

⁷ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

⁸ L'exigence de fonds propres CET1 baisse sous l'effet de l'abaissement à 0% du taux de coussin contra-cyclique décidé le 1er avril 2020 par le Haut Conseil de stabilité financière (l'entrée en vigueur du relèvement de 0,25% à 0,50% décidé en 2019 devait intervenir le 2 avril 2020) et de la possibilité d'utiliser des fonds propres autres que de qualité CET1 aux fins de couverture du P2R (relevé quant à lui de 1,75% à 2% le 1er janvier 2020).

⁹ Conformément à l'Acte Délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014.

4.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » distribue auprès du grand public, les produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison mère) et de la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) proposant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	2020.06	2019.06	Variation	
		<i>proforma</i>	<i>vs N-1</i>	
		<i>sectoriel</i>	(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	1 798	1 862	-64	-3,4
Charges opérationnelles	-1 837	-1 885	+48	-2,5
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-39	-23	-16	+68
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-10	-13	+3	-23,8
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-49	-36	-13	+36

Le chiffre d'affaires représente la facturation interne des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services tels que :

- Des conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost) ;
- Pour La Banque Postale, des conventions de service basées sur les opérations traitées pour l'activité bancaire de guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Le transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

4.5.1 Réseau La Poste

Face à l'évolution de la société et des besoins des clients, La Poste se transforme et s'adapte aux nouveaux modes de vie pour offrir plus de services et de proximité. Le Réseau La Poste s'appuie sur une organisation regroupant 17 027 points de contact, composés de 7 708 bureaux de poste et 9 319 partenariats (La Poste Agence Communale et La Poste Relais). Par ce maillage, La Poste assure son rôle de contact auprès des clients en tout lieu du territoire. C'est ce contact que La Poste a su maintenir durant la crise sanitaire en trouvant rapidement une organisation compatible avec ses priorités : la santé et la sécurité des postiers et des clients.

Sa capacité à répondre aux situations les plus difficiles a été éprouvée par la crise sanitaire Covid-19 et

facilitée par les chantiers initiés depuis plusieurs années :

- Un plan d'actions d'efficacité commerciale bancaire qui passe par :
 - ✓ Une organisation managériale avec une responsabilisation plus grande au niveau des secteurs particulièrement clé dans le contexte de crise sanitaire ;
 - ✓ Une réalisation du plan de formation à 120 500 jours-hommes mené par l'Ecole de la Banque et du Réseau avec une montée en compétence renforcée sur l'activité d'assurance vie ;
 - ✓ L'aboutissement du poste de travail des conseillers bancaires Cap Client 3.0 avec des fonctionnalités additionnelles permettant la vente de produits à distance et pas uniquement en face à face.
- Un Réseau de service à la fois digital et humain grâce au déploiement d'outils digitaux pour les équipes et un accompagnement digital renforcé pour les clients :
 - ✓ Les chargés de clientèle répondent aux demandes des clients au cœur de l'espace de vente via un équipement en smartphones (Smartéo) permettant d'opérer la majorité des fonctionnalités (acheter un produit, déposer ou retirer un objet, donner son avis, etc.) ;
 - ✓ En milieu rural, le Réseau contribue au maintien de services au public dans les zones les plus fragiles. Son action pour réduire la fracture numérique se traduit par la mise à disposition d'équipements connectés et par un accompagnement de proximité. La mise à disposition de tablettes en libre-service facilite l'accès aux services en ligne du Groupe et d'opérateurs publics (Pôle Emploi, CAF, CPAM...) ;
 - ✓ En rural et en urbain, un accès internet gratuit est offert (2 heures en ayant adhéré à « Mon Compte »), et permet de simplifier et faciliter l'accès aux services numériques pour tous. 4 100 bureaux de poste en sont équipés à fin juin 2020 ;
 - ✓ En urbain, pour faciliter l'autonomie des personnes en difficulté avec le numérique, La Poste a mis en place dans près de 400 bureaux un important programme d'accompagnement fondé sur la mise à disposition de médiateurs et sur l'action de partenaires spécialisés dans la réduction de l'illectronisme ;
 - ✓ L'information client et la promotion sur le lieu de vente sont également modernisées grâce à un dispositif de communication digitale déployé dans 1 614 bureaux de poste, y compris dans les départements d'outre-mer.
- Une mise en place de formats diversifiés :
 - ✓ En milieu rural, La Poste maintient sa présence, grâce notamment à 501

Maisons de Services Au Public dont 48 ont reçu le label France Services à fin juin 2020 (le label France Services est décerné par l'Etat).

La Poste favorise le déploiement des facteurs-guichetiers : au nombre de 995 à fin juin 2020, ils partagent leur temps entre la réalisation de l'ensemble des prestations du facteur (distribution de courrier, colis, services de proximité) et celles du guichet d'un bureau de poste, assurant ainsi une prise en charge complète de l'offre postale ;

- ✓ En milieu urbain, en concertation avec les municipalités, la présence postale s'adapte aux besoins des citoyens : 1 129 La Poste Relais dans les villes de plus de 2 000 habitants en coopération avec de grandes enseignes nationales ;
- ✓ La modernisation des bureaux se poursuit depuis 5 ans : 1 778 en milieu urbain et 420 en milieu rural.

Par rapport à fin juin 2019, le Réseau, grâce à ses plans d'adaptation, a réduit ses coûts d'exploitation de -2,5 %. Cette réduction, intégrant les coûts liés à la crise sanitaire Covid-19, bénéficie directement aux branches du Groupe à travers la baisse de la facturation liée à leur utilisation du Réseau.

4.5.2 La Poste Mobile

Créée en 2011, La Poste Telecom est une joint-venture détenue à 51 % par Le Groupe La Poste et à 49 % par SFR. La Poste Mobile se positionne comme un opérateur à réseau physique offrant une gamme élargie de téléphonie fixe et mobile, un service de proximité de qualité et un service après-vente réactif.

Au premier semestre 2020, La Poste Mobile a adapté sa stratégie commerciale au contexte sanitaire, proposant le premier mois gratuit sur ses forfaits mobile. Les promotions sur les forfaits SIM 30 et 60Go ont stimulé les ventes de forfaits, qui représentent désormais 83 % des ventes de La Poste Mobile.

Cette stratégie commerciale a permis de conquérir 225 300 clients (y compris prépayés) dont 196 000 nouveaux abonnés sur le semestre. Les ventes nettes d'abonnements (après résiliations) se sont élevées à 64 000. Le parc total abonnés et prépayés a progressé de 3,8% sur le semestre pour atteindre 1,7 million de clients, dont 1,6 million sur les seuls abonnés.

Parallèlement à cette offre de téléphonie mobile, La Poste Mobile a modifié sa gamme de téléphonie fixe. Elle a arrêté la commercialisation de la box sous la marque LPM et commercialise, depuis le 19 mai, la box SFR.

4.6 Numérique

La Branche numérique est composée de deux pôles : le premier pôle développe des activités commerciales via ses filiales spécialisées dans le numérique, Docaposte et Mediapost Communication ainsi que le site de e-commerce laposte.fr ; le deuxième pôle pilote le déploiement de la stratégie numérique du Groupe, notamment la modernisation et la transformation numérique du Groupe en lien étroit avec les autres branches.

Le pôle d'activités commerciales s'organise autour de :

- ✓ Docaposte, opérateur de services physiques et numériques, spécialiste de l'accompagnement dans le passage au digital. La part de ses activités numériques (66 % à fin juin 2020) est en progression régulière ;
- ✓ Mediapost Communication, spécialisé dans le traitement de la data et dans l'intelligence artificielle ;
- ✓ Le site de e-commerce laposte.fr, qui développe le chiffre d'affaires en ligne des produits d'affranchissement (courrier, colis) et des offres de services (réexpéditions, Lettre Recommandée Electronique...).

Le pôle de modernisation et de transformation assure pour le Groupe :

- ✓ La modernisation des processus internes et clients, en particulier via la dématérialisation ;
- ✓ La transformation, en accompagnant le développement de nouveaux services autour du client final, en particulier via la connaissance clients et les projets d'innovation ;
- ✓ Le positionnement de tiers de confiance de La Poste dans le monde numérique : Digiposte, Identité Numérique, e-santé.

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	369	339	+30	+8,9
dont CA hors groupe	289	255	+34	+13,3
Charges opérationnelles	-404	-345	-60	+17,4
RESULTAT D'EXPLOITATION	-35	-5	-30	n.s.
Marge opérationnelle	-9,5%	-1,6%	-7,9 pts	

4.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires à fin juin 2020 est en progression de 30 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 (soit +8,9 %) et s'établit à 369 millions d'euros (340 millions d'euros sur le pôle activités commerciales et 29 millions d'euros sur le pôle Transformation/Innovation). Après retraitement des effets périmètre et change de +67 millions d'euros, l'évolution organique du chiffre d'affaires est de -37 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires du pôle activités commerciales progresse de 35 millions :

- ✓ Le chiffre d'affaires de Docaposte en progression de 35 millions d'euros par rapport à fin juin 2019, atteint 296 millions d'euros à fin juin 2020 soit +13,4 %. Cette croissance s'explique largement par des effets périmètre et change (+67 millions d'euros) correspondant à l'acquisition en janvier 2020 de Softeam et fin 2019 d'Arkhinéo et d'Icanopée. Hors effet périmètre et change, on observe une décroissance organique de Docaposte de -32,3 millions d'euros par rapport à fin juin 2019 sous l'effet de la crise sanitaire. Ainsi, les activités physiques

ont été et continuent d'être fortement pénalisées par la fermeture des sites clients (activités in situ), par la baisse significative des volumes du chèque, du contraventionnel et par la dégradation des conditions de production liée aux contraintes sanitaires. Les activités digitales sont quant à elles impactées par la baisse de la demande globale des activités de conseil (projets clients reportés ou annulés, réduction des appels d'offres) ;

- ✓ Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication, à 18 millions d'euros, recule de -2 millions d'euros soit -8,4 % par rapport à fin juin 2019 suite à l'arrêt des campagnes de publicité pendant le confinement ;
- ✓ Laposte.fr enregistre une progression significative de ses ventes, à 135 millions d'euros (+33,1 %) comptabilisées sous forme de commissions et refacturations de prestations techniques en augmentation de 1,2 million d'euros par rapport à fin juin 2019.

Le chiffre d'affaires du pôle Transformation et Innovation baisse de -5 millions d'euros. Il développe les projets transverses pour le compte du Groupe, et à ce titre génère des refacturations en diminution de -5 millions d'euros. Par ailleurs, le chiffre d'affaires de la Confiance Numérique augmente de 1 million d'euros en lien avec la progression des clients Digiposte.

4.6.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'établit à -35 millions d'euros à fin juin 2020, en baisse de 30 millions d'euros par rapport à fin juin 2019, dont -1 million d'euros d'effet périmètre et change, essentiellement imputable à l'impact négatif de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

4.7 Autres Secteurs

4.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	414	414	-0	-0,0
dont CA hors groupe	10	12	-2	-12,8
Charges opérationnelles courantes	-395	-385	-10	+3
Résultat de cession	3	4	-1	-26,3
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	22	34	-11	-33,9
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	-1	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	22	34	-12	-35,4
Marge opérationnelle	5,4%	8,3%	-2,9 pts	

Le chiffre d'affaires du pôle Immobilier s'élève à 414 millions d'euros et reste stable par rapport à fin juin 2019.

Le résultat d'exploitation, après quote-part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 22 millions d'euros, en baisse de -12 millions d'euros par rapport à fin juin 2019. Cette baisse s'explique principalement par des reprises de provisions pour litiges opérées en 2019 à hauteur de 10 millions d'euros et par une augmentation des amortissements (-7 millions d'euros) qui masquent les économies de charges propriétaires réalisées (5 millions d'euros) et de charges de fonctionnement (5 millions d'euros).

4.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux coûts du siège et aux directions Supports (principalement Gestion de parc de véhicules, Centres de services mutualisés (SI, RH, Comptable, Juridique, Achats...), Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité.

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	544	556	-12	-2,1
Charges opérationnelles	-637	-628	-9	+1,4
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-93	-72	-21	+28,8
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	0	-0	+13
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-93	-73	-21	+28,7

Les produits opérationnels s'établissent à 544 millions d'euros à fin juin 2020, en baisse de 12 millions d'euros, qui s'explique principalement par la baisse des refacturations de la filiale gestion de flotte automobile (-8 millions d'euros) consécutive à la baisse de l'activité et du roulage du parc durant le confinement. Les efforts d'optimisation des charges se poursuivent sur les fonctions supports mais sont atténués par la poursuite de transferts dans la perspective de mutualisation.

4.7.3 Charges non affectées

	2020.06	2019.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
coût net de la présence territoriale	-249	-250	+1	-0,5
Autres charges opérationnelles	-87	-73	-14	+18,5
RESULTAT D'EXPLOITATION	-335	-323	-12	+4

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire et l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectés aux branches.

Le repli de 12 millions d'euros du résultat, provient essentiellement d'une augmentation des charges liées aux dispositifs de fin de carrière (progression du nombre d'adhésions) et dans une moindre mesure d'une diminution du coût net de la présence territoriale.

5. Autres agrégats-clés du compte de résultat

5.1 Résultat financier

	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.06	vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-110	-112	+2	-1,9
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	3	-3	+6	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-107	-116	+8	-7,2
Autres éléments du résultat financier	-5	-8	+4	-43,9
RESULTAT FINANCIER	-112	-124	+12	-9,7

Le résultat financier s'améliore de 12 millions d'euros. Il représente au total une charge de 112 millions d'euros avec une baisse du coût de l'endettement financier net de 8 millions d'euros et une baisse de charges de 4 millions d'euros provenant des autres éléments du résultat financier.

La charge nette d'intérêts à 110 millions d'euros baisse de 2 millions d'euros (1,9 %). La variation de juste valeur au cours du premier semestre 2020 de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à une charge de 3 millions d'euros à fin juin 2020, diminue de 6 millions d'euros rapport au premier semestre 2019.

Les autres éléments du résultat financier (charge de 5 millions d'euros au premier semestre 2020), diminuent de 4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Ils correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (charge de 1 million d'euros, en diminution de 5 millions).

5.2 Résultat net part du Groupe

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2020.06	2019.06	Variation		
			Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	vs n-1 (hors apport titres CNP) (en M€)	(en %)
Produits opérationnels	14 495	12 795	3 007	+1 699	+13,3
Charges opérationnelles	-11 919	-12 212	3 007	-2 714	+22,2
Résultat d'exploitation	2 575	583	3 007	-1 014	n.s.
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	-11		+24	n.s.
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	2 588	572	3 007	-991	n.s.
Résultat financier	-112	-124		+12	-9,7
Résultat courant avant impôt	2 476	448	3 007	-979	n.s.
Impôt sur le résultat	-576	-108		-468	n.s.
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	632	143	594	-105	-73,4
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 532	483	3 600	-1 552	n.s.
Résultat net part du Groupe	2 315	474	3 600	-1 759	n.s.
Intérêts minoritaires	217	9		+208	n.s.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 2 315 millions d'euros à fin juin 2020, il progresse globalement de 1 841 millions d'euros par rapport à juin 2019, dont 3 600 millions d'euros induits par l'incidence de l'opération d'apport des titres CNP Assurances qui se décompose de la façon suivante :

- Constatation d'un badwill pour un montant de 4 578 millions d'euros correspondant à la différence entre la juste valeur des actifs et passifs de CNP Assurances avant PPA pris à hauteur du pourcentage de détention du Groupe (soit 10 538 millions d'euros) et la valeur de la totalité des titres détenus après l'opération valorisés au cours de bourse au jour de l'opération (soit 5 960 millions d'euros). Ce badwill a été enregistré au sein du résultat d'exploitation en tant que 'produits et charges opérationnels non courants'
- Dépréciation de la valeur des titres CNP précédemment mis en équivalence au regard du cours de bourse de l'action CNP Assurances au jour de l'opération pour un montant de -1 571 millions d'euros. Cette dépréciation a été enregistrée au sein du résultat d'exploitation en tant que 'produits et charges opérationnels non courants'
- Réaffectation au compte de résultat de la quote-part du Groupe dans les résultats latents et écarts de conversion de CNP Assurances pour un montant de 594 millions d'euros. Cette quote-part a été enregistrée au résultat en tant que quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence.

Hors incidence de l'opération d'apport des titres de CNP Assurances, le résultat net part du Groupe diminue de 1 759 millions d'euros (-1 896 millions d'euros à périmètre et change constants), avec pour principales composantes, une baisse du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de 991 millions d'euros (-1 661 millions d'euros à périmètre et change constants), principalement induite par les effets de la crise sanitaire sur l'activité du Groupe lors de ce premier semestre 2020, amplifiée par une hausse de la charge d'impôts du Groupe d'un montant de 468 millions d'euros consécutive à la dépréciation des impôts différés actifs du périmètre intégré fiscalement. Le résultat financier du Groupe demeure stable dans l'ensemble avec une charge de 112 millions d'euros, en hausse de 12 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, hors incidence de l'apport des titres de CNP Assurances, diminue de 105 millions d'euros essentiellement à la suite de la consolidation en intégration globale de BRT à compter du 1^{er} janvier et que le groupe détenait jusqu'alors à hauteur de 37,5% (17 millions d'euros), et de la consolidation en intégration globale de CNP Assurances à compter du 4 mars 2020 et que le Groupe détenait jusqu'alors à hauteur de 20,15 % (90 millions d'euros). La hausse des intérêts minoritaires provient essentiellement des intérêts minoritaires sur CNP Assurances (189 millions d'euros).

6. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variation du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides AT1) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

6.1.1 Free Cash-Flow

Le free cash-flow généré par le Groupe à fin juin 2020 est de -659 millions d'euros. Il est en baisse de 791 millions d'euros par rapport à fin juin 2019.

	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.06	vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation	166	519	-353	-67,9
Dividendes reçus des SME	2	336	-334	-99,4
Provisions RH hors dispositifs de fin de carrière	-49	28	-77	n.s.
EBITDA Ajusté	120	883	-763	-86,4
Variation BFR	-28	-337	+309	-91,8
Achats d'actifs corporels et incorporels	-436	-503	+67	-13,4
Cessions d'actifs corporels et incorporels	34	59	-25	-41,6
Intérêts financiers nets versés (Hors IFRS 16)	-33	-31	-2	+7,1
Coupons ATI reçus	0	29	-29	-100,0
Impôts sur les bénéfices	27	-13	+40	n.s.
CICE Imputé	2	331	-329	-99,4
CICE Généré	0	0	-0	+32,1
Remboursement des passifs de location	-310	-252	-58	+22,8
Charge d'intérêts sur passifs de location	-35	-34	-1	+4,3
FREE CASH-FLOW	-659	132	-791	n.s.

6.1.1.1 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté est de 120 millions d'euros à fin juin 2020, il baisse de 763 millions d'euros sous les effets conjugués d'une baisse d'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de 353 millions d'euros, du report au second semestre 2020 des dividendes à recevoir de La Banque Postale ce qui induit à fin juin 2020 un écart défavorable de 327 millions d'euros, et d'une hausse de 77 millions d'euros des charges sur provisions RH hors dispositifs de fin de carrière consécutive notamment à une augmentation de la provision pour allocation chômage de 68 millions d'euros.

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque qui s'établit à 166 millions d'euros, a diminué de 353 millions d'euros avec une baisse de 525 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis qui subit une forte décroissance des volumes consécutive de la crise sanitaire et que compense en partie

GeoPost dont l'EBE est en hausse de 201 millions d'euros avec notamment 91 millions d'euros d'effet périmètre provenant de BRT, et une incidence de la crise sanitaire globalement favorable à l'activité BtoC de GeoPost.

6.1.1.2 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les décaissements de trésorerie sur achats d'actifs corporels et incorporels diminuent de 67 millions d'euros à fin juin 2020 par rapport à fin juin 2019 pour atteindre 436 millions d'euros. Cette baisse est composée d'une diminution des investissements réalisés de 91 millions d'euros et d'une variation des dettes de fournisseurs d'immobilisation en écart défavorable de 24 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.06	Variation	
		<i>proforma</i>	<i>vs n-1</i>	
		<i>sectoriel</i>	<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Services - Courrier - Colis	-117	-112	-5	+4,3
GeoPost	-117	-112	-5	+4,3
Réseau La Poste	-11	-16	+5	-33,2
Numérique	-19	-36	+16	-46,1
Immobilier	-113	-147	+35	-23,6
Supports & Autres	-60	-80	+20	-25,5
Achat d'actifs incorporels et corporels	-436	-503	+67	-13,4
Variation des fournisseurs d'immobilisations	94	71	+24	+33,6
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-342	-433	+91	-21,0

Les achats d'actifs incorporels et corporels concernent :

- Branche Services-Courrier-Colis : le total des achats d'actifs corporels et incorporels est de 117 millions d'euros, en augmentation de 5 millions d'euros, dont 22 millions d'euros sur le Colis qui poursuit le développement de son schéma directeur industriel et informatique,
- GeoPost : 117 millions d'euros, en hausse de 5 millions d'euros dont 9 millions d'euros d'effet périmètre concernant BRT acquis en janvier 2020. Les projets du premier semestre se concentrent sur la construction des Hubs (UK et France) et des dépôts (Allemagne et France),
- Pôle Immobilier : 113 millions d'euros, en baisse de 35 millions d'euros, majoritairement attribuable à l'arrêt des chantiers pendant le confinement. Ces investissements concernent principalement la transformation des branches, ainsi que les grands projets menés par le Groupe, tels le schéma directeur industriel de la branche Services-Courrier-Colis (5 millions d'euros), le Louvre (10 millions d'euros) et VLP région (4 millions d'euros),
- Branche Numérique : 19 millions d'euros, en baisse de 16 millions d'euros par rapport à juin 2019,

- Supports et autres : 60 millions d'euros en baisse de 20 millions d'euros, dont 20 millions d'euros de baisse sur l'acquisition de véhicules pour le Groupe, sous l'effet de la crise sanitaire (fermeture des usines constructeurs).

6.1.1.3 **Cessions d'actifs corporels et incorporels**

Les cessions d'actifs corporels et incorporels s'élèvent à 34 millions d'euros en baisse de 25 millions d'euros par rapport à fin juin 2019.

Les cessions d'actifs couvrent notamment les cessions du Pôle immobilier qui s'élèvent à 16 millions d'euros à fin juin 2020, en baisse de 7 millions d'euros, ainsi que de 11 millions d'euros pour GeoPost en baisse de 10 millions d'euros en particulier à la suite de la cession au premier semestre 2019 d'un matériel technique (convoyeur d'Eindhoven) repris sous contrat de location financement.

Les cessions de véhicules, qui représentent 7 millions d'euros à fin juin 2020 sont en baisse de 4 millions d'euros.

6.1.1.4 **Autres éléments du Free Cash-Flow**

Les autres éléments du Free Cash-Flow contiennent notamment le solde net de CICE imputé et généré qui est de 2 millions d'euros à fin juin 2020 suite à l'arrêt du dispositif de CICE à compter du 1^{er} janvier 2019 (à l'exception des personnels affectés à Mayotte) avec un écart défavorable de 329 millions d'euros principalement correspondant à l'imputation et monétisation de CICE réalisée par la groupe au cours du premier semestre 2019.

La variation de besoin en fonds de roulement qui génère une consommation de trésorerie de 28 millions d'euros est en écart favorable de 309 millions d'euros notamment généré par la perte de chiffre d'affaires (créances clients) subie au cours de la crise sanitaire.

6.1.2 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 2 031 millions d'euros en 2020. Elle s'établit désormais à 8 493 millions d'euros, dont 3 254 millions d'euros de passifs de location.

La variation de dette du Groupe est fortement corrélée au solde net des flux liés à la croissance externe et aux actifs financiers (-667 millions d'euros), à la variation des dettes de location financement en hausse de 629 millions d'euros en lien avec les opérations de croissance externe, et au Free cash-flow généré (-659 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.06	vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	-659	132	-791	n.s.
Dividendes versés	-27	-219	+192	-87,7
Croissance externe et actifs financiers nets	-667	-78	-589	n.s.
Variation des dettes de location financement	-629	-72	-557	n.s.
Variation des ICNE sur instruments financiers	-38	-48	+10	-20,5
Augm. / Réduc. Capital	0	0	-0	-98,6
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	0	0	+0	-
Incidence des Var. périmètre et change sur dette	-58	-6	-52	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	49	-28	+77	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-33	-12	-21	n.s.
Autres éléments de variation de la dette nette	32	4	+28	n.s.
Var. Dette Nette	-2 031	-326	-1 705	n.s.
Dette nette à l'ouverture	6 462	3 442	+3 020	+87,7
1ère application IFRS 16 au 01/01/2019	0	2 462	-2 463	n.s.
Dette nette Cloture (Publié)	8 493	6 231	+2 262	+36,3

6.1.2.1 Incidence des opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers sur la dette nette du Groupe

Le solde net des flux liés à la croissance externe et aux mouvements sur actifs financiers est de 667 millions d'euros, en hausse de 589 millions d'euros par rapport à 2019, avec pour composantes les éléments suivants :

- Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise pour un montant de 587 millions d'euros, en hausse de 554 millions d'euros,
- Acquisitions d'actifs financiers pour un montant de 87 millions d'euros, en hausse de 17 millions d'euros,
- Achats d'intérêts minoritaires : écart favorable de 10 millions d'euros. Le Groupe n'a opéré aucun achat d'intérêts minoritaires au cours du premier semestre 2020,
- Cessions d'actifs financiers pour un montant de +8 millions d'euros.

La répartition sectorielle des flux liés à la croissance externe est la suivante :

- La branche Services-Courrier-Colis a effectué des opérations de croissance externe pour un montant global de 31 millions d'euros avec notamment le versement de compléments de prix pour un montant global de près de 16 millions d'euros relatifs aux acquisitions de WnDirect, EDENEXT et IM Santé réalisées précédemment. La branche Services-Courrier-Colis a en outre procédé à un ensemble d'acquisitions de titres non consolidés dans le domaine de la santé pour un montant de près de 13 millions d'euros ;
- GeoPost avec un montant total de 627 millions d'euros en 2020 a notamment procédé à l'acquisition de titres BRT prenant ainsi le contrôle de BRT que Le Groupe détient désormais à 85 %. GeoPost a également participé à une augmentation de capital auprès de la société Ninja Van (mise en équivalence) pour un montant de 56 millions d'euros.

6.1.2.2 **Dividendes versés par le groupe en 2020**

Le Groupe a versé en 2020 un montant global de 27 millions d'euros au titre des dividendes. Ce montant se décompose de la manière suivante :

- 3 millions d'euros versés aux actionnaires minoritaires du Groupe,
- 23 millions d'euros inscrits en dividendes versés et correspondant à la rémunération de titres subordonnés hybrides perpétuels souscrits en 2018 et inscrits aux fonds propres du Groupe.

6.1.3 Variation de la trésorerie

La trésorerie du Groupe à fin juin 2020 augmenté de 785 millions d'euros. Elle atteint ainsi 3 241 millions d'euros, pour une position à l'ouverture de l'exercice de 2 456 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.06	vs n-1	
			(en M€)	(en %)
Free cash-flow	-659	132	-791	n.s.
Dividendes versés	-27	-219	+192	-87,7
Croissance externe et actifs financiers nets	-667	-78	-589	n.s.
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	2 391	483	+1 907	n.s.
Remboursement des emprunts (Hors passifs de location)	-611	-336	-275	+82,0
Augm. / Réduc. Capital	0	0	-0	-98,6
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	0	0	+0	-
Var actifs financiers de gestion de trésorerie	25	5	+20	n.s.
Autres flux de liés aux opérations de financement	50	16	+34	n.s.
Effet change et changement de méthode	-24	2	-26	n.s.
Flux de trésorerie intragroupe	291	-242	+533	n.s.
Neutralisation Prov RH hors DFC	49	-28	+77	n.s.
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-33	-12	-21	n.s.
Variation de la trésorerie	785	-276	+1 061	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	2 456	2 286	+170	+7,4
Trésorerie à la clôture	3 241	2 010	+1 231	+61,2

Cette variation de trésorerie provient principalement des éléments suivants :

- Une consommation de trésorerie de 1 353 millions d'euros issue du solde net du Free cash-flow généré, des dividendes versés et de la consommation de trésorerie liée aux opérations de croissance externe et achats d'actifs financiers.
- Une hausse nette de trésorerie de 2 090 millions d'euros provenant des encaissements liés aux nouveaux emprunts et aux remboursements des emprunts hors IFRS 16 :

- o Emissions de billets de trésorerie pour un montant de 480 millions d'euros et tombées de billets de trésorerie pour un montant identique se traduisant par un maintien de l'encours des billets de trésorerie à 300 millions d'euros.
- o Emission obligataire sénior double tranche pour un montant global de 1 800 millions d'euros avec une première tranche de 650 millions d'euros (maturité 6,5 ans) et une seconde de 1 150 millions d'euros (maturité 12 ans).
- Un flux de trésorerie intragroupe de -291 millions d'euros correspondant à l'évolution de la situation financière nette envers La Banque Postale et principalement due à l'évolution du solde des comptes courants de La Poste SA à La Banque Postale à 275 millions d'euros à fin décembre 2019 pour une position à 465 millions d'euros fin 2019, ainsi que l'enregistrement d'un emprunt pour un montant de 105 millions d'euros émis auprès de La Banque Postale dans le cadre des opérations liées à l'acquisition de BRT. On note également une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe de 11 millions d'euros à laquelle il convient de retrancher une hausse de 14 millions d'euros des comptes bancaires détenus par les filiales,
- Une augmentation de trésorerie provenant des mouvements sur actifs financiers de gestion de trésorerie de 25 millions d'euros, liée au remboursement à échéance de divers placements à plus de trois mois partiellement remplacés,
- Une augmentation des autres flux liés aux opérations de financement de 50 millions d'euros provenant principalement d'une augmentation des concours bancaires courants.

6.1.4 Dette brute

L'endettement brut du Groupe a augmenté de 2 469 millions d'euros au cours du premier semestre 2020. Il est désormais de 12 267 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Obligations	7 798	6 032	+1 766	+29,3
Obligations Court terme	0	0	+0	-
Obligations Moyen et long terme	7 798	6 032	+1 766	+29,3
Bons La Poste	53	54	-0	-0,3
Bons La Poste Court terme	53	54	-0	-0,3
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	300	300	+0	+0,0
Billets de trésorerie Court terme	300	300	+0	+0,0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements reçus	111	103	+9	+8,6
Dépôts et cautionnements recus Court terme	84	76	+8	+10,9
Dépôts et cautionnements reçus Moyen Long terme	27	26	+0	+1,9
Interêts courus	84	64	+21	+32,4
Interêts courus	84	64	+21	+32,4
Dette subordonnée	445	444	+1	+0,2
Passifs de location	3 254	2 625	+629	+24,0
Passifs de location Court terme	526	492	+34	+6,8
Passifs de location Moyen Long terme	2 728	2 133	+596	+27,9
Autres hors passifs de location	221	177	+44	+24,7
Autres Court terme	151	91	+60	+66,0
Autres Moyen Long terme	70	87	-16	-18,6
ENDETTEMENT BRUT	12 267	9 798	+2 469	+25,2
Endettement Brut Court terme	1 199	1 077	+122	+11,4
Endettement Brut Moyen Long terme	11 068	8 721	+2 347	+26,9

La dette obligataire du Groupe à fin juin 2020 est constituée de 15 emprunts à taux fixe d'origine (hors emprunts hybrides et y compris green bond), « variabilisés » pour certains, puis « refixisés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements enregistrés en 2020 portent sur la dette obligataire qui augmente de 1 766 millions d'euros suite à l'émission en avril 2020 d'un emprunt obligataire sénior double tranche

pour un montant total de 1 800 millions d'euros. Les deux tranches, de maturités 6,5 ans (2026) et 12 ans (2032), ont pour montant respectif 650 millions d'euros et 1 150 millions d'euros.

L'encours des billets de trésorerie, est demeuré stable à 300 millions d'euros. On notera également que les intérêts courus non échus augmentent de 21 millions d'euros alors que les dépôts et cautionnements reçus augmentent de 9 millions d'euros.

La dette subordonnée, valorisée à 445 millions d'euros à fin juin 2020 (pour une valeur nominale de 500 millions de dollars US swappée en euros) augmente de 1 million d'euros sous l'effet de l'évolution du change Euro / Dollar US.

Le coût de la dette à 1 an s'établit à 1,89 % à fin juin 2020 (2,54 % à fin décembre 2019). Projeté sur les prochaines années, le coût moyen de la dette à 4 ans est de 1,65 % à fin décembre 2019 (2,04 % à fin décembre 2019).

6.1.5 Dette nette

	Semestre clos le 30 juin			
	2020.06	2019.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	12 267	9 798	+2 469	+25,2
Trésorerie	-3 241	-2 456	-785	+32,0
Autres éléments d'actif	-533	-880	+347	-39,4
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	8 493	6 462	+2 031	+31,4

L'endettement net du Groupe s'élève à 8 493 millions d'euros à fin juin 2020. Il progresse de 2 031 millions d'euros par rapport à décembre 2019.

Les autres éléments d'actifs qui s'élèvent à -533 millions d'euros sont constitués des éléments suivants :

- Dérivés actifs associés à la dette avec une juste valeur de 85 millions d'euros, en baisse de 27 millions d'euros,
- Placements à échéance supérieurs à trois mois à l'origine pour un montant de 300 millions d'euros, qui sont en diminution de 25 millions d'euros par rapport à décembre 2019,
- Dépôts de garantie versés liés aux dérivés inscrits à l'actif pour un montant de 0 million d'euros, en diminution de 4 millions d'euros
- Situation financière nette envers La Banque Postale en position créditrice de 148 millions d'euros qui a diminué de 291 millions d'euros au cours du premier semestre 2020.

6.1.6 Capitaux propres et structure financière

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2020.06			2019.12	Variation	
	Incidence de l'apport des titres de CNP Assurances	Hors incidence de l'apport des titres de CNP Assurances			vs n-1 (hors apport titres CNP) (en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	12 624	12 624	12 624	12 014	+611	+5,1
Augmentation de capital	1 968	1 968	0	0	+0	n.s.
Résultat net part du Groupe	2 315	3 600	-1 285	822	-2 107	n.s.
Distribution de dividendes	-57		-57	-217	+160	-73,6
Rés. latent sur inst. financiers	-1 134	-743	-391	356	-747	n.s.
Ecart de conversion	-288	149	-438	34	-472	n.s.
Écarts actuariels	7		7	-77	+84	n.s.
Autres éléments	2 185	2 059	126	-308	+434	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	17 620	7 034	10 586	12 624	-2 038	-16,1
Intérêts minoritaires	11 250	10 997	254	907	-653	-72,0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	28 870	18 030	10 840	13 531	-2 691	-19,9

Les capitaux propres part du Groupe s'élevaient à 17 620 millions d'euros à fin juin 2020. Ils progressent de 7 034 millions d'euros sous l'effet de l'opération d'apport des titres de CNP Assurances avec une augmentation de capital de 4 027 millions d'euros (capital social et primes d'émission pour 1 968 millions d'euros et réserves pour 2 059 millions d'euros) et un produit, net du recyclage des résultats latents et écart conversion de 3 007 millions d'euros.

Hors opération d'apport des titres, les capitaux propres du Groupe baissent de 2 038 millions d'euros, sous l'effet principalement d'un résultat net part du Groupe hors incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances de -1 285 millions d'euros et d'une variation des résultats latents sur instruments financiers et des écarts de conversion de -828 millions d'euros. Les autres éléments des capitaux propres part du Groupe progressent globalement de 75 millions d'euros.

Les intérêts minoritaires s'élevaient à 11 250 millions d'euros, en hausse de 10 343 millions d'euros, dont 10 997 millions d'euros liés à l'intégration de la CNP.

6.2 Notation financière

L'agence de notation Fitch a confirmé, en mai 2020 pour La Poste, et en avril 2020 pour La Banque Postale, leurs notations court terme et long terme, avec révision de la perspective de La Poste à négative, consécutivement à celle de la France, et maintien de la perspective de La Banque Postale à stable. Le 15 juillet 2020, l'agence Fitch a attribué à CNP Assurances la notation A+ perspective stable.

L'agence Standard and Poor's a confirmé en décembre 2019 la notation et la perspective de CNP Assurances et, a confirmé en mars 2020 les notations court terme et long terme de La Poste et de La Banque Postale, révisant leurs perspectives de positive à stable, dans le contexte de pandémie de Covid-19.

L'agence Moody's a confirmé en juin 2020 la notation de CNP Assurances.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1+	Négative	22 mai 2020
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	27 mars 2020

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-	F1	Stable	15 avril 2020
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	27 mars 2020

Notation de CNP Assurances

Société	Agences	Notation Long Terme	Perspective	Dernière révision
CNP Assurances	Fitch Ratings	A+	Stable	15 juillet 2020
	Moody's	A1	Stable	11 juin 2020
	Standard and Poor's	A	Stable	18 décembre 2019

7. Perspectives et évènements post clôture

7.1 Perspectives

Le Groupe poursuivra durant les prochains trimestres ses efforts afin de limiter les impacts pérennes de la Crise sanitaire sur ses résultats en déployant notamment un plan d'économies ambitieux.

Il s'attachera à répondre dans la durée aux enjeux d'équilibre financier du Service Universel.

Le Groupe s'attachera également à répondre au besoin de poste exprimé pendant le confinement, en soutenant la croissance accélérée du colis et de l'express, et en préparant les organisations et processus à déployer dans l'hypothèse d'une seconde vague de la crise.

Le Groupe reste pleinement engagé dans le développement des synergies engagées entre la Caisse des Dépôts, La Poste, La Banque Postale et CNP Assurances afin de consolider le premier pôle financier public.

Il poursuivra également ses ambitions de transformation via la croissance externe, et prêtera une attention particulière à l'intégration des sociétés récemment acquises (BRT, EDE et Softeam).

Le second semestre 2020 sera également le dernier semestre du plan stratégique « La Poste 2020 : conquérir l'avenir » et celui de la construction du nouveau plan stratégique « La Poste 2030 », qui associera l'ensemble des parties prenantes, dans un contexte post-Covid encore soumis à de forts aléas.

7.2 Evènements post clôture

Néant

1.2 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont commentées dans la note 24 « Transactions avec les parties liées » de l'annexe aux états financiers consolidés au 30 juin 2019.

1.3 Principaux facteurs de risques et incertitudes

Les principaux risques portant sur le Groupe La Poste, et conditionnant sa bonne santé économique et sa capacité à atteindre ses objectifs stratégiques, ont fait l'objet d'une actualisation en 2019.

Ces risques majeurs sont identifiés et évalués dans le cadre d'une démarche pilotée par la direction des risques du Groupe, fruit des travaux menés à tous les échelons du Groupe (Direction générale, direction de branche ou filiale, établissement). La cartographie des risques et les plans de maîtrise qui résultent de cette démarche sont présentés au Comité exécutif puis exposés au Comité d'audit.

Le présent chapitre détaille les facteurs de risques spécifiques au Groupe La Poste qui nous paraissent avoir un impact net significatif et susceptible d'influencer la prise de décision d'investissement. En termes de méthodologie, seuls ont été sélectionnés les facteurs de risque dont le caractère spécifique au Groupe La Poste est avéré et l'impact net est le plus significatif. L'impact net tient compte de l'ensemble des mesures d'atténuation du risque mises en place par le Groupe. Ces travaux ont été effectués sur la base d'une revue de la cartographie des risques majeurs du Groupe.

Les facteurs de risques sont répartis en quatre catégories. La 1^{re} catégorie regroupe les facteurs de risque amont et exogènes au Groupe, liés à son environnement économique, financier et géopolitique qui contribuent notamment à la définition et à l'actualisation de sa stratégie. Les 3 autres catégories regroupent les facteurs de risque aval pesant sur la mise en œuvre de la stratégie du Groupe La Poste :

- les facteurs de risque relatifs à l'environnement économique, financier et géopolitique qui menacent l'atteinte des objectifs du Groupe La poste dans le cadre de son objet social, de ses missions de service public et liés aux attentes de ses diverses parties prenantes ;
- les facteurs de risque liés à la transformation du modèle économique du Groupe et à la mise en œuvre de ses relais de croissance, qu'il s'agisse d'activités du Groupe déjà bien implantées mais porteuses de risques en termes de croissance ou d'activités nouvelles à développer jusqu'à ce qu'elles atteignent la taille critique ;
- les risques liés au non-respect des lois et des règlements : souvent communs à toutes les entités du Groupe, ils concernent principalement les sujets de conformité bancaire et de respect de la réglementation liée à la lutte contre la corruption, à la protection des données personnelles et au respect du droit à la concurrence. Leur agrégation et/ou leur intensité en font des enjeux significatifs à l'échelle du Groupe ;
- les risques transverses liés aux activités du Groupe : ils couvrent principalement les problématiques de santé et de sécurité des personnes, de cybercriminalité, de perturbation des activités en cas de crise majeure et d'adaptation aux enjeux environnementaux et sociétaux.

Les tableaux ci-dessous présentent pour chacune des 4 catégories décrites ci-dessus :

- Les facteurs de risque principaux, au regard de leur criticité nette combinant leur probabilité d'occurrence et leur impacts négatifs;
- leur description ;
- leurs impacts négatifs potentiels ;
- les principales mesures d'atténuation mises en œuvre ;
- la tendance d'évolution de ces facteurs de risque par rapport à l'exercice précédent.

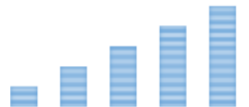
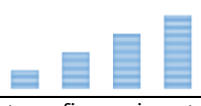
Ces facteurs de risque sont présentés par ordre décroissant de criticité nette dans chacune des catégories. Malgré la politique active d'identification des risques conduite par le Groupe, d'autres risques dont le Groupe n'a actuellement pas connaissance ou qui sont considérés à la date du présent document comme non significatifs pourraient exister, et, s'ils devaient se concrétiser, être susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur le Groupe, ses activités, sa situation financière, ses résultats, sa capacité à réaliser ses objectifs ou sa réputation.



Légende « tendance d'évolution » :

- › tendance à l'amélioration du facteur de risque
- tendance à la stabilité du facteur de risque
- ⤵ tendance à l'aggravation du facteur de risque

RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET GEOPOLITIQUE


1. Conséquences du niveau des taux sur les résultats de la Banque Postale	Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>La persistance d'un environnement de taux bas est de nature à pénaliser l'activité de La Banque Postale et en particulier celle de la banque de détail. En 2019, la Banque Postale contribue aux produits opérationnels consolidés du Groupe La poste à hauteur de 21,6%.</p> <p>Plus spécifiquement, durant les périodes de taux bas, les <i>spreads</i> (ou écarts) de taux d'intérêt pourraient avoir un impact défavorable sur le niveau de la marge nette d'intérêt de La Banque Postale.</p> <p>Les produits d'épargne réglementée (Livret A, Livret de développement durable et solidaire, Livret d'épargne populaire) présenteraient des taux de rémunération supérieurs aux taux de marché. La Banque Postale, distributeur historique de ces produits verrait sa capacité à réduire le coût des dépôts de ses clients limitée.</p> <p>Par ailleurs, un contexte prolongé de taux d'intérêts bas pourrait conduire à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et/ou d'autres prêts à taux fixes consentis à la clientèle de particuliers et d'entreprises de La Banque Postale, ce qui serait de nature à impacter significativement les revenus et la rentabilité de La Banque Postale. La capacité de La Banque Postale à renforcer seule ses fonds propres pourrait être réduite.</p> <p>Enfin, La Banque Postale intègre depuis le début de l'année 2020 dans son périmètre de consolidation CNP Assurances, elle-même exposée au risque de taux. Cette intégration entraînera un relèvement de la trajectoire de résultat et un renforcement des fonds propres de La Banque Postale à court terme. Le bilan du nouvel ensemble, plus lourd, restera cependant exposé aux effets des taux négatifs sur le long terme.</p>	↗



Principales mesures d'atténuation	<p>En réponse à ce contexte défavorable, la stratégie de La Banque Postale consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ développer des activités moins dépendantes des taux à moyen et long terme, ▪ développer l'équipement de la clientèle : gestion de patrimoine, gestion d'actifs, crédit à la consommation avec un souci constant de contrôle des risques, et ▪ affiner le pilotage tarifaire de la banque commerciale et maîtriser ses charges d'exploitation. <p>(Cf URD 2019, section 1.8)</p>			
2. Attrition du courrier physique		Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>La baisse des volumes du courrier physique pourrait s'accélérer sous l'effet de la dématérialisation des échanges et des réglementations favorables à cette dématérialisation. Cette accélération rendrait difficile la couverture des coûts du service universel (cf URD 2019, section 1.14), pourrait se traduire par une réduction du résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis (cf URD 2019, section 5.1.3.2) et entraîner des difficultés à organiser l'outil de production et à préserver l'emploi. A noter que le chiffre d'affaires des correspondances et du courrier publicitaire et autres produits et services représentaient 27% du chiffre d'affaires du Groupe La Poste en 2019 (30% en 2018 et 31% en 2017).</p> <p>Le modèle économique de la branche reste très sensible à la réalisation des hypothèses de chiffre d'affaires du courrier, en particulier celles relatives aux volumes.</p> <p>L'État, les collectivités territoriales et les entreprises sont engagés dans une stratégie de diminution de leurs dépenses et de transformation digitale qui impacte les hypothèses d'accélération de la baisse des volumes.</p>	↗		
Principales mesures d'atténuation	<p>La stratégie mise en œuvre au niveau de la branche consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mener des actions marketing, adapter et développer les gammes de courrier (lettre prioritaire, lettre verte et courrier économique), ▪ Poursuivre le développement des services de proximité, des services aux seniors (Silver économie) et des offres aux professionnels, ▪ adapter l'outil industriel aux besoins générés par les activités courrier et colis, et ▪ anticiper les échéances de dématérialisation et de massification des flux des grands comptes. <p>(Cf URD 2019, section 1.6)</p>			
3. Émergence de nouveaux acteurs dans la banque de détail		Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>L'émergence de nouveaux concurrents à la périphérie du secteur financier et assurantiel offrant une relation désintermédiée aux clients pourrait entraîner des pertes de parts de marché pour la Banque Postale et se traduire pour celle-ci par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une réduction de ses parts de marché notamment par le non-renouvellement de sa clientèle, ▪ une perte de contact avec les clients particuliers, ▪ des difficultés accrues à supporter les coûts fixes d'une grande banque de proximité à l'activité très réglementée. <p>Pour rappel, l'activité de banque de détail représente 93% du PNB de La Banque Postale (cf URD, section 1.8.2), qui elle-même représente 21,6% des produits opérationnels consolidés du Groupe La Poste (cf URD 2019, section 1.1).</p> <p>L'adoption de la deuxième Directive des Services de Paiement qui reconnaît le statut d'agrégateur à ces nouveaux acteurs (avec de faibles contraintes</p>	→		



	réglementaires) est un premier pas réglementaire de reconnaissance et de facilitation de cette transition dans la mesure où elle contraint les établissements bancaires à leur faciliter l'accès aux comptes.		
Principales mesures d'atténuation	<p>La Banque Postale s'est engagée très tôt dans sa transformation digitale, la digitalisation de ses processus et le développement de sa banque digitale pour adapter ses outils aux nouveaux usages de sa clientèle. Pour ses clients les plus digitalisés, La Banque Postale a lancé le 22 juillet 2019 Ma French Bank, une banque 100% mobile. Elle mène également en parallèle une politique d'innovation et des partenariats avec les acteurs de la Fintech (par exemple, dans le domaine du financement participatif avec KissKissBankBank, l'organisation du hackathon Intelligence Artificielle, la création de l'incubateur Plateform58) et de l'AssurTech.</p> <p>La Banque Postale propose enfin des services visant à renforcer son attractivité de banque omnicanale (agrégateur de compte, digitalisation des parcours de distribution des crédits pour les professionnels). (Cf URD 2019, section 1.8)</p>		
4. Pression concurrentielle dans l'Express		Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Dans le contexte actuel de ralentissement de la croissance économique mondiale, il existe sur le marché du colis une tension inflationniste sur le coût de transport, qu'il est difficile de répercuter sur les prix à la clientèle. Par ailleurs, l'activité de GeoPost sur le transport du colis express et rapide (représentant 29,6% des produits opérationnels consolidés du Groupe) fait face à une forte pression tarifaire, tant sur le segment BtoB que le BtoC, avec la difficulté de maintenir des tarifs correspondants aux coûts de production des prestations de service à forte valeur ajoutée, notamment dans un environnement européen marqué par des difficultés de recrutement. Il pourrait en résulter un effet de ciseaux entre prix de vente et coûts de production, du fait de tarifs maintenus trop bas sous l'action de certains acteurs du marché par rapport à des coûts de main-d'œuvre croissants, et en conséquence, une baisse du résultat d'exploitation de GeoPost. (cf URD 2019, section 5.1.3.3)</p>		↘
Principales mesures d'atténuation	<p>Des mesures adaptées concourent à limiter les impacts de la forte pression concurrentielle dans l'Express, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La revue de la politique tarifaire, notamment en Allemagne (cf URD 2019, section 5.1.3.3), ■ La poursuite d'une croissance organique et externe (plusieurs acquisitions ont été effectuées dont en 2019, Tipsa en Espagne, Geis Parcel en République tchèque et en Slovaquie, Lenton en Asie et début 2020, BRT en Italie) (cf URD 2019, section 5.1.1.4), ■ Le lancement de solutions innovantes et à valeur ajoutée (livraison de produits frais et de repas). <p>A titre d'illustration, depuis 2018, les actions mises en œuvre par GeoPost dans l'ensemble des BU européennes ont permis de restaurer progressivement les marges en dépit d'un environnement concurrentiel caractérisé par la montée des opérateurs postaux qui ont progressivement mis en place des politiques tarifaires pour capter des parts de marché dans le domaine du colis. Le corollaire a été un ralentissement maîtrisé de la croissance des volumes sur un marché lui-même en décélération. (Cf URD 2019, section 1.7)</p>		
5. Risque pays		Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe exerce une part croissante de ses activités à l'international (soit 30% du chiffre d'affaires consolidé en 2019, vs 27% en 2018) au travers notamment de son activité d'expressiste. L'instabilité liée aux conditions</p>		↘


	<p>financières, économiques ou politiques de pays étrangers peut jouer défavorablement sur les taux de change, l'activité et la marge dans ces pays. En conséquence, la consolidation des résultats des filiales étrangères en est impactée également. Les devises concernées sont notamment, la livre sterling, le rouble, le real, le rand Sud-Africain, ainsi que celles des pays où sont présents Tigers (Asie, Australie, Europe, Etats Unis, Afrique, et Inde) et Biocair (Asie, Australie, Europe, Etats Unis et Afrique) (cf URD 2019, section Geopost).</p> <p>La matérialisation du Brexit a commencé à générer un impact négatif sur les flux transfrontaliers entre la filiale de Geopost au Royaume-Uni et les autres pays européens.</p> <p>L'impact au 31 12 2019 du risque de change sur le chiffre d'affaires consolidés du Groupe hors activités bancaires s'est élevé à 18 m€, provenant pour l'essentiel de la livre sterling et son incidence sur le résultat d'exploitation 2019 n'est pas significative (cf note 33.4 aux états financiers consolidés).</p>	
Principales mesures d'atténuation	<p>La stratégie mise en œuvre par le Groupe repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • autant que faire se peut, le financement des acquisitions par un endettement en monnaie locale, afin de neutraliser à la source les effets de change sur les produits d'exploitation, • le suivi des aléas des marchés locaux dans le pilotage des activités et des résultats • la mise en œuvre d'une organisation spécifique pour limiter les effets opérationnels du Brexit sur les activités du Groupe (volumes à dédouaner, impacts RH, financiers et opérationnels). 	

RISQUES LIES A LA TRANSFORMATION DU MODELE ECONOMIQUE DU GROUPE


6. Relais de croissance		Degré de criticité	Tendance d'évolution
			
Description et impacts potentiels	<p>Face à la baisse de son cœur d'activité historique (cf risque 2) et aux facteurs qui menacent ses activités bancaires (cf risques 1 et 3) et d'Express (risque 4), la nécessaire transformation du modèle économique du Groupe passe par le développement de relais de croissance, sources de chiffre d'affaires et de marge potentiels. Ceux-ci pourraient s'avérer insuffisants, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, générant une compensation trop limitée du recul des activités traditionnelles.</p> <p>En outre, l'intégration des sociétés pourrait s'avérer difficile et les synergies escomptées longues à réaliser ou inopérantes.</p>		↗
Principales mesures d'atténuation	<p>Le Groupe La Poste, dans le cadre du déploiement de son plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir », a défini plusieurs axes de développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Accompagner et renouveler ses offres traditionnelles autour notamment des nouveaux usages comme par exemple les services de portage de livraison à domicile, de retour à l'expéditeur depuis le domicile (reverse logistique) ou la multiplication des services à la personne (cf URD 2019, section 1.6.3), ■ Conquérir de nouveaux territoires de croissance comme l'illustrent les acquisitions récentes dans les domaines du numérique (acquisition de Softeam Group), de la Silver économie et de la Santé (acquisitions d'Asten Santé de Diadom et d'Agévie), de la logistique urbaine et de la transition énergétique (acquisition d'EDE), ■ Soutenir et financer l'innovation au travers par exemple du coffre-fort électronique, ou de l'identité et du hub numériques, etc. (cf URD 2019, section 1.10), ■ Contribuer à la modernisation de l'action publique, avec par exemple le passage de l'épreuve du code de la route, le développement d'une e- 		

	<p>administration simplifiant la délivrance de documents administratifs comme les certificats d'immatriculation (acquisition récente de Voxaly). Pour rappel, le poids relatif du courrier traditionnel dans le chiffre d'affaires global du Groupe La Poste est passé de 36% en 2014 à 25,6% en 2019. (Cf URD 2019, section 1.4)</p>		
7. Transformation des réseaux et des outils de production du Groupe	Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe s'est engagé dans un programme de transformation de ses réseaux de distribution et de ses outils de production historiques (bureaux de poste, plateformes de traitement et de distribution de courrier et de colis, infrastructures bancaires). Les enjeux de conquête et de fidélisation des clients, et d'optimisation des coûts visés par ce programme stratégique seraient remis en cause en cas d'insuffisance, de retard ou d'inefficacité des actions entreprises, avec en corollaire une difficulté à satisfaire les nouveaux modes de consommation des clients et à intégrer ces transformations pour les collaborateurs du Groupe.</p>		→
Principales mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none"> • La transformation du réseau physique d'accueil de clients (nouveaux formats et diversification des formats de bureaux de poste, mutualisation des espaces) • La mise en œuvre d'un nouveau schéma industriel transformant les plateformes courrier en plateformes multi-flux • La sensibilisation croissante des managers à un pilotage par les résultats. 		
8. Ressources financières	Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à financer la transformation de son modèle économique et à assurer le développement de ses nouveaux métiers par génération insuffisante de cash-flow d'une part et de difficultés à se financer sur les marchés financiers d'autre part. Une augmentation des taux ou des <i>spread</i> induirait une hausse des taux de financement. Dans ce contexte, cela remettrait en cause sa capacité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ assurer sa croissance globale et durable et à soutenir sa politique de développement et de modernisation de ses outils de production, ■ poursuivre la bonne exécution des missions de service public (le service universel postal, le transport et la distribution de la presse, la contribution à l'aménagement du territoire et l'accessibilité bancaire) (cf URD 2019, section 1.14.2), ■ apporter une rémunération raisonnable aux actionnaires (ie la Caisse des dépôts, 66% et l'Etat français, 34%). <p>Pour mémoire, le Free cash-flow généré par Le Groupe La Poste s'est élevé à 223 millions d'euros en 2019 et à 9 millions d'euros en 2018 (cf URD 2019, section 5.1.5.1).</p>		→
Principales mesures d'atténuation	<p>Afin de pallier ces difficultés potentielles, le Groupe La Poste est mobilisé pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Mettre en œuvre une stratégie financière permettant de mobiliser les ressources financières au bon moment ; le Groupe a procédé en septembre 2019, puis en avril 2020, à des émissions obligataires pour des montants respectifs s'élevant à 1,7 et 1,8 milliard d'euros ; ■ Développer des synergies opérationnelles et la coopération entre les branches (par exemple les lignes managériales du Réseau et de La Banque Postale ont été réunies, donnant lieu à la mise en place d'une organisation plus efficace), ■ Optimiser les coûts d'exploitation pour tenir compte de l'évolution des activités du Groupe en restructurant ses fonctions supports, dans les 		

	<p>territoires comme au niveau national et en menant un effort important de réduction des coûts de structure (cf URD 2019, section 1.4),</p> <ul style="list-style-type: none"> Encadrer les investissements internes importants et développer des relais de croissance suffisamment contributifs en marge (comme le développement de l'activité express à l'international par exemple). 		
9. Fonds propres prudentiels bancaires de La Banque Postale		Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>La Banque Postale pourrait rencontrer des difficultés à satisfaire aux exigences accrues de fonds propres issues des normes prudentielles du secteur bancaire européen, du fait notamment de difficultés à générer ou à trouver les ressources financières nécessaires pour respecter les ratios prudentiels légaux.</p> <p>Au 31 décembre 2019, le montant des fonds propres prudentiels totaux de La Banque Postale s'élève à 12,4 milliards d'euros et son ratio CET1 s'établit à 12,2%, à comparer à une exigence minimale du ratio CET1 s'élevant à 9,24% au 31.12.2019 et à 9,75% au 01.04.2020, telle que notifiée par la BCE à La Banque Postale à la suite du « Supervisory Review and Evaluation Process ».</p>	→	
Principales mesures d'atténuation	<p>LBP a procédé à l'émission d'une obligation perpétuelle rappelable après 7 ans d'un montant de 750 m€ lui permettant d'augmenter ses fonds propres de 750 m€ de catégorie 1 (ATI) d'autant.</p> <p>Par ailleurs, le rapprochement réalisé le 4 mars 2020 entre CNP Assurances et La Banque Postale se traduit par le renforcement des fonds propres durs de La Banque Postale.</p> <p>La Banque Postale mène par ailleurs une politique d'optimisation des allocations de fonds propres par ligne métier.</p>		
10. Qualité de service perçue par les clients		Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>L'engagement au service des clients est une composante majeure de la stratégie du Groupe La Poste et de chacune des branches et filiales. Les clients du Groupe La Poste sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> les particuliers (91% des français déclarent être acheteurs de services La Poste ; de plus l'activité courrier-colis compte 16 millions de clients référencés, La Banque Postale, 10,5 millions de clients et La Poste Mobile, 1,5 million de clients), les professionnels (2,4 millions de clients référencés), les entreprises (365 000 clients personnes morales et acteurs publics locaux) et les collectivités et administrations (dont 35 000 collectivités locales). <p>L'approche client du Groupe est organisée par branche et soutenue par de nombreux projets communs (cf URD 2019, section 3.5.2). Toutefois les programmes d'actions mis en œuvre par le groupe pourrait être insuffisants au regard des nouveaux usages des clients. Il pourrait en résulter :</p> <ul style="list-style-type: none"> une perte de crédibilité et d'image du Groupe La Poste, des pertes de parts de marché, des demandes d'indemnisation financière croissante de la part de clients mécontents. 	↗	
Principales mesures d'atténuation	<p>Le Groupe La Poste a déployé de nombreux dispositifs pour améliorer sa connaissance clients, assortis de dispositifs de mesure de la satisfaction client pour chacune de ses branches et filiales, qui sont intégrés dans le tableau de bord de suivi de la transformation du Groupe. En 2019, la Branche Services-Courrier-Colis a étendu la mesure de la qualité perçue par les clients à l'ensemble des Services-Courrier-Colis délivrés aux clients particuliers et a mis en place de nouvelles mesures de cet indicateur auprès des clients professionnels. Le Réseau et La Banque Postale ont également complété leur dispositif de mesure de la satisfaction client, avec la mise en place de baromètres de satisfaction (cf URD 2019, section 3.5.2).</p>		

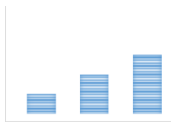
	<p>Le Groupe travaille par ailleurs au renforcement :</p> <ul style="list-style-type: none"> de la culture de la qualité (dont le suivi constitue l'un des objets du Comité spécialisé du Conseil d'administration « qualité et développement durable (cf URD 2019, section 4.2.4), et de l'approche client (refonte des parcours client, etc.) (cf URD 2019, section 5.1.2) 		
11. Gestion des compétences et des évolutions professionnelles	Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe La Poste, qui constitue l'un des premiers acteurs du marché de l'emploi en France (avec un effectif équivalent temps plein de 210 641 salariés en France en 2019), pourrait rencontrer des difficultés à faire évoluer l'emploi. L'enjeu consiste à disposer des bonnes compétences au bon endroit, dans une conjoncture marquée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> la diminution concomitante des volumes de courrier, une réduction de la fréquentation des bureaux de poste, une hausse des volumes de colis et le développement d'activités faisant appel à de nouveaux métiers. <p>Ces évolutions pourraient notamment se traduire par :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'inadéquation croissante des collaborateurs à leur poste, compte tenu des besoins des clients, et des difficultés à organiser des évolutions professionnelles au sein de l'entreprise, le développement de l'inaptitude et de la démobilisation des collaborateurs, l'insuffisance des mobilités internes conduisant à des emplois non pourvus à certains endroits et à des sureffectifs à d'autres, pénalisant ainsi le fonctionnement des activités. 	→	
Principales mesures d'atténuation	<p>La Poste a bâti dans le cadre de son plan stratégique en cours un volet social : le « Pacte Social », visant à mener une politique d'emploi responsable, prévoyant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le renforcement des politiques de formation en lien avec l'évolution des activités et la mise en place de parcours qualifiants ; en 2019, plus de 8 collaborateurs sur 10 ont bénéficié d'au moins une formation conformément aux engagements pris dans le Pacte Social (cf URD 2019, section 3.1.2), le nombre de parcours qualifiants engagés depuis 2015 a atteint 43 600 en 2019 (soit 6 600 de plus en un an), en ligne avec le calendrier qui prévoit 50 000 parcours à fin 2020 (cf URD 2019, section 5.1.1.7) La facilitation des évolutions et mobilités professionnelles grâce à la bourse d'emplois, aux espaces mobilité/recrutement Groupe (EMRG) et à la mise en place d'une démarche « vivier » pour les fonctions clés (cf URD 2019, section 3.1.2), Le renforcement de la fonction Ressources Humaines (RH) au travers du développement managérial et de la transformation de la filière RH, La mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences en coordination entre les managers et les responsables RH, afin de mieux identifier les métiers de demain. <p>(Cf URD 2019, section 3.1)</p>		



RISQUES LIÉS AU RESPECT DES LOIS ET DES RÉGLEMENTS

12. Non-conformité	Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	De par sa taille et la diversité croissante de ses activités, ainsi que par l'intensité croissante des contraintes réglementaires et des sanctions associées, le Groupe La Poste est exposé au risque d'écart aux règles de conformité		→

	<p>concernant les réglementations d'ordre général (droit de la concurrence, droit de la consommation, lutte anti-corruption, protection des données personnel, devoir de vigilance) ou sectoriel (devoir de conseil bancaire, lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme). Ces réglementations présentent un caractère complexe et évolutif, tant dans leur rédaction que dans leur interprétation jurisprudentielle.</p> <p>S'agissant de la lutte contre la corruption, le caractère extraterritorial de certaines législations pourrait fonder une sanction de la part des autorités étrangères pour les activités que le Groupe La Poste exerce à l'international.</p> <p>Le développement rapide des offres numériques du Groupe et d'activités dédiées à la donnée renforcent son exposition au risque de non-conformité à la loi du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).</p> <p>Toutefois, si ce risque venait à se réaliser, il pourrait entraîner un préjudice d'image et affecter les résultats du Groupe en cas de sanction. Sa maîtrise requiert une évaluation fine de la réalité du risque et de sa portée, une organisation adéquate de la fonction juridique et une sensibilisation de l'ensemble des acteurs.</p> <p>A cet égard, il est rappelé que le 21 décembre 2018, la commission des sanctions de l'ACPR a prononcé à l'encontre de La Banque Postale un blâme et une sanction pécuniaire de 50 millions d'euros à la suite d'un rapport sur le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Ce rapport avait relevé une insuffisance du dispositif de contrôle a priori des mandats nationaux émis par des non-clients de la banque, activité qui a été arrêtée à compter du 31 décembre 2017. Cette décision a été confirmée par le Conseil d'État. Des plans d'actions ont été mis en œuvre en 2019 afin de remédier aux observations de l'ACPR. Ils portent sur le renforcement de la gouvernance de la banque en matière de LCB-FT, l'organisation de la direction de la sécurité financière, le lancement d'un programme de remédiation de la connaissance client et la limitation des opérations en espèces dans les bureaux de poste.</p>	
Principales mesures d'atténuation	<p>La stratégie mise en œuvre par le Groupe repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le déploiement de programmes de conformité dans l'ensemble du Groupe • La formation et la sensibilisation des personnels aux réglementations en vigueur • La mise en place d'un dispositif d'alerte dans le Groupe et ses filiales • Une démarche régulière d'évaluation des programmes et des dispositifs (cartographie des risques, contrôle, autoévaluation et audit) 	

RISQUES TRANSVERSES LIES AUX ACTIVITES DU GROUPE

13. Cybercriminalité	Degré de criticité 	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe La Poste est exposé au risque de cyber attaque dont le nombre et la sophistication ne cessent de progresser.</p> <p>La transformation numérique du Groupe La Poste et la diversité de ses activités augmentent les surfaces d'attaque incluant les agressions de type « supply chain » (entreprise étendue). Cette surface s'est également élargie avec l'intégration de CNP Assurances.</p> <p>Cette cybercriminalité pourrait entraîner un blocage ou un affaiblissement de la capacité informatique ou de télécommunication du Groupe à soutenir ses activités opérationnelles.</p>	→

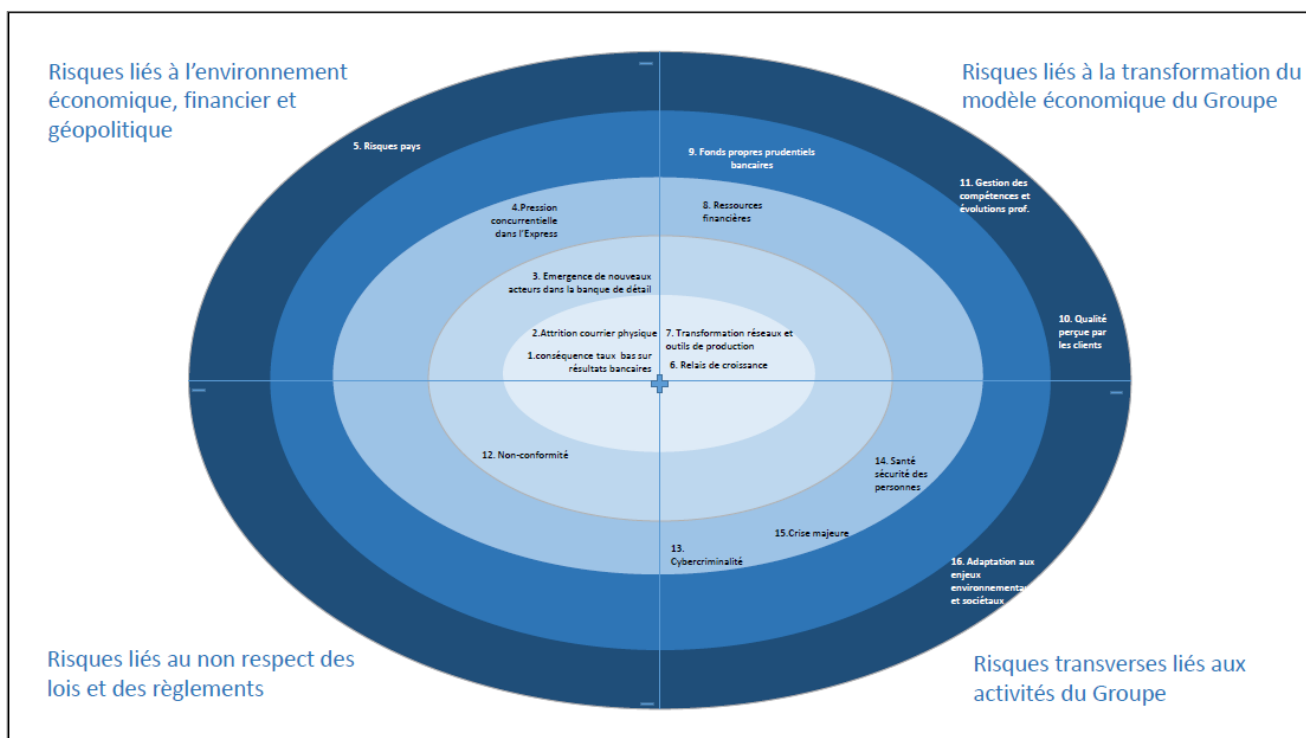
	<p>La menace d'atteinte malveillante aux systèmes d'information du Groupe en vue de voler ou détruire des données ou de tromper les dispositifs d'authentification pour effectuer des opérations illégitimes progresse.</p> <p>En corollaire, le risque cyber expose le Groupe La Poste à des risques complémentaires, notamment des coûts de reconstitution de matériels, de réseaux ou de données en cas d'attaque réussie, des impacts éventuels sur le chiffre d'affaires ou la marge (retard ou perte d'activité) et des risques d'image. Par ailleurs, les agressions cybercriminelles peuvent également exposer le Groupe à des risques de sanctions réglementaires significatives.</p>		
Principales mesures d'atténuation	<p>La stratégie mise en œuvre par le Groupe repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formation et la sensibilisation des personnels aux bonnes pratiques de vigilance • L'exploitation des retours d'expérience et la réalisation d'une veille technologique • Le renforcement des capacités de surveillance des actifs numériques du Groupe • L'intégration des exigences de la directive loi de programmation militaire (LPM) à la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) Groupe • Le dispositif de gestion des incidents de sécurité • La réalisation de tests de résilience et l'adaptation des dispositifs. 		
14. Santé et sécurité des personnes	Degré de criticité		Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Différentes causes, tant internes (accident du travail, risques psychosociaux, risque routier, etc.) qu'externes, telles que des agressions physiques ou verbales pourraient porter atteinte à la santé et à la sécurité des collaborateurs du Groupe ou aux salariés des fournisseurs et sous-traitants. Ceci pourrait se traduire par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ des préjudices physiques ou psychiques aux collaborateurs du Groupe ou aux tiers, ■ un absentéisme pesant sur les activités du Groupe et sa capacité à fournir les services proposés à ses clients ; en 2019, le taux d'absentéisme pour maladie au sein du Groupe, en France, s'est élevé à 6,76%, vs 6,59% en 2018 ; ■ une baisse du niveau d'engagement des collaborateurs. 	→	
Principales mesures d'atténuation	<p>Le Groupe La Poste déploie un ensemble d'actions visant à améliorer la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La formation et la sensibilisation des managers et des collaborateurs aux enjeux et aux moyens de renforcer la santé et la sécurité au travail, ■ Le déploiement de nouveaux équipements de travail (par exemple en remplaçant progressivement les deux-roues à moteur par un véhicule trois-roues, le Staby), ■ L'accompagnement à la reprise d'activité, des transformations et améliorations de la qualité de vie au travail (par exemple le renforcement de la prévention et un dispositif de temps partiel aménagé pour les postiers seniors), ■ L'implication des fournisseurs et sous-traitants dans la couverture du risque de santé/sécurité pour leurs propres personnels, ■ La mise en œuvre d'un programme national de réduction des incivilités dans les bureaux de poste les plus exposés. <p>(Cf URD 2019, sections 3.1.4 et 3.1.6)</p>		
15. Perturbation des activités en cas de crise majeure	Degré de criticité		Tendance d'évolution

<p>Description et impacts potentiels</p>	<p>En raison de la diversité de ses activités (courrier/colis/ express/ services numériques/ activités de banque et d'assurance, cf URD 2019, section 1.5), de l'étendue de ses implantations géographiques, et de la densité de sa présence physique dans les territoires, Le Groupe La Poste est exposé aux risques de crise majeure. Ses caractéristiques le rendent sensible à la survenance des crises majeures notamment exogènes (épisodes climatiques, terrorisme, épidémie, tensions sociales, incident systémique sur les systèmes d'information et les infrastructures de réseaux du type internet).</p> <p>Face à la crise sanitaire du Covid-19, Le Groupe La Poste a, pendant la période de confinement, recentré son activité sur ses missions les plus essentielles et adapté les modalités de la distribution du courrier, des colis et des services pour permettre le strict respect des consignes sanitaires. La Poste a également concentré son activité sur 1 600 bureaux de poste, dans le respect des mesures barrière et des conditions nécessaires à la protection des chargés de clientèle et des clients.</p> <p>Par la suite, le Groupe a progressivement rétabli une distribution des courriers et des colis 6 jours sur 7, et l'ouverture de l'ensemble des bureaux de poste et des points de contact, avec des horaires adaptés.</p> <p>Les périodes de confinement observées en France et dans les pays dans lesquels Le Groupe La Poste est présent se sont traduites par une réduction du volume d'activité du Groupe, avec des situations variables selon les pays et/ou les branches d'activité. L'épidémie de Covid-19 est toujours un événement en cours, dont l'ampleur est incertaine. Elle pourrait avoir un impact négatif sur les activités et les résultats financiers du Groupe La Poste, dont les résultats semestriels seront communiqués le 4 août prochain. Le Groupe La Poste est extrêmement vigilant quant à l'évolution de la situation et prend les mesures nécessaires (<i>ajustements des charges et des capex</i>) pour limiter au maximum les impacts négatifs de la pandémie sur sa rentabilité et sa structure financière.</p> <p>Le Groupe dispose d'une situation financière solide. La Poste a réalisé avec succès une émission obligataire d'un montant de 1,8 milliard d'euros courant avril 2020. Au 9 juillet 2020, le montant de sa trésorerie (et équivalents de trésorerie) s'élève à 3,0 milliards d'euros. Le Groupe dispose par ailleurs d'autres sources de financement avec 1,4 milliard d'euros de lignes de crédit confirmées mais non utilisées auprès de 11 grandes banques. »</p> <p>Des actions de retour d'expérience sur cette phase de crise sanitaire ont été engagées dans les différentes activités et fonctions support à travers le Groupe La Poste.</p>	<p>→</p>
<p>Principales mesures d'atténuation</p>	<p>La stratégie d'atténuation mise en place par la Poste repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégration des filiales dans le dispositif de gestion de crise transverse • L'Organisation d'exercices de gestion de crise au niveau national et local • Le dispositif de sécurisation des activités opérationnelles essentielles, et de maîtrise des déplacements professionnels • L'exploitation des dispositifs informatiques permettant la continuité des activités des collaborateurs en accès distant • L'adaptation des systèmes dans le cadre du déploiement d'une politique anti-terroriste nationale et internationale. 	

16. Adaptation aux enjeux environnementaux et sociétaux	Degré de criticité	Tendance d'évolution
Description et impacts potentiels	<p>Le Groupe La Poste porte une attention particulière à la prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux, ainsi que leur traduction économique et sociale, dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement.</p> <p>Ainsi, La Poste est confrontée à plusieurs défis, parmi lesquels identifier des hypothèses stables ou déceler les enjeux environnementaux ou sociétaux clés pour accompagner la transformation du Groupe et de son modèle économique.</p> <p>Les principales conséquences d'une mauvaise appréhension des enjeux environnementaux et sociétaux porteraient sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une altération de sa crédibilité et de son image de marque, - une dégradation des notations extra-financières et un recul de l'attractivité pour les grands clients et les investisseurs, - la non-soutenabilité de son modèle économique à long terme face aux enjeux sociétaux et environnementaux émergents. <p>Il convient de signaler qu'en novembre 2018 Le Groupe La Poste a financé par l'émission d'un green bond des actifs destinés à lutter contre le réchauffement climatique et diminuer les émissions de GES (électrification du parc de véhicules, amélioration de la performance énergétique du parc immobilier et production d'énergie verte).</p> <p>A noter, en matière de notation extra-financière en 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la revue de la notation du Groupe par CDP (agence de référence en matière d'enjeux climatiques) de A à A-, - L'attribution, par Vigeo Eiris, de la meilleure note au plan mondial pour le Groupe La Poste, au titre de la responsabilité sociale et environnementale. 	→
Principales mesures d'atténuation	<p>La stratégie mise en place par La Poste s'articule autour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du renforcement de l'intégration des entités du Groupe en France dans les collectifs d'acteurs territoriaux en lien avec l'offre, les achats, la présence postale, l'innovation dans les territoires, les projets immobiliers et les projets portés par les collectivités (cf URD 2019, section 3.2.3) • De la mise en œuvre d'une activité numérique éthique et responsable (cf URD 2019, section 3.2.4) • De l'accompagnement de la maîtrise des risques liés à la transition écologique (Énergie et Ressources)(cf URD 2019, section 3.2.5) • De la couverture du risque réputationnel auprès des parties prenantes • De l'intégration de la mesure de la qualité perçue par les clients dans le pilotage de la performance et de l'accompagnement de la transformation du Groupe 	

REPARTITION DES PRINCIPAUX RISQUES DU GROUPE LA POSTE EN FONCTION DE LEUR CRITICITE NETTE

La répartition des risques majeurs suivis par le Groupe est présentée de manière synthétique dans la figure ci-dessous. Ces risques sont positionnés sur cette figure en fonction de leur criticité qui résulte de leurs impacts et de leur probabilité d'occurrence. Plus le risque est éloigné du centre de la figure, plus sa criticité est faible.



Ces travaux intègrent les principales conclusions de l'analyse prospective sur les impacts du projet d'évolution de la gouvernance du Groupe La Poste lié au renforcement du lien capitalistique avec la Caisse des Dépôts.

Cette analyse a permis de revoir l'évaluation de deux facteurs de risques déjà identifiés sur La Banque Postale :

- le risque lié aux conséquences du niveau des taux sur ses résultats,
- le risque lié à son niveau de fonds propres prudentiels bancaires.

L'analyse conclut ainsi à un double effet favorable qui se matérialise à partir de 2020. D'une part, la trajectoire de résultat de La Banque Postale est impactée positivement par le rapprochement avec CNP Assurances. D'autre part, le niveau de fonds propres de la banque est renforcé très significativement.

Le bilan du nouvel ensemble, plus lourd, restera cependant exposé aux effets des taux négatifs sur le long terme.

2

Etats financiers consolidés résumés

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	89
État du résultat global	90
Bilan	91
Variation des capitaux propres	93
Tableau des flux de trésorerie	96

GENERALITES

Note 1 Événements significatifs du semestre	97
1.1 Prise de contrôle de CNP Assurances	97
1.2 Prise de contrôle de BRT	97
1.3 Rachat des minoritaires de La Banque Postale IARD	97
1.4 Emission obligataire La Poste	98
1.5 Emission obligataire CNP Assurances	98
1.6 Incidences de la crise sanitaire du covid 19	98
1.7 Compte de résultat à périmètre et change constant	99
Note 2 Règles et méthodes comptables	100
2.1 Référentiel comptable	100
2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations	101
Note 3 Information sectorielle	101

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4 Chiffre d'affaires	103
Note 5 Produit net bancaire	103
Note 6 Achats et autres charges	104
Note 7 Charges de personnel et effectifs	104
Note 8 Autres charges et produits opérationnels	105
Note 9 Résultat financier	106
9.1 Coût de l'endettement financier net	106
9.2 Autres éléments financiers	106
Note 10 Impôts sur le résultat	107

NOTES SUR LE BILAN

Note 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	108
Note 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	108

Note 13 Contrats de location	109
13.1 Droits d'utilisations	109
13.2 Passifs de location	109
13.3 Effets des contrats de locations sur le compte de résultat	109
13.4 Effets des contrats de locations sur le tableau des flux de trésorerie	110
Note 14 Participations dans les sociétés mises en équivalence	110
Note 15 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	111
Note 16 Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	112
Note 17 Provisions pour risques et charges	113
Note 18 Emprunts obligataires et autres dettes financières	114
18.1 Détail des dettes financières	114
18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée	114
18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire	115
Note 19 Dette nette du Groupe	115
19.1 Situation de la dette nette du Groupe	115
19.2 Évolution de la dette nette du Groupe	116
Note 20 Avantages du personnel	116
Note 21 Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	117
Note 22 Dettes fournisseurs et autres dettes	118
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Note 23 Informations complémentaires sur les instruments financiers	119
23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres	119
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers	119
Note 24 Transactions avec les parties liées	120
Note 25 Engagements hors bilan et passifs éventuels	120
Note 26 Événements postérieurs à la clôture	120
Note 27 Regroupement d'entreprises	121
27.1 Intégration de CNP Assurances (secteur La Banque Postale)	121
27.2 Intégration de BRT (secteur GeoPost)	123
Note 28 Exposition au risque de crédit	125
Note 29 Expositions souveraines	134

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2020	S1 2019	2019
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	10 709	9 958	20 359
Produit net bancaire	5	3 785	2 837	5 624
Produits opérationnels		14 495	12 795	25 983
Achats et autres charges	6	(6 088)	(5 017)	(10 662)
Charges de personnel	7	(6 694)	(6 378)	(12 683)
Impôts et taxes	8	(295)	(190)	(347)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(2 051)	(793)	(1 802)
Autres charges et produits opérationnels	8	206	162	413
Résultat des cessions d'actifs		(4)	4	13
Charges opérationnelles nettes		(14 926)	(12 212)	(25 069)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	14	13	(11)	(25)
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)		(418)	572	889
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances	1.1	3 007		
Résultat d'exploitation		2 588	572	889
Coût de l'endettement financier net		(107)	(116)	(215)
Autres éléments du résultat financier		(5)	(8)	(10)
Résultat financier	9	(112)	(124)	(225)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		2 476	448	664
Impôt sur le résultat	10	(576)	(108)	(134)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		632	143	305
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		2 532	483	835
Part du Groupe		2 315	474	822
Part des minoritaires		217	9	13

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	2 532	483	835
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables	(2 042)	398	385
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(282)	151	161
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(71)	(86)	(125)
Écart de conversion	(897)	15	27
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Impact de l'approche par superposition	(186)	11	13
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	(676)	221	184
<i>Dont - recyclage des résultats latents de CNP Assurances (voir note 1.1) lors de la prise de contrôle</i>	(594)		
- variation des résultats latents sur instruments financiers de CNP Assurances avant prise de contrôle	(39)	213	177
- variation des réserves de conversion de CNP Assurances avant prise de contrôle	(32)	8	7
- autres	(11)		
Éléments non recyclables	9	(78)	(71)
Écarts actuariels sur avantages du personnel	7	(72)	(77)
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	11	(4)	(5)
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	(9)	(1)	11
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(2 033)	320	314
RESULTAT GLOBAL	499	803	1 149
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	899	794	1 132
Résultat global part des minoritaires	(400)	9	17

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2020	31/12/2019
Écarts d'acquisition	11	4 100	2 625
Immobilisations incorporelles	12	3 217	1 497
Immobilisations corporelles	12	5 818	6 039
Droits d'utilisation	13	2 799	2 582
Participations dans les sociétés mises en équivalence	14	794	4 384
Autres actifs financiers non courants	15	557	701
Impôts différés actifs		157	365
Actifs non courants		17 441	18 193
Stocks et encours	15	202	154
Créances clients et autres créances	15	4 675	4 014
Autres actifs financiers courants	15	375	475
Créance d'impôt sur les bénéfices		764	308
Autres comptes de régularisation - Actif		113	79
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	3 241	2 456
Actifs destinés à être cédés		177	153
Actifs courants		9 546	7 638
Caisse, banques centrales	16	31 973	22 412
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16	185 837	10 763
Instruments dérivés de couverture	16	1 651	1 488
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	231 580	14 813
Titres au coût amorti	16	25 234	28 068
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	16	76 497	70 635
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16	121 561	113 626
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16	264	207
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	16	35 117	3 157
Immeubles de placement	16	3 003	
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		712 716	265 169
TOTAL ACTIF		739 704	291 000

PASSIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2020	31/12/2019
Capital social et prime d'émission		6 668	4 700
Réserves		8 584	5 628
Résultat latent sur instruments financiers		(188)	946
Réserve de conversion		(503)	(215)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	744
Résultat de l'exercice part du Groupe		2 315	822
Capitaux propres part du Groupe		17 620	12 624
Intérêts minoritaires		11 250	907
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		28 870	13 531
Emprunts obligataires et dettes financières ⁽¹⁾	18.1	9 013	7 173
Passifs de location ⁽¹⁾	18.1	3 254	2 625
Provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	17	830	503
Avantages du personnel ⁽¹⁾	20	3 043	2 865
Impôts différés passifs (non courant)		1 182	198
Dettes fournisseurs et autres dettes ⁽¹⁾	22	7 485	5 448
État - Impôt sur les bénéfices (courant)		127	60
Autres comptes de régularisation - Passif (courant)		289	219
Passifs destinés à être cédés (courant)		134	115
Passifs non-courants		14 759	11 218
Passifs courants		10 599	7 988
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	21	3 233	1 445
Instruments dérivés de couverture	21	788	591
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21	36 600	30 715
Dettes envers la clientèle	21	221 886	190 546
Dettes représentées par un titre	21	20 045	23 739
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	21	851	839
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	21	20 950	4 556
Prov. techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	21	370 235	2 736
Dettes subordonnées	21	10 888	3 097
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance		685 476	258 263
TOTAL PASSIF		739 704	291 000
(1) Dont part courante :			
Emprunts obligataires et dettes financières		673	584
Passifs de location		526	492
Provisions pour risques et charges		695	386
Avantages du personnel		697	713
Dettes fournisseurs et autres dettes		7 458	5 418

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2020

1^{er} semestre 2020

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019	4 700	822	(215)	946	744	5 628	12 624	907	13 531
Apport des titres CNP Assurances ^(a)	1 968					2 059	4 027	10 997	15 024
Distribution de dividendes								(156)	(156)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels						(57) ^(b)	(57)		(57)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						157	157	36	193
Transactions avec intérêts minoritaires						(33)	(33)	(142)	(176)
Affectation du résultat 2019		(822)				822			
Résultat global de la période		2 315	(288)	(1 134)		7	899	(400)	499
<i>Dont</i> - Résultat net		2 315					2 315	217	2 532
- Ecart actuariels						7	7		7
- Reclassement en résultat net à la suite de la prise de contrôle de CNP Assurances			149	(743)			(594)		(594)
- Autres éléments du résultat global			(438)	(391)			(828)	(618)	(1 446)
Autres						2	2	9	12
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2020	6 668	2 315	(503)	(188)	744	8 584	17 620	11 250	28 870

(a) Voir description de l'opération en note 1.1. Les titres CNP Assurances (soit 288 262 094 actions) ont été apportés à La Poste pour une valeur de 1 968 millions d'euros. L'augmentation des capitaux propres consolidés générée par cette opération, soit 4 027 millions d'euros, correspond aux titres apportés valorisés au cours de bourse du 4 mars 2020

(b) Rémunération des titres subordonnés hybrides de La Poste (23 millions d'euros), La Banque Postale (15 millions d'euros) et de CNP Assurances (19 millions d'euros)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2019

1^{er} semestre 2019

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2018	4 700	798	(250)	590	744	5 432	12 014	197	12 210
Première application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019						(150)	(150)	(2)	(152)
Capitaux propres consolidés au 1er janvier 2019	4 700	798	(250)	590	744	5 282	11 864	194	12 058
Distribution de dividendes		(200)					(200)	(13)	(213)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels						(17)	(17)		(17)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						147	147	242	388
Transactions avec intérêts minoritaires						(143)	(143)	(238)	(381)
Affectation du résultat 2018		(599)				599			
Résultat global de la période		474	22	370		(72)	794	9	803
<i>Dont - Résultat net</i>		474					474	9	483
<i>- Ecart actuariels</i>						(72)	(72)		(72)
<i>- Autres éléments du résultat global</i>			22	370			392		392
<i>Autres</i>						7	7	15	21
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019	4 700	474	(228)	960	744	5 801	12 451	209	12 660

Exercice 2019

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social et prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2018	4 700	798	(250)	590	744	5 432	12 014	197	12 210
Première application d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019						(145)	(145)	(2)	(147)
Capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2019	4 700	798	(250)	590	744	5 287	11 869	195	12 063
Distribution de dividendes		(200)					(200)	(15)	(215)
Rémunération des titres subordonnés hybrides perpétuels						(17)	(17)		(17)
Options de rachat d'intérêts minoritaires						(24)	(24)	201	177
Transactions avec intérêts minoritaires						(148)	(148)	(255)	(403)
Affectation du résultat 2018		(598)				598			
Emission de titres subordonnés hybrides LBP ^(a)								744	744
Résultat global de la période		822	34	356		(77)	1 136	17	1 152
Dont - Résultat net		822					822	13	835
- Ecart actuariels						(77)	(77)		(77)
- Autres éléments du résultat global			34	356			391	4	394
Autres						9	9	20	29
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2019	4 700	822	(215)	946	744	5 628	12 624	907	13 531

(a) Le montant nominal de l'émission s'élève à 750 millions d'euros, montant duquel la prime d'émission a été déduite.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	S1 2020			S1 2019			2019		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
<i>(en millions d'euros)</i>									
Excédent brut d'exploitation	1 468	166	1 302	1 122	519	603	2 359	1 204	1 155
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(265)	(28)	(237)	(71)	(12)	(59)	(218)	(26)	(191)
Produits et charges financières divers	(5)	(5)			0		9	9	(0)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 198	133	1 065	1 051	507	544	2 150	1 187	963
Variation du besoin en fonds de roulement	(711)	(28)	(683)	(327)	(337)	9	(125)	(145)	21
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	13 062		13 062	3 349		3 349	4 494		4 494
Impôts payés	(371)	29	(400)	(78)	(95)	18	(90)	158	(248)
Monétisation CICE					413	(413)		413	(413)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste					356	(356)		356	(356)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	4	2	1	136	9	127	146	19	127
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	13 181	136	13 045	4 131	853	3 278	6 576	1 988	4 587
Achat d'actifs incorporels et corporels	(656)	(436)	(220)	(649)	(503)	(146)	(1 501)	(1 207)	(294)
Achat d'actifs financiers	(87)	(87)		(84)	(70)	(14)	(240)	(219)	(21)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	34	34		59	59		173	172	1
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	9	8	1	33	33		39	39	0
Incidences des variations de périmètre	(617)	(588)	(30)	(31)	(31)		(278)	(278)	
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	25	25		5	5		125	125	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(1 292)	(1 043)	(249)	(668)	(508)	(160)	(1 682)	(1 368)	(314)
Augmentation de capital	3		3				0	0	
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels							744		744
Dividendes versés et rémunération des titres subordonnés hybrides	(211)	(27)	(184)	(229)	(219)	(11)	(232)	(221)	(11)
Rachat d'intérêts minoritaires	(209)		(209)	(386)	(10)	(376)	(403)	(27)	(376)
Intérêts financiers versés	(68)	(68)		(65)	(65)		(229)	(229)	0
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	3 141	2 391	750	483	483		2 981	2 981	
Remboursements des emprunts	(639)	(611)	(28)	(336)	(336)		(1 948)	(1 948)	
Remboursements des passifs de location	(328)	(310)	(18)	(269)	(252)	(17)	(563)	(529)	(34)
Autres flux liés aux opérations de financement	50	50		16	16		38	38	
Flux intragroupe		291	(291)		(242)	242	0	(515)	515
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	1 739	1 716	23	(785)	(624)	(162)	389	(449)	838
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(12 819)		(12 819)	(2 956)		(2 956)	(5 111)		(5 111)
Incidence des filiales destinées à être cédées	(7)	(7)					(9)	(9)	
Incidence des variations des cours des devises	(17)	(17)		2	2		7	7	
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	785	785		(276)	(276)		169	169	(0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 456	2 456		2 286	2 286		2 286	2 286	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 241	3 241		2 010	2 010		2 456	2 456	

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Prise de contrôle de CNP Assurances
- 1.2 Prise de contrôle de BRT
- 1.3 Rachat des minoritaires de La Banque Postale IARD
- 1.4 Emission obligataire La Poste
- 1.5 Emission obligataire CNP Assurances
- 1.6 Incidences de la crise sanitaire du covid 19
- 1.7 Compte de résultat à périmètre et change constant

1.1 Prise de contrôle de CNP Assurances

Le 30 août 2018, l'État et la Caisse des Dépôts ont annoncé leur volonté de créer un grand pôle financier public au service des territoires permettant de constituer un pôle public de bancassurance La Banque Postale / CNP Assurances.

Dans le cadre de la constitution de ce pôle financier public, des échanges et transferts de titres ont été réalisés le 4 mars 2020 entre l'État français, la Caisse des Dépôts, La Poste et La Banque Postale (apport par l'État et la Caisse des Dépôts à La Poste, puis par celle-ci à La Banque Postale, de leurs participations respectives de 1,1% et 40,9% au capital de CNP Assurances. À l'issue de cette opération, le Groupe La Poste détient 62,13% du capital de CNP Assurances.

Au jour de sa réalisation, cette opération a généré les impacts suivants sur les comptes du Groupe au premier semestre 2020 :

- Une augmentation des capitaux propres consolidés de 4 027 millions d'euros correspondant à l'apport de 288 262 094 actions CNP Assurances valorisées au cours de bourse du 4 mars 2020 (13,97 euros),
- Le reclassement en résultat net des réserves de conversion et gains latents de CNP Assurances pour la quote-part du Groupe avant l'opération, générant un produit de 594 millions d'euros, classé sur la ligne « quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé,
- La dépréciation de la valeur des titres précédemment mis en équivalence au regard du cours de bourse de l'action CNP Assurances au jour de l'opération, soit 1 571 millions d'euros, montant représentant la différence entre la valeur des titres mis en équivalence (3 504 millions d'euros) et la valeur boursière (1 933 millions d'euros),
- La constatation d'un badwill pour un montant de 4578 millions d'euros correspondant à la différence entre, d'une part, la quote-part du groupe dans l'actif net de CNP Assurance valorisé à la juste valeur (déterminée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition), soit 10 538 millions d'euros, d'autre part, la totalité des titres détenus valorisés au cours de bourse du jour de l'opération, soit 5960 millions d'euros.

Le badwill ainsi que la dépréciation de la participation antérieurement détenue, tels qu'exposés ci-dessus, constituent un produit net total de 3 007 millions

d'euros classé sur une ligne spécifique non courante du résultat d'exploitation.

CNP Assurances est mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe jusqu'au 29 février 2020 (deux mois en 2020), puis consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} mars 2020.

L'incidence de l'intégration de CNP Assurances sur le bilan et le compte de résultat semestriels du Groupe sont présentés dans la note 27.1.

1.2 Prise de contrôle de BRT

Le Groupe La Poste a pris le contrôle en janvier 2020 du groupe italien BRT, numéro un de l'activité Colis en Italie, dont il détient désormais 85% (secteur GeoPost) et qui vient ainsi renforcer le réseau DPD en Europe.

Le groupe BRT, mis en équivalence dans les comptes consolidés 2019 du Groupe La Poste, est désormais consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le goodwill comptabilisé dans les comptes s'élève à 1 279 millions d'euros dont 513 millions d'euros correspondant à la participation détenue antérieurement qui était mise en équivalence. Ce goodwill est inclus dans l'UGT DPD Europe (cf. note 11) à laquelle l'entité BRT appartient désormais.

La réévaluation de la participation antérieurement détenue s'est traduite par un produit de 45 millions d'euros.

L'incidence de l'intégration de BRT sur le bilan et le compte de résultat semestriel du Groupe sont présentés dans la note 27.2.

1.3 Rachat des minoritaires de La Banque Postale IARD

Le Groupe La Poste (branche La Banque Postale) a acquis le 7 avril 2020 la participation de 35 % détenue par Groupama dans La Banque Postale Assurances IARD.

Le Groupe détient dorénavant 100 % du capital de la société, déjà consolidée par intégration globale.

Cette acquisition s'est traduite par le rachat de titres à Groupama pour un montant de 167 millions d'euros, sans impact significatif sur les capitaux propres, une dette de put étant enregistrée dans les comptes du groupe à fin décembre 2019 pour 170 millions d'euros.

1.4 Emission obligataire La Poste

La Poste a procédé le 21 avril 2020 à deux émissions obligataires pour un montant total de 1 800 millions d'euros :

- une émission d'un montant de 1 150 millions d'euros à échéance avril 2032 au taux de 1,375%,
- une émission d'un montant de 650 millions d'euros à échéance octobre 2026 au taux de 0,625%.

1.5 Emission d'obligations subordonnées CNP Assurances

CNP Assurances a procédé le 30 juin 2020 à une émission de titres de dette subordonnée pour un montant de 750 millions d'euros à échéance 30 juin 2051, portant intérêt fixe de 2,5 % jusqu'au 30 juin 2031.



1.6 Incidences de la crise sanitaire du covid 19

L'analyse des effets de la crise sur l'activité est exposée dans le rapport d'activité du Groupe. Sont présentés ci-après les principales incidences de la crise sur la valorisation des éléments d'actif du bilan consolidé au 30 juin 2020.

a) Revue des indices de perte de valeur

Dans le contexte de la crise sanitaire survenue au premier semestre, une revue des principales UGT du Groupe a été réalisée au 30 juin 2020 afin de détecter les éventuels indices de perte de valeur. Cette analyse a été réalisée au regard, d'une part, des tests mis en œuvre à fin décembre 2019 et de leur sensibilité à la variation des hypothèses prises en compte, d'autre part, de l'évolution de l'activité constatée au cours du premier semestre 2020.

A l'issue de cette analyse, des tests ont été mis en œuvre sur les UGT présentant un risque jugé significatif. Les tests de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT, à leur valeur recouvrable, déterminée selon la méthode exposée dans les principes comptables décrits en note 2.13 des comptes consolidés 2019.

Ces tests ont conduit à la dépréciation des actifs de l'UGT Courrier pour 863 millions d'euros. Par ailleurs, les écarts d'acquisition de Lenton et DPD Laser ont été dépréciés pour respectivement 11 et 9 millions d'euro.

Dépréciation des actifs immobilisés de l'UGT Courrier de La Poste SA

La forte diminution des volumes du courrier enregistrée au cours du premier semestre, provoquée par la crise du covid 19, constitue un indice de perte de valeur qui a nécessité la réalisation d'un test de perte de valeur des actifs immobilisés de cette UGT.

Ces actifs ne comportent pas d'écarts d'acquisition et sont constitués exclusivement d'éléments amortissables : logiciels, immeubles, matériels industriels, véhicules, agencements ainsi que des droits d'utilisation sur des immeubles et véhicules enregistrés conformément à la norme IFRS 16.

Le test a été réalisé en fonction d'un scénario des flux de trésorerie futurs de cette UGT, établi au mieux de la vision du Groupe en juin 2020.

La dépréciation enregistrée dans les comptes se décompose ainsi :

- Immobilisations incorporelles : 192 millions d'euros,
- Immobilisations corporelles : 280 millions d'euros,
- Droits d'utilisation : 391 millions d'euros

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur les immeubles et les véhicules en pleine propriété dont la valeur de marché est appréciée comme supérieure à la valeur nette comptable.

b) Examen de la recouvrabilité des impôts différés actif

En raison de l'évolution de l'activité Courrier évoquée ci-dessus et de la dégradation des prévisions de résultat fiscal bénéficiaire de La Poste SA qui en découle, il existe une incertitude sur le recouvrement des impôts différés actifs de La Poste SA et du groupe d'intégration fiscale auquel la société appartient. En conséquence les impôts différés actifs nets de ce groupe d'intégration fiscale ont été intégralement dépréciés au cours du premier semestre 2020.

Le montant total de la dépréciation enregistrée dans les comptes semestriels 2020 s'élève ainsi à 269 millions d'euros, montant correspondant aux impôts différés actifs nets qui étaient reconnus au 31 décembre 2019. Par ailleurs, les impôts différés actifs non reconnus au titre des résultats du premier semestre 2020 s'élèvent à 473 millions d'euros (cf. preuve d'impôt en note 10).

c) Impacts de la crise du covid 19 sur l'évaluation du risque de crédit

La crise du Covid 19 a généré une incidence défavorable estimée à 141 M€ sur l'évaluation du risque de crédit, dont 86 millions d'euros au titre des personnes morales et 55 millions d'euros au titre des personnes physiques.

Concernant les personnes morales, si sur quelques secteurs et clients la crise sanitaire a eu un impact négatif brutal et immédiat, les effets de la crise seront, pour l'essentiel, perceptibles à partir du second semestre 2020, notamment après l'arrêt de certaines mesures exceptionnelles.

Pour intégrer par anticipation ces éléments sur l'arrêt du 30 juin 2020, conformément aux dispositions réglementaires et comptables en vigueur, une approche de provisionnement s'appuyant sur des observations du portefeuille et l'expertise de la Direction des Risques de La Banque Postale a été mise en œuvre.

Ainsi, au 30 juin 2020, le coût du risque de crédit concernant les personnes morales est la résultante :

- du processus de surveillance des expositions de la banque, avec des prises de décisions de provisionnement ad hoc,
- de l'application de dispositions de provisionnement sectoriel,
- de la décision d'ajuster les paramètres de calcul utilisés dans les traitements statistiques afin d'intégrer dans les probabilités de défaut un effet d'augmentation du risque systémique sur certains segments de clientèle.

Concernant les personnes physiques, le profil des expositions de crédit ne présente pas d'évolution notable, les effets de la crise n'ayant pas encore d'impact significatif sur la structure des expositions. Néanmoins, une évolution de ce profil de risque devrait être observée dans les prochains mois. Dans ce cadre, afin de matérialiser les effets anticipés de la crise, un ajustement expert des paramètres de risque a été réalisé via l'application d'un facteur multiplicatif sur les probabilités de défaut utilisées dans le calcul des provisions. Cet ajustement a en outre été appliqué de

manière différenciée en fonction de la catégorie socio-professionnelle (CSP) des clients.

Concernant les dossiers ayant fait l'objet de reports d'échéance en lien avec la crise Covid-19, il a été considéré que ces reports matérialisaient une dégradation du risque de crédit. Ils ont ainsi fait l'objet d'un déclassement en catégorie sensible (bucket 2), sauf exceptions, et se sont vu attribuer une provision en conséquence.

Voir en note 28 le détail de l'exposition au risque de crédit.

1.7 Compte de résultat à périmètre et change constant

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2020	S1 2019	S1 2020	S1 2019
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires et PNB	14 495	12 795	12 602	12 742
Achats et autres charges	(6 088)	(5 017)	(5 326)	(4 983)
Charges de personnel	(6 694)	(6 378)	(6 361)	(6 363)
Impôts et taxes	(295)	(190)	(269)	(188)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(2 051)	(793)	(1 929)	(787)
Autres charges et produits opérationnels	206	162	216	165
Résultat des cessions d'actifs	(4)	4	(3)	4
Charges opérationnelles nettes	(14 926)	(12 212)	(13 673)	(12 152)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	(11)	(12)	(11)
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(418)	572	(1 082)	579

Passage des données réelles aux données à périmètre et change constants :

	S1 2020		S1 2019	
	Produits opérationnels	Résultat d'exploitation courant	Produits opérationnels	Résultat d'exploitation courant
<i>(en millions d'euros)</i>				
Comptes consolidés publiés	14 495	(418)	12 795	572
Incidence des variations de périmètre et change :				
CNP Assurances	959	610	-	-
BRT	706	39	-	-
Autres	228	15	54	(7)
Comptes consolidés retraités des variations de périmètre et du change	12 602	(1 082)	12 742	579

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2020 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 4 août 2020).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2019.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2020 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2019. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2019.

2.1.1 Normes et interprétations d'application appliquées par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2020

Jusqu'en 2019, le Groupe avait choisi la possibilité offerte par la norme IFRS 9 de différer l'application de ses dispositions sur la comptabilité de couverture, en attendant l'entrée en vigueur de la norme sur la macro-couverture.

A compter du 1^{er} janvier 2020, le Groupe applique les dispositions transitoires de la norme IFRS 9 en matière de comptabilité de couverture.

La norme IFRS 9 s'applique à toutes les relations de couverture, à l'exception des couvertures de juste valeur contre le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers (« macro-couvertures de juste valeur »). Pour ces dernières, le Groupe continue d'appliquer la norme IAS 39 à l'exception de certaines dispositions permettant d'élire aux relations de couverture de juste valeur certaines

des opérations de macro couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle).

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2020 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2020.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2019.

1er semestre 2020 <i>(en millions d'euros)</i>	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 367	5 016	3 785	289	27	10	1			14 495
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	144	41	8	80	1 771	404	543		(2 990)	
Produits opérationnels	5 510	5 057	3 793	369	1 798	414	544		(2 990)	14 495
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		(3)	25		(10)					13
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	(1 177)	351	906	(35)	(49)	22	(93)	(335)	(9)	(418)
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurance			3 007							3 007
Résultat d'exploitation	(1 177)	351	3 913	(35)	(49)	22	(93)	(335)	(9)	2 588
Résultat financier									(112)	(112)
Impôt sur le résultat									(576)	(576)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		(7)	638			1				632
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										2 532
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(995)	(322)	(406)	(35)	(19)	(208)	(67)			(2 051)
Actifs sectoriels	3 408	9 304	717 996	1 026	204	4 335	9 018	(5 587)		739 704

1er semestre 2019 <i>(en millions d'euros)</i>	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 979	3 689	2 837	255	23	12	1			12 795
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	143	41	13	84	1 838	402	555		(3 077)	
Produits opérationnels	6 122	3 730	2 850	339	1 862	414	556		(3 077)	12 795
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		1			(13)	1				(11)
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	289	193	492	(5)	(36)	34	(73)	(323)		572
Résultat financier									(124)	(124)
Impôt sur le résultat									(108)	(108)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	(1)	8	136			1				143
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										483
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(113)	(219)	(152)	(28)	(19)	(194)	(67)			(793)
Actifs sectoriels	3 807	6 731	262 724	762	204	4 302	7 600	(4 863)		281 267

2019 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structu- res	Non affecté ^(a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	12 091	7 679	5 624	511	51	26	1			25 983
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	285	89	23	187	3 781	813	1 100		(6 278)	
Produits opérationnels	12 376	7 768	5 647	697	3 832	839	1 101		(6 278)	25 983
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint		1			(27)	2				(25)
Résultat d'exploitation courant (après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	410	379	820	10	(14)	142	(191)	(665)		889
Résultat financier								(225)		(225)
Impôt sur le résultat								(134)		(134)
Quote part de résultat des autres sociétés mises en équivalence		12	282			11				305
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										835
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(243)	(504)	(414)	(68)	(40)	(396)	(137)			(1 802)
Actifs sectoriels	4 299	7 102	271 178	968	204	4 409	8 340	(5 500)		291 000

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 367	5 979	12 091
Correspondance et autres produits et services La Poste	2 508	3 139	6 136
Courrier publicitaire	341	479	971
Presse ^(a)	207	230	456
Produits et services des filiales (courrier national)	321	374	789
Courrier international	654	666	1 373
Colis	974	875	1 859
Vente de marchandises en e-commerce ^(b)	361	215	506
Chiffre d'affaires GeoPost	5 016	3 689	7 679
Zone Etranger	4 154	2 872	5 935
Zone France	862	817	1 744
Chiffre d'affaires Numérique	289	255	511
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(c)	27	23	51
Chiffre d'affaires Immobilier & Supports ^(d)	11	13	27
TOTAL	10 709	9 958	20 359

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) L'activité e-commerce est réalisée par Asendia.

(c) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(d) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Intérêts et produits assimilés	2 091	2 131	4 257
Intérêts et charges assimilés	(939)	(1 015)	(1 920)
Produits de commissions	1 118	1 313	2 640
Charges de commissions	(1 166)	(140)	(308)
Gains ou pertes nets	(3 064)	304	558
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	(3 382)	53	110
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	21	88	126
- Décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti ^(a)	297	164	322
Produits des autres activités	7 544	662	1 307
Charges des autres activités	(2 065)	(403)	(890)
Impact de l'approche par superposition (effet brut)	267	(15)	(21)
TOTAL	3 785	2 837	5 624

(a) Compte tenu du contexte de taux durablement bas et du niveau extrêmement faible de remboursements anticipés et de renégociations, la Banque Postale a été amenée à revoir les lois d'écoulement des crédits immobiliers. En conséquence, la durée de ces crédits a été allongée. Afin de maintenir son profil de risque, des titres de dette taux fixe du portefeuille ALM ont été cédés au cours du premier semestre 2020 sans remettre en cause le modèle de gestion du portefeuille.

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Services extérieurs et sous-traitance générale	1 490	1 239	2 781
Achats	379	353	790
Sous-traitance transport	3 186	2 382	4 956
Prestations du courrier international	237	218	482
Locations ^(a)	180	143	303
Entretiens et réparations	254	236	512
Frais de télécommunications	97	93	188
Déplacements, missions	53	95	190
Autres charges	212	259	461
TOTAL	6 088	5 017	10 662

(a) Cette ligne ne comprend que les loyers relatifs à des contrats de location non retraités dans le cadre d'IFRS 16 (contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur principalement), ainsi que les charges locatives (voir note 13.3).

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 962	4 769	9 418
Cotisations retraites	418	424	825
Autres charges sociales	956	931	1 791
Prestations d'actions sociales	125	115	216
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(1)	(10)	7
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(5)	(11)	(9)
Variation des autres provisions sur le personnel	(135)	(223)	(298)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	373	383	734
TOTAL	6 694	6 378	12 683
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	248 992	250 373	249 304

« Cotisations retraites » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006 du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Impôts locaux	(103)	(95)	(133)
Autres impôts et taxes	(192)	(95)	(214)
IMPÔTS ET TAXES	(295)	(190)	(347)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition ^(c)	(21)		(36)
- Droits d'utilisation ^(c)	(393)	3	17
- immobilisations corporelles et incorporelles ^(c)	(470)	27	21
- actif circulant	(28)	(12)	(26)
Amortissements nets ^(a)	(916)	(809)	(1 630)
Provisions pour risques et charges	5	40	30
Coût du risque des activités bancaires	(228)	(41)	(178)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(2 051)	(793)	(1 802)
Production immobilisée	130	151	348
Redevances	(27)	(19)	(40)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(b)	56	1	1
Autres produits et charges opérationnels courants	47	30	104
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	206	162	413

(a) Y compris l'amortissement des droits d'utilisation liés aux contrats de location.

(b) En 2020, 45 millions d'euros liés à la prise de contrôle de BRT.

(c) Dont les dépréciations exposées dans la note 1.6.

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

9.1 Coût de l'endettement financier net

9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	2019
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(71)	(81)	(148)
Charges d'intérêts sur passifs de location	(38)	(34)	(68)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	3	(3)	(2)
Produits de trésorerie ^(c)	(2)	3	3
TOTAL	(107)	(116)	(215)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Hors effet de la variation du risque de crédit sur les emprunts, comptabilisé en « Autres éléments du résultat global ».

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent notamment la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (1 million d'euros au 1^{er} semestre 2020, 7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019 et 16 millions d'euros pour l'année 2019).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
(Charge) d'impôt courant	(336)	(66)
(Charge) / produit d'impôt différé	(240)	(42)
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(576)	(108)

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Résultat net part du Groupe	2 315	474
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(645)	(132)
Impôt sur le résultat	576	108
Part revenant aux minoritaires	217	9
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	2 463	459
taux d'IS	32,02%	32,02%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(789)	(147)
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances	963	
Création (limitation) des impôts différés actifs	(750)	37
<i>Dépréciation d'impôts différés comptabilisés au 31 décembre 2019</i>	<i>(269)</i>	
<i>Autres impôts différés non reconnus</i>	<i>(481)</i>	
Différentiel de taux des filiales étrangères	20	15
Incidence de la baisse du taux d'IS en France ^(b)	(26)	(10)
Revalorisation suite à prises de contrôle (hors CNP) et pertes de valeur sur écarts d'acquisition	10	
Autres éléments	(4)	(3)
Retraitements de l'impôt	213	39
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(576)	(108)

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%

(b) La dernière loi de finances prévoit la baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés en France pour atteindre 25,83% à compter de 2022.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2020	31/12/2019
DPD Europe ^(a)	GeoPost	2 826	1 509
Numérique ^(b)	Numérique	383	237
Asendia	Services-Courrier-Colis	200	202
Asten Santé	Services-Courrier-Colis	111	109
Mediapost	Services-Courrier-Colis	104	104
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
DPD Russie	GeoPost	94	106
EDE	Services-Courrier-Colis	66	67
Tigers	GeoPost	47	50
Lenton Group	GeoPost	46	
Diadom	Services-Courrier-Colis	31	31
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
JadLog	GeoPost	23	31
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	22	22
Stuart	GeoPost	13	13
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	8
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	4	5
DPD Laser	GeoPost	(0)	11
TOTAL		4 100	2 625
Services-Courrier-Colis		521	520
GeoPost		3 053	1 724
La Banque Postale		143	143
Numérique		383	237

(a) Dont en 2020, 1279 millions d'euros provenant de la prise de contrôle de BRT (cf. note 1.2).

(b) Dont en 2020, 145 millions d'euros provenant la prise de contrôle de Softeam à fin décembre 2019 (société consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2020).

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2020	2019
Solde en début de période	2 625	2 478
dont : Valeur brute	2 916	2 762
Dépréciation	(291)	(284)
Acquisitions ^(a)	1 538	157
Écarts de conversion ^(b)	(42)	26
Pertes de valeur ^(c)	(21)	(36)
Autres		(1)
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	4 100	2 625
dont : Valeur brute	4 393	2 916
Dépréciation	(293)	(291)

(a) Dont au cours du premier semestre 2020, des acquisitions dans le secteur GeoPost, BRT pour 1.279 millions d'euros (voir note 1.2), Geis pour 50 millions d'euros, la prise de contrôle de Lenton Group Ltd fin 2019 pour 46 millions d'euros et l'acquisition de Softeam Group dans le secteur Numérique pour 145 millions d'euros.
Et dont en 2019, 67 millions d'euros correspondant à l'acquisition d'EDE, des acquisitions dans le secteur Numérique pour 60 millions d'euros et des franchises SEUR (UGT DPD Europe) pour 19 millions d'euros.

(b) Dont au cours du premier semestre 2020, DPD Russie pour -12 millions d'euros, DPD UK pour -9 millions d'euros et JadLog pour -8 millions d'euros. Et dont en 2019, DPD Russie pour +15 millions d'euros.

(c) Dont principalement au cours du premier semestre 2020, dépréciation des écarts d'acquisition de Lenton et DPD Laser pour respectivement 11 et 9 millions d'euros. Et dont en 2019, dépréciation des écarts d'acquisition de DPD Russie pour 36 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2019	4 523	13 621	18 144
Acquisitions	202	277	479
Cessions	(16)	(128)	(144)
Variations de périmètre	3 178	718	3 896
Transferts	6	(24)	(18)
Ecarts de conversion	(623)	(63)	(686)
SOLDE AU 30/06/2020	7 272	14 400	21 672
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2019	(3 026)	(7 582)	(10 608)
Amortissement de la période	(381)	(369)	(750)
Pertes de valeur ^(a)	(189)	(286)	(475)
Reprises de perte de valeur		6	6
Reprises sur cessions	8	96	104
Variations de périmètre	(494)	(479)	(973)
Transferts	(1)	7	6
Ecarts de conversion	27	25	52
SOLDE AU 30/06/2020	(4 056)	(8 582)	(12 637)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2019	1 497	6 039	7 536
AU 30/06/2020	3 217	5 818	9 035

(a) Dont 472 millions d'euros au titre de l'UGT Courrier de La Poste SA (voir note 1.6 a).

Les lignes « Transferts » correspondent aux mises en service d'immobilisations et à des reclassements vers d'autres postes d'actifs.

Les actifs « Droits d'utilisation », résultant de l'application de la norme IFRS 16, sont détaillés en note 13.

NOTE 13 CONTRATS DE LOCATION

- 13.1 Droits d'utilisation
- 13.2 Passifs de location
- 13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat
- 13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

13.1 Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation se détaillent comme suit par nature d'actifs loués :

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Matériels et installations	Matériel de transport	Autres	Valeur Nette
Droits d'utilisation au 1 ^{er} janvier 2019	2 066	125	190	17	2 398
Transferts des locations financement	87	8	9		104
Solde au 01/01/2019	2 153	133	199	17	2 502
Augmentation	617	87	65	1	770
Diminution	(63)	(1)	(1)	(1)	(67)
Amortissement	(429)	(47)	(83)	(6)	(565)
Provision pour dépréciation	17				17
Variations de périmètre et écarts de conversion	(32)		4		(27)
Actifs destinés à être cédés	(42)	(6)	(1)		(49)
Solde au 31/12/2019	2 220	167	182	12	2 582
Augmentation	390	15	36	1	442
Diminution	(19)		(2)		(21)
Amortissement	(263)	(24)	(42)	(3)	(332)
Provision pour dépréciation ^(a)	(369)		(24)		(393)
Variations de périmètre et écarts de conversion	553	(4)	(8)	2	544
Autres	(22)				(22)
Actifs destinés à être cédés					(0)
SOLDE AU 30/06/2020	2 490	155	142	12	2 799

(a) Dont 391 millions d'euros au titre de l'UGT Courrier de La Poste SA (voir note 1.6 a).

13.2 Passifs de location

Les éléments relatifs aux passifs de location sont présentés en note 18 pour les activités industrielles et commerciales. Les passifs de location des activités bancaires s'élèvent à 130 millions d'euros et sont intégrés dans le poste « Autres passifs financiers et compte de régularisation » des « Passifs financiers des activités bancaires et d'assurance » en note 21 (ligne « Crédeurs divers »).

13.3 Effet des contrats de location sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Charges opérationnelles nettes	947	455
Loyers des locations de courte durée	73	64
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	19	14
Charges locatives	77	62
TVA non déductible sur loyers	41	37
Amortissement des droits d'utilisation	332	278
Dépréciation des droits d'utilisation	393	(3)
Autres	12	3
Coût de l'endettement financier net	38	34
Charges d'intérêts sur passifs de location	38	34
TOTAL	985	489

13.4 Effet des contrats de location sur le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	221	180
Loyers des locations de courte durée	73	64
Loyers des locations d'actifs de faible valeur	19	14
Charges locatives	77	62
TVA non déductible sur loyers	41	37
Autres	12	3
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	366	303
Intérêts financiers versés sur passifs de location	38	34
Remboursements des passifs de location	328	269
TOTAL DECAISSEMENT	587	483

NOTE 14 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances ^(a)	Filiales CNP Assurances ^(b)	BRT ^(c)	Pôle immobilier	Yurtici Kargo	AEW Europe	Ninja Logistics	Lenton Group Ltd ^(d)	Autres	TOTAL	Entreprises à situation nette négative (e)	
											La Poste Mobile	TOTAL
Nature du contrôle	Entreprise associée	Contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles conjoints	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprise associée			Contrôle conjoint	TOTAL
Solde au 31/12/2019	3 531		547	30	14	54	67	63	76	4 384	(39)	(39)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	637	25		1	4		(11)		(3)	654	(10)	(10)
Distributions de dividendes		(1)		(1)					(1)	(4)		
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	(631)	(1)								(632)		
Var. de périmètre et augmentation du % de contrôle	(3 504)	487	(547)					(63)	5	(3 623)		
Augmentations de capital				1			56			57		
Autres variations	(1)			2								
Ecart de conversion	(32)	(4)			(2)	1	(3)		(2)	(43)		
SOLDE AU 30/06/2020		505		32	16	56	109		76	794	(49)	(49)

(a) CNP Assurances est consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} mars 2020 (voir note 1.1).

(b) Filiales du Groupe CNP Assurances, consolidées par mise en équivalence à compter du 1^{er} mars 2020, dont essentiellement la société faitière Holding d'Infrastructures Gazières (HIG) pour 409 millions d'euros.

(c) BRT est consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2020 (voir note 1.2).

(d) Le groupe Lenton est consolidé par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2020.

(e) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 17).

NOTE 15 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2020		31/12/2019	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets		350		498
Instruments financiers dérivés	1	85	14	98
Actifs financiers de placement de la trésorerie	300	0	325	
Autres actifs financiers nets	74	122	136	106
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	375	557	475	701
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	178		128	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	24		26	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	202		154	
Créances clients et comptes rattachés nets	3 099		2 552	
Créances sur opérations du courrier international	871		853	
Autres créances	705		608	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	4 675		4 014	
Équivalents de trésorerie	1 630		1 842	
Caisse et disponibilités	1 611		614	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 241		2 456	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	300	325
OPCVM		
TOTAL	300	325

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 18.3.

NOTE 16 ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Banques centrales	31 021	21 245
Caisse et autres	952	1 168
Caisse, banques centrales	31 973	22 412
Instrument de dettes	142 833	7 855
Instrument de capitaux propres	34 170	197
Prêts et avances	7 070	1 968
Instrument dérivés	1 763	743
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	185 837	10 763
Instrument de taux d'intérêts	1 651	1 488
Instrument dérivés de couverture	1 651	1 488
Actions et autres titres à revenu variable	111	111
Autres titres détenus à long terme	1	1
Effets publics et valeurs assimilés	127 651	4 104
Obligations et autres titres de dettes	103 816	10 596
Prêts et avances		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	231 580	14 813
Effets publics et valeurs assimilés	22 454	25 247
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 780	2 821
Titres subordonnés		
Titres au coût amorti	25 234	28 068
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	3 591	372
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	72 804	70 161
Prêts subordonnés	102	101
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	76 497	70 635
Prêts et créances sur la clientèle à vue	5 005	6 295
Prêts et créances sur la clientèle à terme	113 546	104 462
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	<i>78 676</i>	<i>77 763</i>
Opérations de location financement	3 010	2 869
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	121 561	113 626
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	264	207
Actifs divers	4 719	1 391
Autres actifs d'assurance	28 378	791
Comptes de régularisation actif	2 021	974
Participation aux bénéfices différée active		
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	35 117	3 157
Immeubles de placement	3 003	
ACTIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITES BANCAIRES ET D'ASSURANCE	712 716	265 169

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2020 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	14	9	93	116
Provisions courantes	45	75	267	386
Solde au 31/12/2019	59	83	360	503
Dotations de la période	11	17	43	71
Reprises pour utilisation	(9)	(2)	(34)	(45)
Reprises de provisions devenues sans objet	(7)	(4)	(7)	(18)
Autres mouvements		(27)	16	(11)
CNP Assurances (effet de la première consolidation par intégration globale au 1er mars 2020)		162	169	331
Provisions non courantes	9	19	107	136
Provisions courantes	45	210	440	695
SOLDE au 30/06/2020	54	229	547	830

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2020 :

- une provision de 136 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe.
- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 49 millions d'euros, contre 39 millions d'euros au 31 décembre 2019 (voir note 14).
- divers risques liés aux activités opérationnelles du Groupe.

NOTE 18 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 18.1 Détail des dettes financières
- 18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée
- 18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

18.1 Détail des dettes financières

	30/06/2020		31/12/2019	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
<i>(en millions d'euros)</i>				
Dettes financières au coût amorti	581	7 235	507	5 443
Emprunts obligataires	0	7 145		5 358
Bons La Poste	53		54	
Billets de trésorerie	300		300	
Concours bancaires courants	105		57	
Dépôts et cautionnements reçus	84	27	76	26
Autres dettes au coût amorti	38	63	19	58
Emprunts obligataires en juste valeur sur option		653		673
Emprunts couverts		445		444
Emprunts obligataires				
Dette subordonnée		445		444
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	8	7	14	29
Intérêts courus non échus sur emprunts	84		64	
Totaux	673	8 340	584	6 589
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DETTES DIVERSES	9 013		7 173	
Passifs de location ^(a)	526	2 728	492	2 133
PASSIFS DE LOCATION	3 254		2 625	

(a) La répartition des passifs de location par devises au 30 juin 2020 est la suivante : Euros 2 644 millions d'euros, Livre Sterling 503 millions d'euros, autres devises 107 millions d'euros.
La répartition des passifs de location par devises au 31 décembre 2019 est la suivante : Euros 1971 millions d'euros, Livre sterling 526 millions d'euros, autres devises 128 millions d'euros.

18.2 Emprunts obligataires et dette subordonnée

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
<i>(en millions d'euros)</i>				
Solde au 31/12/2019	5 358	673	444	6 475
Nouveaux emprunts	1 795			1 795
Remboursements				
Variation du risque de crédit		(5)		(5)
Autres variations	(9)	(15)	1	(22)
SOLDE au 30/06/2020	7 145	653	445	8 243

18.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2020		Juste valeur au 31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	84		111	
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		7		10
TOTAL	84	7	111	10
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur				
Couverture de flux de trésorerie		11	1	25
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	84	18	112	36
Autres				
Instruments dérivés de change	2	3		7
Instruments dérivés sur fonds dédiés				
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	85	21	112	43
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie	7		7	

NOTE 19 DETTE NETTE DU GROUPE

- 19.1 Situation de la dette nette du Groupe
- 19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

19.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2020	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	15	3 241	2 456
Dérivés actifs associés à la dette	15	85	112
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	15	0	4
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	15	300	325
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		148	439
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 774	3 336
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	18	8 340	6 589
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	18	673	584
Passifs de location		3 254	2 625
Dette brute (2)		12 267	9 798
DETTE NETTE (2)-(1)		8 493	6 462
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2020		2 031	

19.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2020	S1 2019
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT (a)	136	853
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(1 043)	(508)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	(25)	(5)
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie (b)		(1 068)	(513)
Dividendes versés aux actionnaires et rémunération des titres subordonnés hybrides	TFT	(27)	(219)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT		(10)
Charge nette d'intérêts financiers		(109)	(113)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		26	0
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute (yc passifs de location)		(584)	5
Variation non cash des dettes de location (IFRS 16)		(415)	(336)
Dette nette de filiales destinées à être cédées		11	
Autres éléments (c)		(2)	5
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(1 099)	(667)
Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1^{er} janvier		(2 031)	(326)
Dette nette à l'ouverture		(6 462)	(3 442)
Incidence de l'entrée en vigueur d'IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2019			(2 462)
Dette nette à la clôture		(8 493)	(6 231)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises et celle des filiales destinées à être cédées.

NOTE 20 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2019		Variations de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2020	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	7	243		3	(4)		1	(6)	7	237
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	16	507	19	21	(5)		2	1	16	545
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		47		1	(18)			(2)		29
Avantages postérieurs à l'emploi CNP Assurances			335		(24)			(12)		299
Avantages postérieurs à l'emploi	23	796	354	25	(50)		3	(19)	23	1 110
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	402	1 155		14	(204)		(2)		374	991
Indemnités de rupture	107	32		68					125	83
Congés longue maladie / longue durée	48	33			(12)				42	28
Compte Epargne temps	132	124		2	(3)				131	123
Autres avantages à long terme	1	12		1					3	11
Autres avantages du personnel	288	201		71	(15)				301	244
TOTAL	713	2 152	354	111	(270)	(0)	1	(19)	697	2 345
		2 865								3 043

NOTE 21 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dettes représentées par un titre	1 288	805
Instruments dérivés	1 945	641
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	3 233	1 445
Instruments dérivés de couverture	788	591
Dettes envers les établissements de crédit à vue	1 139	1 178
Dettes envers les établissements de crédit à terme	35 461	29 537
<i>dont titres et valeurs donnés en pension livrée</i>	25 985	25 367
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	36 600	30 715
Comptes d'épargne à régime spécial	119 105	114 922
<i>dont Livret A</i>	64 583	61 498
<i>dont PEL et CEL</i>	31 660	31 365
Dettes envers la clientèle	102 780	75 623
<i>dont comptes ordinaires créditeurs à vue</i>	79 989	70 642
Dettes envers la clientèle	221 886	190 546
Dettes représentées par un titre	20 045	23 739
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	851	839
Produits constatés d'avance	499	491
Autres comptes de régularisation	1 568	1 514
Dettes de titres	89	291
Dépôts de garantie reçus	1 001	1 327
Créditeurs divers	1 968	663
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	4	9
Autres passifs d'assurance	15 821	263
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	20 950	4 556
Prov. techniques des entreprises d'assurance et comptabilité reflet (voir détail ci-dessous)	370 030	2 552
Provisions Epargne Logement ^(a)	206	184
Prov. techniques des activités bancaires et d'assurance et comptabilité reflet	370 235	2 736
Dettes subordonnées	10 888	3 097
PASSIFS SPECIFIQUES DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET D'ASSURANCE	685 476	258 263

(a) La provision pour risque épargne logement est destinée à couvrir les conséquences défavorables, pour les établissements de crédit habilités à les recevoir, des dépôts d'épargne logement compte tenu des engagements qu'ils impliquent. Elle fait l'objet d'une dotation de 22 millions d'euros au cours du premier semestre 2020

Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en millions d'euros)	30/06/2020			31/12/2019		
	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Contrats d'assurance non vie	9 474	794	8 680	1 483	394	1 089
Contrats d'assurance vie	215 449	17 091	198 358	945	2	942
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	202 709	16 709	186 000	829	1	828
Contrats financiers avec clause de PB discrétionnaire	114 507	3 372	111 135			
<i>dont provisions mathématiques d'assurance vie</i>	104 840	3 035	101 805			
Contrats financiers sans clause de PB discrétionnaire	3 824	241	3 583			
TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES	343 254	21 498	321 756	2 427	396	2 031
	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance	Brut de réassurance	Réassurance	Net de réassurance
Participation différée aux bénéfices	26 776		26 776	125		125
TOTAL COMPTABILITE REFLET	26 776		26 776	125		125

NOTE 22 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 901	2 110
Dettes fiscales et sociales	2 133	1 847
Dettes fournisseurs d'immobilisations	271	293
Dettes sur opérations du courrier international	679	729
Avances et acomptes clients	171	188
Autres dettes d'exploitation	329	281
TOTAL	7 485	5 448

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 23 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

23.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

S1 2020 <i>(en millions d'euros)</i>	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Dépréciation	Décomptabilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
Actifs et passifs évalués au coût amorti	913				297	1 211
Actifs évalués à la juste valeur par OCI	126		2		21	149
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		(3 382)				(3 382)
Opérations de couverture	113		27			140
TOTAL	1 152	(3 382)	30		318	(1 883)

23.2 Juste valeur et hiérarchie des instruments financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2020				
	Valeur au bilan	Juste valeur ^(a)	Hiérarchie de juste valeur ^(b)		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS					
Actifs bancaires					
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	121 561	126 234			
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	76 497	77 669			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	185 837	185 837	134 470	39 024	12 344
Instruments dérivés de couverture	1 651	1 651		1 651	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	231 580	231 580	228 674	1 684	1 222
Titres au coût amorti	25 234	26 751			
Immeubles de placement au coût amorti	1 389	2 402			
Immeubles de placement à la juste valeur	1 613	1 613		1 613	
Actifs non bancaires					
Autres actifs financiers non courants	557	557		85	359
Créances clients et autres créances	4 675	4 675		301	
Autres actifs financiers courants	375				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 241	3 241	707	2 534	
PASSIFS					
Passifs bancaires					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	36 600	35 253			
Dettes envers la clientèle	221 886	221 886			
Dettes représentées par un titre	20 045	9 957			
Dettes subordonnées	10 888	10 931			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 233	3 233	360	2 854	19
Instruments dérivés de couverture	788	788		788	
Passifs non bancaires					
Emprunts obligataires et dettes financières	9 013	9 448		674	
Passifs de location	3 254	3 254			
Dettes fournisseurs et autres dettes	7 497	7 497			

(a) Y compris juste valeur des éléments comptabilisés au coût amorti

(b) Pour les éléments comptabilisés en juste valeur

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (Activités bancaires)

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	TOTAL
Ouverture	333	358	691
Gains et pertes enregistrés en résultat	176		176
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	0	(9)	(9)
Achats	711	573	1 283
Ventes	(463)	(0)	(463)
Emissions	(9)		(9)
Remboursements	(251)		(251)
Autres mouvements	(2)	(0)	(3)
Transferts vers ou hors niveau 3	93		93
Variations de périmètre	11 756	301	12 056
CLÔTURE	12 344	1 222	13 566

NOTE 24 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les relations avec CNP Assurances sont modifiées en raison de la consolidation par intégration globale à partir du 1^{er} mars 2020 de cette société. Aucune autre évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2019 (voir note 36 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019).

NOTE 25 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2019 (voir note 38 des états financiers consolidés au 31 décembre 2019) à l'exception des engagements de CNP Assurances liés à ses activités.

NOTE 26 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

Néant.

NOTE 27 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

27.1 Intégration de CNP Assurances (secteur La Banque Postale)

27.2 Intégration de BRT (secteur GeoPost)

Les montants affectés aux actifs et passifs indetifiables acquis sont susceptibles d'évoluer dans le délai d'un an à compter de la date du regroupement en cas d'obtention d'informations nouvelles.

27.1 Intégration de CNP Assurances (secteur La Banque Postale)

Les actifs et passifs de CNP Assurances à la date d'acquisition (valorisation provisoire à la juste valeur) et au 30 juin 2020 dans les comptes du Groupe se présentent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2020	Ouverture 01/03/2020
Immobilisations incorporelles & corporelles	2 065	2 852
Participations dans les sociétés mises en équivalence	505	487
Impôts différés actifs	20	30
Actifs non courants	2 590	3 369
Créances clients et autres créances	68	67
Créance d'impôt sur les bénéfices	451	380
Actifs courants	519	447
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	172 891	182 841
Instruments dérivés de couverture	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	215 579	218 206
Titres au coût amorti	141	166
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	1 690	1 722
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	1 937	2 346
Autres actifs financiers et comptes de régularisation	31 666	29 718
Participation aux bénéfices différée	0	4
Immeubles de placement	3 003	3 079
Actifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	426 906	438 082
TOTAL ACTIF	430 015	441 898
Provisions pour risques et charges	297	315
Avantages du personnel	299	335
Impôts différés passif	988	1 257
Dettes fournisseurs et autres dettes	3 566	1 992
Etat - Impôt sur les bénéfices	78	36
Passifs courants et non courants	5 227	3 934
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 509	1 879
Instruments dérivés de couverture	19	5
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	49	296
Dettes envers la clientèle	10 005	12 969
Autres passifs financiers et comptes de régularisation	17 231	15 884
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance courantes	367 541	378 410
Dettes subordonnées	7 783	6 988
Passifs spécifiques des activités bancaires et d'assurance	404 135	416 431
TOTAL PASSIF	409 363	420 365
ACTIF NET	20 652	21 534
<i>Valeur des titres mis en équivalence au 4 mars 2020</i>	3 504	3 504
<i>Dépréciation de la participation antérieurement détenue</i>	(1 571)	(1 571)
<i>Valeur des titres apportés (cours de bourse du 4 mars 2020)</i>	4 027	4 027
Valeur des titres au cours de bourse du 4 mars 2020	5 960	5 960
Badwill	4 578	4 578
Juste valeur des actifs et passifs de CNP Assurances au 4 mars 2020 (provisoire)	10 537	10 537
Acquisition complémentaire de titres	121	
Résultat de l'exercice part du Groupe hors dépréciation participation antérieure et hors badwill	208	
Résultat latent sur instruments financiers	(192)	
Réserve de conversion	(310)	
Autres éléments	(24)	
Quote-part du groupe	10 341	10 537
Intérêts minoritaires	10 311	10 997
ACTIF NET	20 652	21 534

La contribution de CNP Assurances au compte de résultat consolidé semestriel 2020 du Groupe se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2020
Produits opérationnels (Produit Net Bancaire)	959
Achats et autres charges	(117)
Charges de personnel	(173)
Impôts et taxes	(22)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(63)
Autres charges et produits opérationnels	2
Résultat des cessions d'actifs	(1)
Charges opérationnelles nettes	(374)
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	25
Résultat d'exploitation courant	610
Incidence de la prise de contrôle de CNP Assurances	3 007
Résultat d'exploitation	3 616
Impôt sur le résultat	(213)
Quote-part de résultat de CNP Assurances pour janvier et février 2020	43
Reclassement en résultat net des réserves de conversion et gains latents de CNP Assurances lors de la prise de contrôle	594
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	4 041
Part du Groupe	3 852
Part des minoritaires	189

27.2 Intégration de BRT (secteur GeoPost)

Les actifs et passifs de BRT à la date d'acquisition (valorisation provisoire à la juste valeur) et au 30 juin 2020 dans les comptes du Groupe se présentent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2020	Ouverture 01/01/2020
Écarts d'acquisition	1 279	1 279
Immobilisations incorporelles & corporelles	48	48
Droits d'utilisation	537	578
Autres actifs financiers non courants	23	21
Impôts différés actifs	37	32
Actifs non courants	1 924	1 958
Créances clients et autres créances	377	349
Créance d'impôt sur les bénéfices	10	5
Autres comptes de régularisation - Actif	7	6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38	1
Actifs courants	432	360
TOTAL ACTIF	2 355	2 318
Emprunts obligataires et dettes financières ^(a)	151	128
Passifs de location	539	578
Provisions risques et charges	14	15
Avantages du personnel	18	19
Dettes fournisseurs et autres dettes	418	399
Etat - Impôt sur les bénéfices	12	3
TOTAL PASSIF	1 152	1 142
ACTIF NET	1 203	1 177
Juste valeur des actifs et passifs de BRT au 1er janvier 2020 (provisoire)	1 170	1 170
Résultat de l'exercice part du Groupe	24	
Quote-part du groupe	1 192	1 170
Intérêts minoritaires	11	7
ACTIF NET	1 203	1 177

(a) Dont un emprunt intragroupe de 100 millions d'euros contracté auprès de La Banque Postale

La contribution de BRT au compte de résultat consolidé semestriel 2020 du Groupe se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2020
Produits opérationnels (chiffre d'affaires des activités commerciales)	706
Achats et autres charges	(551)
Charges de personnel	(83)
Impôts et taxes	(3)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(53)
Autres charges et produits opérationnels	23
Charges opérationnelles nettes	(667)
Résultat d'exploitation courant	39
Coût de l'endettement financier net	(5)
Résultat financier	(5)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	34
Impôt sur le résultat	(7)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	28
Part du Groupe	24
Part des minoritaires	4

NOTE 28 EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

Concentration du risque de crédit par agent économique

	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	68 112	3 275	1 167	72 554
Administration	99 949	11	3	99 963
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	12 318	-	0	12 318
Sociétés financières	10 950	85	0	11 035
Sociétés non financières	26 366	1 734	447	28 547
Dépréciations	(135)	(211)	(644)	(990)
TOTAL	217 561	4 893	974	223 427

	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	68 806	2 216	1 145	72 167
Administration	101 260	1	1	101 262
Banques centrales	0	-	-	0
Etablissements de crédit	4 506	-	-	4 506
Sociétés financières	8 289	18	-	8 306
Sociétés non financières	25 820	871	228	26 919
Dépréciations	(100)	(150)	(580)	(829)
TOTAL	208 581	2 956	794	212 331

	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	-	-	-	-
Administration	129 686	42	-	129 728
Banques centrales	6 730	-	-	6 730
Etablissements de crédit	41 442	171	-	41 613
Sociétés financières	46 104	462	-	46 566
Sociétés non financières	6 629	206	-	6 836
TOTAL	230 591	881	-	231 472
Dont dépréciations	(126)	(11)	-	(137)

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux
propres recyclables

	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail				
Administration	4 415			4 415
Banques centrales				
Etablissements de crédit	8 956	10		8 966
Sociétés financières	179			179
Sociétés non financières	1 113	28		1 141
TOTAL	14 663	38		14 700
<i>Dont dépréciations</i>	<i>(3)</i>	<i>(1)</i>		<i>(4)</i>

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

	Au 30/06/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	10 741	208	35	10 984
Administration	6 651	0	0	6 651
Banques centrales				
Etablissements de crédit	2 004	-	-	2 004
Sociétés financières	5 159	10	-	5 169
Sociétés non financières	6 949	548	4	7 501
<i>Provisions ^(a)</i>	<i>(34)</i>	<i>(17)</i>	<i>(2)</i>	<i>(53)</i>
TOTAL	31 470	749	37	32 256

(a) les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif au bilan.

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

	Au 31/12/2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
Clientèle de détail	10 919	196	26	11 141
Administration	5 522			5 522
Banques centrales				
Etablissements de crédit	1 621	100		1 721
Sociétés financières	2 312			2 312
Sociétés non financières	8 171	180	4	8 354
<i>Provisions ^(a)</i>	<i>(25)</i>	<i>(14)</i>	<i>(1)</i>	<i>(40)</i>
TOTAL	28 520	462	29	29 010

(a) les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif au bilan.

Exposition au risque de crédit – Retail par classe de notes

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	57 842	820	-	58 661
1% < PD < 3%	7 425	470	-	7 895
3% < PD < 10%	2 818	873	-	3 691
PD > 10%	27	1 112	-	1 140
Contrat douteux - contentieux	-	-	1 167	1 167
TOTAL	68 112	3 275	1 167	72 554

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	57 456	15	-	57 471
1% < PD < 3%	8 081	169	-	8 250
3% < PD < 10%	3 246	735	-	3 982
PD > 10%	22	1 296	-	1 318
Contrat douteux - contentieux	-	-	1 145	1 145
TOTAL	68 806	2 216	1 145	72 167

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 30/06/2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	9 552	28	-	9 580
1% < PD < 3%	942	46	-	988
3% < PD < 10%	246	40	-	286
PD > 10%	0	95	-	96
Contrat douteux - contentieux	-	-	35	35
TOTAL	10 741	208	35	10 984

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)	Au 31/12/2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
PD < 1%	9 691	7	-	9 698
1% < PD < 3%	957	46	-	1 003
3% < PD < 10%	269	38	-	307
PD > 10%	1	105	-	106
Contrat douteux - contentieux	-	-	26	26
TOTAL	10 919	196	26	11 141

Exposition au risque de crédit – Corporate

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	1 351	103	0	1 454
AA	4 764	179	33	4 976
A	13 191	188	0	13 379
Autres	18 010	1 349	414	19 773
TOTAL	37 316	1 819	447	39 582

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	1 569	2	3	1 574
AA	9 978	54	34	10 067
A	3 393	6	0	3 399
Autres	19 168	828	190	20 186
TOTAL	34 108	889	228	35 225

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	2 667	-	-	2 667
AA	8 484	-	-	8 484
A	21 827	38	-	21 866
Autres	19 755	630	-	20 385
TOTAL	52 733	669		53 402

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2019			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA				
AA	268			268
A	290			290
Autres	734	28		762
TOTAL	1 291	28		1 319

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 30/06/2020				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	438	75	0	514
AA	783	85		868
A	5 266	393	0	5 659
Autres	5 621	5	4	5 629
TOTAL	12 108	558	4	12 670

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 31/12/2019				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	725			725
AA	2 469	1		2 470
A	2 265	5		2 269
Autres	5 024	174	4	5 202
TOTAL	10 483	180	4	10 667

Exposition au risque de crédit – Administration et banques centrales

Actifs financiers au coût amorti	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	11	-	-	11
AA	69 598	1	-	69 599
A	3 872	-	1	3 872
Autres	26 468	10	2	26 481
TOTAL	99 949	11	3	99 963

Actifs financiers au coût amorti	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	2 886	-	-	2 886
AA	88 158	-	-	88 158
A	2 825	1	1	2 827
Autres	7 391	1	-	7 392
TOTAL	101 261	1	1	101 262

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	8 677	-	-	8 677
AA	104 187	-	-	104 187
A	4 273	-	-	4 273
Autres	19 279	42	-	19 320
TOTAL	136 416	42	-	136 458

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2019			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	805	-	-	805
AA	2 836	-	-	2 836
A	404	-	-	404
Autres	370	-	-	370
TOTAL	4 415	-	-	4 415

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 30/06/2020				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	100	-	-	100
AA	1 288	-	-	1 288
A	2 810	-	-	2 810
Autres	2 454	-	0	2 454
TOTAL	6 651		0	6 651

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 31/12/2019				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA				
AA	1 147			1 147
A	3 256			3 256
Autres	1 119			1 119
TOTAL	5 522			5 522

Exposition au risque de crédit – Etablissements de crédit

Actifs financiers au cout amorti	Au 30/06/2020			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	7	-	-	7
AA	710	-	-	710
A	5 074	-	-	5 074
Autres	6 528	0	0	6 528
TOTAL	12 318	0	0	12 318

Actifs financiers au cout amorti	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable brute			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	1	-	-	1
AA	2 177	-	-	2 177
A	1 828	-	-	1 828
Autres	500	-	-	500
TOTAL	4 506	-	-	4 506

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 30/06/2020			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	3 879	-	-	3 879
AA	9 153	-	-	9 153
A	19 602	-	-	19 602
Autres	8 808	171	-	8 979
TOTAL	41 442	171	-	41 613

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31/12/2019			
	Juste valeur			
	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés	TOTAL
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité		
(en millions d'euros)	(Bucket 1)	(Bucket 2)	(Bucket 3)	
AAA	50	-	-	50
AA	756	-	-	756
A	5 138	-	-	5 138
Autres	3 011	10	-	3 021
TOTAL	8 956	10	-	8 966

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 30/06/2020				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA	-	-	-	
AA	1 121	-	-	1 121
A	586	-	-	586
Autres	297	-	-	297
TOTAL	2 004			2 004

Hors Bilan (Engagement de financement et de garantie)

Au 31/12/2019				
Montant de l'engagement				
	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	TOTAL
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>(en millions d'euros)</i>				
AAA				
AA	1 121			1 121
A	500			500
Autres		100		100
TOTAL	1 621	100		1 721

NOTE 29 EXPOSITIONS SOUVERAINES

Le recensement ci-dessous est réalisé sur le périmètre défini par l'ABE, incluant les administrations locales et régionales ou les organismes bénéficiant d'une garantie de l'Etat. Ces expositions incluent les dépôts centralisés à la CDC.

30/06/2020	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes ^(a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes ^(b)	Exposition en %
<i>(en millions d'euros)</i>							
Allemagne	4 721	316	5 037	94	-	5 131	2,0%
Autriche	4 059	7	4 065	-	-	4 065	1,6%
Belgique	11 370	287	11 657	1 876	-	13 533	5,3%
Chypre	44	55	98	-	-	98	
Espagne	12 612	288	12 899	20	-	12 919	5,1%
Finlande	50	0	50	-	-	50	
France	167 696	4 399	172 095	12 093	1 009	185 196	72,9%
Grande-Bretagne	-	3	3	240	-	242	0,1%
Grèce	10	0	10	-	-	10	0,0%
Irlande	3	16	19	-	-	19	0,0%
Italie	8 524	905	9 429	500	-	9 929	3,9%
Luxembourg	42	-	42	-	-	42	0,0%
Pays-Bas	341	5	346	-	-	346	0,1%
Pologne	346	37	383	-	-	383	0,2%
Portugal	1 274	84	1 358	20	-	1 378	0,5%
Roumanie	-	1	1	17	-	18	
Slovénie	58	-	58	-	-	58	0,0%
Suisse	5	0	5	-	-	5	0,0%
Autres pays	2	1	3	-	-	3	0,0%
Supra-national	5 079	788	5 867	-	-	5 867	2,3%
TOTAL EUROPE	216 235	7 192	223 426	14 859	1 009	239 294	94,2%
Brésil	2 351	11 797	14 148	-	-	14 148	5,6%
Canada	427	-	427	-	-	427	0,2%
Corée du Sud	2	-	2	-	-	2	0,0%
Japon	66	-	66	-	-	66	0,0%
USA	55	45	100	-	-	100	0,0%
Autres pays	91	20	110	-	-	110	0,0%
Reste du monde	2 992	11 861	14 853			14 853	5,8%
TOTAL	219 227	19 053	238 280	14 859	1 009	254 147	100,0%

(a) Expositions directes: juste valeur ou valeur brute comptable des expositions pour compte propre

(b) Expositions directes et indirectes: expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les prises en pension, les achats à terme et les hors-bilan du Groupe

31/12/2019	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total expositions directes ^(a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes ^(b)	Exposition en %
<i>(en millions d'euros)</i>							
Allemagne	2 795		2 795	228		3 023	2,9%
Autriche	14		14			14	0,0%
Belgique	3 660		3 660	310		3 970	3,7%
Espagne	1 743	196	1 939			1 939	1,8%
France	87 151	629	87 780	6 328	761	94 869	89,5%
Irlande	2		2			2	0,0%
Italie	292	681	973	3		976	0,9%
Luxembourg	57		57			57	0,1%
Pays Bas	178		178			178	0,2%
Pologne	16		16			16	0,0%
Portugal	420		420			420	0,4%
Slovénie	5		5			5	0,0%
Suisse	29		29			29	0,0%
Supra-national							
TOTAL EUROPE	96 362	1 506	97 868	6 869	761	105 498	99,5%
Reste du monde	539		539			539	0,5%
TOTAL	96 902	1 506	98 408	6 869	761	106 037	100%

3

Rapport des commissaires aux comptes

LA POSTE SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine
France

KPMG AUDIT
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
920066 Paris La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020)

Aux Actionnaires

LA POSTE

9 rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 4 août 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Les notes 1.1 « Prise de contrôle de CNP Assurances » et 27.1 « Intégration de CNP Assurances (secteur La Banque Postale) » de l'annexe aux comptes consolidés résumés, qui exposent les incidences sur les comptes de la prise de contrôle de CNP Assurances.

- La note 1.6 « Incidences de la crise sanitaire du Covid 19 » de l'annexe aux comptes consolidés résumés, qui expose les principales incidences de la crise sur la valorisation des éléments d'actif du bilan consolidé au 30 juin 2020.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 4 août 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 4 août 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Laurent Daniel
Associé

Agnès Hussherr
Associée

Eric Amato
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée

4

Attestation de la personne responsable

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint au présent rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2020, de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 4 août 2020

Le Président – Directeur Général

Philippe Wahl



LE GROUPE LA POSTE

DIRECTION FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT
9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15
Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00
www.groupelaposte.com